

COURS  
D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

OU

EXPOSITION DES PRINCIPES

QUI DÉTERMINENT LA PROSPÉRITÉ DES NATIONS.

---

Ouvrage qui a servi à l'instruction de LEURS ALTESSES  
IMPÉRIALES, les Grands-Ducs NICOLAS et MICHEL.

PAR HENRI STORCH,

*Conseiller d'Etat et Chevalier de l'Ordre de Ste. Anne, Instituteur  
de LL. AA. II. Membre des Académies de St. Pétersbourg,  
de Munich, et de plusieurs autres Sociétés savantes.*

*Tome Premier*

ST.-PETERSBOURG,

IMPRIMÉ CHEZ A. PLUCHART ET COMP.

1815.

**A LEURS ALTESSES IMPÉRIALES**

**MESSEIGNEURS LES GRANDS-DUCS**

**NICOLAS ET MICHEL.**

**PERMIS D'IMPRIMER.**

A la charge de fournir au Comité de Censure , après l'impression, un exemplaire de cet ouvrage pour ledit Comité, un exemplaire pour le Département du Ministère de l'Instruction publique, deux exemplaires pour la Bibliothèque IMPÉRIALE publique; et un exemplaire pour l'Académie IMPÉRIALE des Sciences.

St.-Pétersbourg le 5 Sept. 1814.

**TIMCOWSKOY,**

*Censeur et Conseiller d'Etat.*

## MESSEIGNEURS !

*Cet ouvrage Vous appar-*  
*tient à tant de titres qu'il ne peut*  
*être offert au public que sous les*  
*auspices de VOS ALTESSES*  
*IMPÉRIALES. Daignez*  
*agrèer l'hommage réitéré que*  
*je Vous en fais, et permettez-*  
*moi d'y joindre l'expression de*  
*l'attachement respectueux et*  
*sincère que Vos excellentes*

qualités m'ont inspiré. Ce sentiment est devenu un besoin pour mon cœur, et ne finira qu'avec la vie.

Je suis avec le plus grand respect,

MESSEIGNEURS !

DE VOS ALTESSES IMPÉRIALES,

Le très-humble et très-dévoué serviteur,

STORCH.

---

## P R É F A C E.

LE titre de cet ouvrage indique assez le but pour lequel il a été composé. J'ai cru qu'indépendamment de sa destination primitive, il pouvoit encore être utile au public.

Nous ne manquons pas, il est vrai, de bons, d'excellens livres même, sur la doctrine économique; mais, à deux ou trois près, qui en offrent l'ensemble dans un cadre facile à saisir, ils ne sont guère propres à guider un lecteur novice. D'ailleurs chaque écrivain conçoit autrement son sujet et le traite à sa manière; et comme le goût des lecteurs et leurs besoins varient à l'infini, il se trouve qu'un ouvrage qui ne conviendroit point aux uns, devient quelquefois très-utile à d'autres. Enfin toute science est susceptible de perfectionnement; ainsi quel que soit le mérite

des ouvrages que nous possédons sur l'économie politique, ils ne rendent cependant pas inutiles les efforts que l'on fait pour avancer les progrès de cette science.

Peut-être le lecteur éclairé trouvera-t-il que, sous ce dernier rapport, mon travail n'est pas absolument sans prix. Jusqu'ici l'économie politique a été regardée comme la science de la *richesse* des États: j'ai tâché de montrer qu'elle embrasse leur *prospérité* en général, et que la *théorie de la civilisation* en fait une partie également importante, également liée à l'objet essentiel de la science, c'est-à-dire à la notion des valeurs. J'ai tenté de crayonner le contour de cette doctrine nouvelle, pour laquelle il n'existe que des matériaux épars çà et là. Si d'un côté le domaine de l'économie politique se trouve agrandi par cette acquisition, de l'autre j'ai

devoir rétrécir ses limites , en réservant pour la politique intérieure les principes d'administration qui dérivent de l'économie politique ; séparation également avantageuse aux deux doctrines, en ce qu'elle assigne des bornes précises à chacune. Le discours préliminaire qui se trouve à la suite de cette préface , fera connoître plus particulièrement la nature de ces innovations : est à l'ouvrage même à les justifier.

Dans la *théorie de la richesse nationale* ma tâche a été de réunir, sans embrasser aucun système , les principes les mieux fondés et les plus utiles dans l'application. Comme la plupart des principes de cet ordre se trouvent renfermés dans la doctrine de Smith, et que c'est à lui surtout qu'on est redevable de cette solidité de preuves qui les a élevés au rang de principes incontestables, c'est bien son système

que j'ai l'air de suivre; mais cette circonstance même a été un motif de plus pour moi de me tenir en garde contre tout esprit de secte. J'ose affirmer que nulle-part l'autorité de ce philosophe respectable ne m'en a imposé au point de lui vouer une soumission aveugle. J'ai profité des découvertes faites après lui; j'ai consulté ses commentateurs, j'ai écouté ses critiques; enfin j'ai pesé moi-même, autant que j'en suis capable, chacun de ses principes, chacune de ses assertions. Le lecteur instruit s'apercevra qu'il est des points où je m'éloigne du sentiment de ce grand écrivain; plusieurs de ses opinions, même fondamentales, ne me paroissent pas avoir le degré d'évidence qu'il semble leur attribuer: je leur ai opposé les doutes que l'étude et l'expérience m'ont fournis. J'en ai agi de même à l'égard des autres écrivains

dont les ouvrages m'ont été utiles. Quelquefois j'ai motivé dans les notes cette différence d'opinions ; mais le plus souvent je m'en suis abstenu , aimant mieux sacrifier mon amour-propre que de faire de cet ouvrage une arène pour la controverse.

L'idée de contribuer au perfectionnement de la science , ne pouvoit être que secondaire dans la composition de ce Cours : l'objet principal, celui que je devois avoir continuellement en vue, étoit d'appliquer cette science à la patrie de mes Augustes Elèves , et de les accoutumer à juger , d'après des principes sûrs et invariables , les phénomènes que la Russie présente sous le rapport de sa richesse et de sa civilisation. Or un ouvrage conçu dans cette attention , lors même qu'il n'auroit d'autre mérite que celui d'exposer nettement les principes les plus avérés, ne

peut manquer d'inspirer quelque intérêt en Russie. Jusqu'ici tous les livres que nous possédons sur l'économie politique, sont écrits en d'autres pays; et comme chaque auteur tâche de se faire comprendre de préférence par ses compatriotes et de leur être utile plutôt qu'aux étrangers, il en résulte qu'un Russe qui étudie la science dans ces ouvrages, n'y trouve que des exemples tirés de pays étrangers et des applications faites à ces pays. S'il ne connoît pas à fond leur histoire, leurs institutions sociales et leurs moeurs, cette ignorance l'empêche souvent de comprendre ce qui leur est relatif, et dans tous les cas il ne sauroit y trouver le même intérêt que lorsqu'on lui parle de son pays.

J'avoue que l'espoir d'écarter cet obstacle et de faciliter ainsi l'étude de l'économie politique en Russie, m'a sur-

tout déterminé à la publication de mon ouvrage. Le soin que j'ai pris d'appliquer à ce pays les principes de la science et de rendre ceux-ci plus palpables en les expliquant par des faits tirés de notre propre expérience, ce soin, dis-je, me vaudra peut-être quelque reconnaissance de la part de mes concitoyens; les étrangers mêmes pourroient n'en savoir gré, car la Russie étant encore fort peu connue hors de ses limites, ils ne seront pas fâchés de trouver dans cet ouvrage des renseignemens qu'ils chercheroient en vain dans leurs statistiques. Enfin la science n'y a rien perdu; au contraire, comme la Russie diffère sous tant de rapports des autres pays de l'Europe, c'est rendre un service essentiel à l'économie politique et fournir de nouvelles preuves évidentes de ses principes, que de montrer qu'ils se vérifient ici comme ailleurs, sur le sol

vierge de nos contrées septentrionales comme dans les États anciennement civilisés de la zone tempérée. Afin de ne pas interrompre la chaîne du raisonnement, j'ai rejeté dans des Notes à la fin de l'ouvrage les recherches historiques ou statistiques sur la Russie qui auroient été déplacées dans le texte. J'en ai usé de même pour toutes les digressions et tous les développemens qui ne sont pas absolument nécessaires à l'intelligence des principes, lors même qu'ils peuvent servir à les constater ou à les faire mieux saisir. Cette disposition offre au lecteur la facilité de consulter les Notes à son aise, et j'espère qu'il y puisera toujours une instruction analogue à l'objet qu'elles doivent éclaircir; instruction qu'il seroit obligé de chercher quelquefois dans vingt ouvrages différens, et qu'il trouve ici rassemblée en peu de pages.

L'économie politique agite quelquefois des questions délicates. C'auroit été trahir la confiance dont j'ai été honoré, si je les avois présentées à mes illustres Élèves sous un jour autre que celui de la vérité et de la raison. Quand on n'est pas appelé à dire son opinion sur les grands intérêts de l'humanité, on peut se taire sans honte et sans reprochs; mais celui qui se charge de les faire connoître et qui les déguise, se rend coupable de la plus lâche des trahisons, et s'attire de plus le mépris de ceux mêmes dont il brigue les suffrages par son hypocrite silence. Or si c'est le devoir de tout écrivain de plaider la cause de la justice et de l'humanité, est doublement celui d'un instituteur qui parle à des princes, dont l'opinion flue si puissamment sur le sort des peuples. Ma conscience me rend le témoignage de n'avoir point négligé ce

devoir sacré que ma place m'imposoit; mais j'ai fait tous mes efforts pour le concilier avec le respect dû aux institutions sociales de mon pays. En publiant ces leçons, j'ai senti la nécessité d'une plus grande réserve encore: bien des choses étoient bonnes à dire à mes élèves qui ne convenoient pas à l'impression. Dans un pays monarchique et chez un peuple fortement attaché à ses habitudes nationales, l'écrivain a des ménagemens à garder, s'il ne veut pas nuire à la cause de la raison au lieu de lui être utile. Cette considération cependant ne m'a pas fait renoncer à l'indépendance de mes opinions: j'aurois plutôt abandonné la publication de mon livre. Aussi je ne doute guère que le public ne s'en aperçoive, et qu'un ouvrage de la nature de celui-ci, muni de l'approbation de la Censure et publié aux fraix de

EMPEREUR, ne soit regardé comme un  
eau témoignage en faveur des prin-  
ipes libéraux qui dirigent le gouver-  
ement de Russie sous le règne éclairé  
ALEXANDRE.

Chaque science comprend un cer-  
in nombre de principes qui ne sont  
sceptibles ni de contestation ni de  
ouveaux développemens. L'auteur  
i expose l'ensemble de la doctrine  
peut point les omettre, et il se voit  
isi forcé de répéter ce que d'autres  
t dit avant lui. Quand je me suis  
uvé dans ce cas, je n'ai point hésité  
mployer les idées de mes devan-  
rs et souvent même jusqu'à leurs  
ressions. Chercher à dire autre-  
nt ce qui étoit dit avant moi, et  
ux que je ne saurois le dire, auroit  
une perte de tems bien insensée.  
et ouvrage renferme donc beau-  
p d'extraits, et peut-être doit-il

ce qu'il contient de meilleur, à *Garnier*, à *Say* (1), à *Simonde*, à *Turgot*, à *Bentham-Dumont*, à *d'Ivernois*, à *Steuart*, à *Hume*, et surtout au père de l'économie politique, à *Smith*. J'ajoute à cet aveu, en employant les termes de M. *Simonde* (2) „ que je reconnois ici d'une manière générale mes obligations à tous ces écrivains, parce que dans un ouvrage nécessairement rapide et qui a été composé pour être récité, j'ai souvent profité de leurs recherches, quelquefois même de leurs pensées, sans les citer. Si j'avois voulu,

---

(1) Tout ce que je dois à cet auteur, est tiré de la première édition de son *Traité d'économie politique*, à l'exception de quelques passages que j'ai insérés dans l'Introduction générale. La seconde édition m'est parvenue trop tard pour en profiter davantage.

(2) Voyez son ouvrage : *De la littérature du Midi de l'Europe*, T. I, pag. 14.

comme dans une histoire, invoquer ses sources pour chaque principe et pour chaque développement, il auroit fallu multiplier mes notes presque à chaque ligne, et suspendre d'une manière fatigante la lecture ou l'attention. Dans un ouvrage de cette nature, ce seroit une prétention bien ridicule que de ne vouloir jamais répéter ce qui a été dit, et une affectation bien vaine et inutile que de s'efforcer de séparer dans chaque pensée ce qui est à soi, de ce qu'on doit à un autre." Cependant, à l'égard des *faits*, j'ai cru devoir tenir une conduite différente. Dans une science qui n'est fondée que sur des faits, il importe trop de connoître les liens qui les rapportent : aussi les ai-je cités partout avec l'attention superflue d'un historien qui invoque ses autorités.

J'ai dû écrire dans une langue étran-

gère. La crainte de paroître trop inférieur, par le style du moins, à ceux qui m'ont précédé dans la carrière, m'auroit arrêté si je n'avois pas borné mon ambition à être lu par ce petit nombre de personnes qui, ne cherchant que l'instruction, pardonnent au style en faveur du fond. Mais en renonçant au désir de plaire et d'attacher par la diction, j'ai fait tous mes efforts pour être clair et précis. Je me suis surtout appliqué à donner des définitions exactes de toutes les notions fondamentales, et à fixer autant que possible la langue de l'économie politique. Cette tâche m'a quelquefois forcé de recourir au néologisme. Je n'en demande point pardon aux grammairiens : car enfin des idées nouvelles exigent de nouveaux mots, et quand nos connoissances s'étendent, il faut bien que nos langues s'enrichissent.

„Il y a bien des erreurs, dit *Condillac* (1), qu'il seroit impossible de détruire, si l'on s'obstinoit à parler comme tout le monde. Il faut donc se faire un langage à soi, si l'on veut s'exprimer avec une exactitude dont l'usage ne donne point l'exemple.“

En terminant cette préface, je dois observer que cet ouvrage resteroit en quelque sorte incomplet s'il n'étoit suivi d'un autre sur la *Législation économique et financière*. Ce travail, dont je m'occupe, paroîtra bientôt si le public éclairé juge que celui-ci est digne de lui avoir été offert.

---

(1) *Art de penser*, IIe. Partie, ch. II.

---

---

**A V I S.**

Comme les grandeurs et les valeurs dont il est question dans cet ouvrage , se trouvent souvent exprimées en poids, mesures et monnaies de Russie, le lecteur est averti que le sixième volume renferme des Tables où ces poids, mesures et monnaies sont réduits à ceux de quelques autres pays de l'Europe.

---

---



---

## TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE PREMIER VOLUME.

---

	<i>Page</i>
DISCOURS PRÉLIMINAIRE. Aperçu des différentes doctrines qui composent la science de l'État.	1
 <b>INTRODUCTION GÉNÉRALE,</b> <i>ou prolegomènes à l'économie politique.</i>  	
REFLEXIONS SUR le fondement et l'utilité de l'économie politique . . . . .	23
REFLEXIONS GÉNÉRALES SUR l'origine et la nature de la valeur. . . . .	
CHAP. I. Facultés de l'homme' . . . . .	45
CHAP. II. Besoins de l'homme . . . . .	49
CHAP. III. Valeur des choses . . . . .	56
CHAP. IV. Sources de la valeur . . . . .	62
CHAP. V. Origine des échanges . . . . .	69
CHAP. VI. Valeur directe et indirecte — Valeur échangeable . . . . .	84
CHAP. VII. Idée générale du prix . . . . .	87
CHAP. VIII. Mesure commune des valeurs échangeables . . . . .	97

	<i>Page</i>
CHAP. IX. Gage universel des valeurs échangeables : Numéraire . . . . .	102
CHAP. X. Classification des valeurs : Biens externes ; Richesse — Biens internes ; Civilisation . . . . .	108

## PREMIÈRE PARTIE.

### *Théorie de la richesse nationale.*

INTRODUCTION. Des différens systèmes sur la nature et les sources de la richesse nationale	115
Système mercantile . . . . .	117
Système agricole . . . . .	123
Système industriel . . . . .	135
Résumé ; plan pour cette partie de l'économie politique . . . . .	156

## LIVRE PREMIER.

### *De la production des richesses.*

CHAP. I. Idée générale de la production matérielle	162
CHAP. II. Fonds de terre . . . . .	167
CHAP. III. Puissance de la nature . . . . .	177
CHAP. IV. Travail — industriel — productif — libre . . . . .	181
CHAP. V. Importance du travail dans la production des richesses . . . . .	190

	<i>Page</i>
CHAP. VI. Causes de l'amélioration dans les facultés productives de l'industrie : Division du travail . . . . .	194
CHAP. VII. Des bornes que la nature des choses met à la division du travail. Bornes prescrites par la nature des travaux . . . . .	209
CHAP. VIII. Bornes prescrites par l'étendue du marché . . . . .	215
CHAP. IX. Comment le marché s'étend par la facilité des transports . . . . .	220
CHAP. X. Classification des travaux industriels . . . . .	228
CHAP. XI. Comment les différentes industries s'entr'aident dans la production . . . . .	243

## LIVRE SECOND.

### *De l'accumulation des richesses , ou des fonds.*

P. I. Ce que c'est qu'un fonds , et comment les capitaux diffèrent des fonds de consommation . . . . .	250
P. II. Comment se joignent les fonds de terre , l'industrie et les capitaux pour produire . . . . .	256
P. III. Capitaux improductifs. Ce que c'est que le capital national . . . . .	263
P. IV. Fonds inutiles. . . . .	268
P. V. Fonds durables. Distinction entre la richesse absolue et relative . . . . .	272

	<i>Page</i>
CHAP. VI. Des élémens qui constituent le capital national . . . . .	278
CHAP. VII. Capitaux fixes et circulans . . . . .	295
CHAP. VIII. Comment la division du travail est limitée par l'étendue des capitaux . . . . .	303
CHAP. IX. De quelle manière se forment les capitaux . . . . .	308

### LIVRE TROISIÈME.

*De la distribution primitive du produit annuel ,  
ou des revenus.*

CHAP. I. Idée de la distribution primitive , et comment elle diffère de la distribution secondaire . . . . .	323
CHAP. II. Revenu — primitif et secondaire . . . . .	331
CHAP. III. De quelle manière et suivant quelles proportions se fait la distribution primitive . . . . .	338
CHAP. IV. Du salaire nécessaire de l'industrie . . . . .	349
CHAP. V. De la rente des talens et des qualités morales . . . . .	368

*Fin de la table des chapitres.*

---

# DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

---

*Aperçu général des différentes doctrines  
qui composent la science de l'Etat.*

LORSQU'ON entreprend d'étudier une science, il importe de se faire d'avance une idée juste de son objet, du champ que ses recherches embrassent, et de la liaison qui subsiste entre elle et les autres sciences du même ordre. En commençant notre Cours d'ÉCONOMIE POLITIQUE, Messieurs, nous suivrons cette méthode. La doctrine dont vous allez vous occuper, appartient à la grande famille de celles qui ont l'État pour objet, qu'on peut comprendre, pour cette raison, sous le nom général de *Science de l'Etat*. Il vous seroit difficile de concevoir nettement l'objet et les bornes de l'économie politique, si vous n'aviez pas au moins une idée générale de l'ensemble des doctrines qui forment ce faisceau imposant de connaissances humaines. Mais comment pourrois-je vous parler de la science de l'État, sans avoir d'abord éclairci d'avance les notions mêmes de l'État et de gouvernement, sans avoir fixé

vos idées sur le but de l'un et sur l'objet et les fonctions de l'autre ? Voilà donc par où nous devons commencer. Je tâcherai d'être aussi court que possible.

Qu'est - ce que l'*Etat* ? Chacun voit que c'est une association d'hommes réunis sous la même autorité suprême. Sous le rapport de cette réunion, tous les membres sont appelés *citoyens* ; sous celui de leur soumission à l'autorité suprême, on les appelle *sujets*. L'individu ou la corporation qui exerce l'autorité suprême, est désigné par le nom de *Souverain*.

Mais quel est le *but* de cette association ? L'*Etat* existe-t-il pour l'utilité du Souverain ou pour celle des sujets ? C'est ce qu'il importe d'examiner.

Ce seroit une absurdité d'admettre que des milliers ou des millions d'hommes se fussent volontairement réunis pour servir d'instrumens aux vues ou aux passions d'un seul ou de quelques-uns parmi eux ; et dans le cas où la violence les auroit rassemblés, ils formeroient un troupeau d'esclaves au lieu d'un *Etat*. De grands Souverains ont eux-mêmes proclamé cet axiôme politique, que le chef de l'*Etat* en est le premier serviteur ; que c'est pour l'utilité de ses sujets qu'il

gouverne, et que ceux-ci ne lui obéissent que pour leur propre intérêt (1). Cet aveu, loin d'être nuisible à l'autorité suprême, ne fait que l'affermir en la rendant légitime; car une puissance qui n'est utile qu'à celui qui l'exerce, est toujours injuste et précaire. « Le plus fort, dit J. J. Rousseau, n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir. »

Ainsi, quelle que soit l'origine d'un État, qu'il se soit formé par une réunion volontaire ou que la force en ait rassemblé les membres, il importe également aux gouvernans comme aux gouvernés de lui reconnoître un *but* qui puisse cimenter l'union et la rendre indissoluble. Or il n'y a qu'un intérêt permanent, moral et commun à tous

(1) *Mars-Aurèle, Frédéric II, Joseph II, Cathérine II.* La dernière s'explique ainsi dans son *Instruction pour la commission chargée de dresser le projet d'un nouveau code de lois*, §. 520 : « Tout ceci ne sauroit plaire aux flatteurs, qui répètent chaque jour aux Souverains, que leurs peuples n'ont été créés que pour eux. Quant à Nous, Nous pensons et Nous faisons gloire de le dire, que Nous n'existons que pour nos peuples, et par cette raison Nous nous croyons obligés de dire les choses comme elles doivent être. »

les citoyens qui soit capable de produire un pareil effet ; encore faut-il que cet intérêt soit de nature à ne pouvoir être atteint que par l'Etat.

J'ai dit que cet intérêt doit être *permanent*. Un intérêt passager ne lie les hommes que pour un certain temps ; mais l'Etat doit subsister toujours : du moins faut-il l'asseoir sur une base qui lui promette la plus longue durée possible.

Il faut que ce soit un intérêt *moral*. Un principe immoral porte en soi le germe de destruction pour ceux qui le suivent. D'ailleurs, il s'agit ici d'un principe universel, applicable à tous les Etats ; or un principe immoral, s'il pouvoit jamais convenir à un peuple, seroit nécessairement funeste à tous les autres.

Il faut encore que le but de l'Etat présente des avantages *communs* à tous les citoyens ; car, dans la supposition contraire, l'Etat seroit inutile à une partie d'entr'eux, qui par là n'auroient plus de motif raisonnable, ni par conséquent d'obligation morale de le maintenir. Cette condition ne suppose point le consentement exprès et unanime des citoyens : il suffit que la raison et la nature morale de l'homme s'accordent

sur le but de l'Etat et sur les moyens de le réaliser, pour les rendre obligatoires pour tous.

Enfin il faut que le but de l'Etat soit de nature à ne pouvoir être réalisé que par l'Etat, c'est-à-dire par la réunion de tous les citoyens sous l'autorité suprême. Si les efforts individuels des citoyens, ou ceux de quelque association particulière parmi eux, suffisoient pour atteindre ce but, l'Etat seroit inutile.

De toutes les fins que les hommes peuvent concevoir et atteindre, il n'y a qu'une seule qui réunisse ces quatre caractères: c'est la *sûreté*. Elle consiste dans l'éloignement de tout ce qui peut troubler ou gêner le libre emploi, soit des facultés personnelles du citoyen, soit des choses qui sont devenues sa propriété; en d'autres termes, c'est la garantie de ses droits naturels et acquis. Comme ces droits sont communs à tous les citoyens, ceux de chacun en particulier se trouvent limités par les droits de tous les autres; de sorte que chacun a le droit de disposer librement de sa personne et de sa propriété, pourvu qu'il n'empêche pas les autres d'en agir de même.

Garantir ces droits, voilà le but de l'Etat.

La sûreté est un intérêt permanent; c'est l'intérêt de tous les citoyens; c'est un intérêt moral; enfin cet intérêt ne peut être satisfait que par l'Etat. Pour assurer à chaque citoyen la jouissance de ses droits, il faut une puissance capable de résister à tous les ennemis, tant au dedans qu'au dehors, qui tenteroient de violer ces droits: or une pareille puissance ne peut être que celle de tous les citoyens réunis; et comme il faut que cette puissance soit dirigée, c'est une nécessité d'en investir le Souverain.

Vous voyez, Messieurs, que plus la puissance publique est grande, plus il est facile à l'Etat d'atteindre son but. Or la puissance d'un Etat se mesure toujours sur la *prospérité nationale*, c'est-à-dire, sur la civilisation et la richesse de ses citoyens. Plus une nation est éclairée et riche, plus elle a de moyens pour se défendre contre ses ennemis domestiques ou étrangers; et plus la morale a fait de progrès parmi ses membres, moins elle a d'ennemis dans son sein. Il s'ensuit que, si le but de l'Etat consiste à obtenir la sûreté, c'est encore sa tâche de favoriser la prospérité nationale, puisque l'une ne peut subsister qu'autant que l'autre lui en fournit les moyens.

Cependant ce but secondaire n'a pas la même extension que le but primitif de l'Etat. La sûreté ne peut être obtenue que par l'Etat, tandis que la civilisation et la richesse nationale s'obtiennent par les efforts des individus. La coopération de l'Etat pour l'avancement de ces deux objets seroit même absolument inutile, s'ils ne supposoient pas certains établissemens que les simples citoyens ne sont jamais portés à ériger par la seule impulsion de l'intérêt privé. Ainsi ce n'est que pour suppléer aux efforts des individus que l'Etat est en droit d'employer la puissance nationale à son propre avancement; encore les mesures qu'il adopte dans cette vue, ne doivent-elles jamais contrarier le but suprême. Favoriser les progrès de la civilisation et de la richesse nationale aux dépens de la liberté et de la propriété des citoyens, c'est détruire ce qu'on veut édifier; car de toutes les conditions que suppose l'avancement de la prospérité nationale, la première et la plus indispensable, c'est la sûreté.

Vous connoissez le but de l'Etat, Messieurs; il est la source de toute autorité légitime et durable. La force et l'oppression ont souvent fondé les Etats; mais ils ne se

maintiennent que par l'application de ce principe, et ils ne fleurissent qu'en le perfectionnant. C'est dans les pays seulement où le but de l'Etat est reconnu, qu'il y a un Souverain et des sujets; ailleurs il n'existe qu'un despote et des esclaves.

Comme le but de l'Etat est la source de l'autorité, c'est encore de lui qu'émanent tous les *devoirs du Souverain*. Celui-ci n'en a pas d'autres que de maintenir la *sûreté*, et de seconder l'avancement de la *prospérité nationale*.

Ces devoirs importants, le Souverain ne peut les remplir en personne dans toute leur étendue; il est donc obligé d'en confier le détail à des délégués, qui exercent en son nom une partie de l'autorité suprême, et qui lui sont responsables de l'usage qu'ils en font. Tous ceux qui de cette manière partagent les devoirs et les fonctions du Souverain, sont appelés *fonctionnaires publics*; et ils forment une gradation de pouvoirs qu'on désigne par le nom de *gouvernement*.

Essayons maintenant d'analyser et de classer les diverses *fonctions du gouvernement* qui dérivent du but de l'Etat.

La garantie des droits suppose d'abord que ces droits soient déterminés, et ensuite qu'ils

soient maintenus. Le premier objet est celui de la *législation*, le second celui de l'*administration*.

Ainsi la *législation* s'occupe à régler les droits et les devoirs des citoyens ; car celui qui acquiert des droits, s'impose aussi des devoirs. Le mode qui détermine ces droits et ces devoirs, s'appelle la *loi*. Vous comprendrez bien qu'il doit y avoir des lois, tant pour régler les droits et les devoirs réciproques du Souverain et des sujets, que pour régler ceux des sujets entr'eux : les premières forment ce qu'on appelle la *constitution de l'Etat* ; les autres sont comprises sous le nom de *législation* proprement dite. Plus la société fait de progrès, plus ses rapports des citoyens se multiplient et plus leurs droits et leurs devoirs deviennent compliqués ; mais ces progrès mêmes fournissent aussi les moyens de perfectionner la constitution et la législation. Chez les peuples où les droits sont le mieux garantis, ces deux objets ne sont pas l'affaire du gouvernement seul : les différentes classes des citoyens y participent par des représentans tirés de leur sein. Cet ordre de choses est sans doute le plus désirable, mais il faut une combinaison de circonstances heureuses pour

l'établir, et une sagesse peu commune pour le conserver.

L'*administration* de l'Etat a pour objet de maintenir la constitution et la législation, et de les faire agir. Elles peuvent être renversées et leur action peut être troublée de deux manières : ou par des guerres étrangères et des revoltes intérieures qui menacent la sûreté de l'Etat ; ou par des violations de droits individuels qui compromettent la sûreté des simples citoyens.

Pour repousser les ennemis, soumettre les séditieux, se saisir des coupables, et faire respecter les décisions du gouvernement sur toutes les contestations privées, il faut une *force armée*, toujours prête à être employée là où la nécessité l'exige. Cette force, quand elle agit sur terre, s'appelle *armée* ; et *flotte*, quand elle est employée sur mer.

Quelquefois, quand la sûreté extérieure de l'Etat est menacée, elle peut être maintenue sans l'intervention de la force armée. Des négociations sur les points litigieux, des alliances habilement ménagées, peuvent écarter la guerre ; des renseignemens reçus à tems sur les intentions hostiles de l'ennemi peuvent servir à les faire échouer ou à les prévenir ; enfin, lors même que la guerre a

lieu et qu'il s'agit de la terminer, il faut encore négocier pour obtenir une paix solide ; il faut en consigner les stipulations et dresser des pièces authentiques ou des traités, qui puissent servir de documens aux deux parties contractantes. Toutes ces fonctions nécessitent l'existence d'un corps de fonctionnaires uniquement occupés des relations extérieures de l'Etat : on l'appelle le *corps diplomatique*.

La sûreté individuelle du citoyen repose sur les lois ; mais ces lois peuvent être enfreintes. Connoître des infractions, juger les différens des particuliers entr'eux, punir les coupables, est la fonction des *autorités judiciaires* ; prévenir les délits, ainsi que les calamités qui proviennent de causes naturelles, en adoucir les suites et maintenir l'ordre, est l'affaire de la *police*. Cette dernière n'a guère d'autre objet que la sûreté, mais ses moyens sont bien plus variés que ceux de la justice ; elle en est l'initiative et le complément ; elle supplée à son activité. Telles sont les fonctions du gouvernement qui découlent du but suprême de l'Etat. Celles qui dérivent de son but secondaire, se rapportent à la *prospérité nationale*. Bien que la richesse et la civilisation soient l'af-

faire de tous les citoyens, le gouvernement peut cependant contribuer à leur avancement de deux manières, savoir indirectement, en protégeant les efforts spontanés de l'intérêt privé, qui déjà par lui-même tend sans cesse à augmenter la prospérité individuelle; et directement, en établissant des moyens de civilisation et d'industrie que l'intérêt privé ne conseille point d'établir, et qui par conséquent n'existeroient jamais sans l'intervention du gouvernement.

Enfin l'entretien du gouvernement occasionne des dépenses qui doivent être supportées par la totalité des citoyens. La perception des contributions publiques, l'administration du trésor de l'Etat et la fixation de ses dépenses sont encore une branche importante des fonctions du gouvernement, comprise sous le nom de *finance*.

---

Maintenant, Messieurs, que vous avez une idée générale de ce qui constitue le but de l'Etat ainsi que les fonctions du gouvernement, il vous sera facile de saisir l'objet des différentes doctrines qui composent la SCIENCE DE L'ÉTAT. L'art de gouverner a ses principes comme tous les autres; mais pour

les trouver, il faut remonter à des notions d'un ordre plus relevé : il faut connoître les lois que la nature des choses prescrit au développement de l'homme, et celles que la raison établit pour régler ses droits et ses devoirs. Ainsi la science de l'Etat se divise naturellement en deux branches, dont chacune se subdivise en plusieurs rameaux : l'une pour objet la théorie, l'autre la pratique ; la première peut être appelée la SCIENCE SOCIALE ; la seconde forme la science du gouvernement ou la POLITIQUE.

I. LA SCIENCE SOCIALE a deux objets distincts.

1°. Elle tâche de découvrir les lois naturelles qui président au développement de l'espèce humaine et qui en règlent la marche ; elle montre comment l'homme social parvient à satisfaire à tous ses besoins, tant physiques que moraux, tant naturels que factices ; comment les richesses, les arts, les lumières, les vertus sociales naissent, s'accroissent et se répandent : en un mot, cette science nous dévoile le mécanisme naturel qui produit la prospérité des nations. Lorsqu'elle a cet objet, elle s'appelle l'*économie politique*, science qui se divise en deux doctrines : celle de la *richesse nationale*, celle de la *civilisation*.

2°. La science sociale s'occupe encore à déterminer par les efforts de la raison ce qui est juste dans les rapports sociaux des hommes : alors elle prend le nom de *droit universel*. C'est le droit de nature qui lui fournit les notions du juste et de l'injuste ; mais en les puisant dans la philosophie proprement dite , le droit universel les applique à l'Etat , et c'est pourquoi il fait lui-même partie de la science de l'Etat. L'application de la loi naturelle aux rapports sociaux doit se faire sous deux points de vue : en considérant la société en elle-même et relativement à d'autres sociétés. Dans le premier cas , le droit universel montre ce qui est juste dans les rapports du Souverain à ses sujets , et dans ceux des sujets entr'eux ; dans le second , il fait voir ce qui est juste dans le rapport de peuple à peuple. Ces trois doctrines du droit universel portent les noms de *droit public* , de *droit privé* , et de *droit des gens* (droit des nations).

II. La POLITIQUE est proprement la science du gouvernement : elle enseigne la pratique ; elle ne se borne pas à prescrire ce qui est juste , elle indique encore ce qui est utile et convenable dans les différentes situations où les peuples peuvent se trouver , et c'est

là son caractère distinctif. Elle a trois grands objets, qui la divisent en autant de branches principales, la *constitution* de l'Etat, sa *sûreté extérieure*, enfin sa *sûreté intérieure* et sa *prospérité*.

1°. La constitution de l'Etat est l'objet de cette branche de la politique qu'on peut appeler la *politique constitutive* ou la science de la législation organique de l'Etat. Elle examine les différentes formes de gouvernement qui existent ou qui peuvent exister; elle apprécie leurs avantages et leurs inconvéniens; elle pose les principes qui doivent leur servir de base à chacune pour être aussi bien constituées que leur nature le permet; enfin elle prend pour guide invariable dans ses recherches le droit public universel, dont aucune constitution ne peut s'écarter sans compromettre la justice, et par conséquent sans devenir illégitime.

2°. La sûreté extérieure est l'objet de la *politique extérieure*. Cette branche enseigne les principes qui doivent guider le gouvernement dans ses rapports avec d'autres gouvernemens pour maintenir l'indépendance de l'Etat: elle prend pour base le droit des gens universel, dont elle ne peut s'écarter sans devenir injuste; mais elle montre en

même temps comment la justice s'accorde avec la prudence.

3°. La sûreté intérieure et la prospérité forment ensemble l'objet de la *politique intérieure*; en conséquence cette branche de la science du gouvernement se subdivise en deux doctrines.

La première fournit les principes généraux du droit privé; elle montre comment les rapports des citoyens doivent être déterminés d'après le droit privé universel; mais elle indique aussi les modifications que doivent apporter à la législation positive les circonstances particulières dans lesquelles les peuples peuvent se trouver. C'est la *science de la législation civile et pénale*.

La seconde montre comment un gouvernement peut favoriser l'avancement de la richesse nationale et de la civilisation, et quels sont les écueils qu'il doit éviter, afin de ne pas nuire à cet objet désiré en faisant des efforts pour l'atteindre: c'est la *science de la législation économique et financière*. Cette doctrine n'est autre chose que l'application des principes de l'économie politique, avec lesquels l'administration doit être d'accord, sous peine de rendre ses mesures ou inutiles ou nuisibles.

La politique ne peut marcher d'un pas sûr qu'à la main de l'expérience : ainsi, quel que soit son objet, elle consulte toujours la législation des différens peuples ; elle s'éclaire des succès et des fautes de leur administration. L'homme d'Etat, ou celui qui se prépare à le devenir, ne se contentera pas des données et des comparaisons que lui fournissent les ouvrages politiques : s'il veut acquérir de véritables lumières sur le grand art de gouverner, il remontera aux sources, il s'instruira par l'expérience de tous les siècles, il fera lui-même des comparaisons, il en tirera lui-même des résultats. Les constitutions politiques des différens Etats anciens et modernes, leurs systèmes de droit privé, les mesures des gouvernemens les plus éclairés par rapport à l'administration intérieure, le soin qu'ils ont donné à la prospérité nationale, leurs systèmes financiers, le droit des gens usité en Europe ; enfin l'histoire et la statistique, qui embrassent toutes les mesures positives des gouvernemens, et qui montrent en même temps leurs effets : voilà les sources auxquelles il faut puiser, pour rendre l'étude de la politique vraiment instructive. S'il s'agit de mettre en pratique les principes

de la théorie, ceux qui se chargent de ce travail ont besoin d'une connoissance plus approfondie encore du pays auquel ils veulent appliquer ces principes.

Vous voyez, Messieurs, que le domaine de la science de l'Etat est d'une grande étendue, et qu'il embrasse une foule de sciences particulières, également importantes pour l'homme d'Etat. L'économie politique, à laquelle nous bornons pour le moment nos études, n'en fait qu'une partie, très-petite en comparaison du reste; et cependant, combien elle paroit immense à celui qui s'applique à l'approfondir! Les sciences humaines, dit un observateur philosophe de nos jours (1), sont comme des secteurs de cercles concentriques dont le nombre est infini; l'homme est placé à leur centre, il voit entre chaque rayon une science, il découvre ainsi l'enchaînement et les rapports des unes avec les autres; mais plus la science s'éloigne de sa vue et de sa portée, plus elle s'élargit, plus elle s'étend: il a beau la diviser et la subdiviser, chacune de ses portions est illimitée et fait partie de l'infini.

(1) M. Simonde de Simondi.

Cette considération, j'espère, ne vous rebutera pas. D'abord, en étudiant l'économie politique, votre intention n'est pas d'approfondir cette science au point de pouvoir travailler un jour à son perfectionnement : cette tâche est réservée aux savans et à la profession. Pour l'usage que vous devez en faire, il suffira de vous exposer avec netteté ses principes les plus incontesables et les plus utiles dans l'application ; le vous les montrer dans cette liaison intime qui les enchaîne les uns aux autres et les ramène tous à un seul principe constitutif ; enfin de vous en faire sentir et l'évidence et l'utilité par des développemens instructifs. Présentée de cette manière, l'économie politique, loin d'être sèche et rebutante, a mille attraits et captive l'intérêt de tous ceux qui en approchent ; preuve le grand nombre de disciples qu'elle compte aujourd'hui dans tous les pays de l'Europe.

Or si l'étude de l'économie politique procure des jouissances à tant de personnes qui s'y vouent par le simple motif de s'instruire, quels attraits ne doit-elle pas avoir pour vous, Messieurs, qui êtes appelés par votre naissance à pratiquer un jour les résultats de ses principes ? Quelque rôle que

le ciel vous destine , il sera toujours important , et votre patrie se ressentira toujours de l'influence des lumières et des vertus que vous y apporterez. Ce motif auguste et puissant ne suffit-il pas pour vous inspirer la plus grande ardeur pour cette étude , qui est tout particulièrement celle des princes , et qu'ils ne peuvent plus négliger aujourd'hui sans compromettre leur propre intérêt et le bonheur de leurs peuples ? Oui , Messieurs , votre cœur m'en est garant , vous égalerez l'attente de vos compatriotes , ou vous la surpasserez !

---

**INTRODUCTION GÉNÉRALE,**  
**OU PROLÉGOMÈNES**  
**A L'ÉCONOMIE POLITIQUE.**

---

## RÉFLEXIONS

*Sur le fondement et l'utilité de l'Économie politique* (1).

L'Économie politique est la science des lois naturelles qui déterminent la *prospérité* des nations, c'est-à-dire, leur *richesse* et leur *civilisation*. Ces lois ne sont point l'ouvrage des hommes: elles dérivent de la nature des choses; on ne les établit pas: on les trouve. L'analyse et l'observation les font découvrir. Vous voyez, Messieurs, que l'économie politique a quelque analogie avec la physique, qu'elle est pour la science de l'Etat ce que celle-ci est pour la science de la nature, le résultat d'un grand nombre de *faits bien observés*, dont on a tiré des *conséquences rigoureuses*.

Pour bien observer, il importe de distinguer les *faits généraux* ou constants, des *faits particuliers* ou variables. Les premiers sont les résultats de la nature des choses dans tous les cas semblables; les faits particuliers résultent bien aussi de la nature des choses; mais ils sont le résultat de plu-

---

(1) Ces réflexions sont tirées pour la plupart des excellentes préfaces de Say et de Stmonde.

sieurs actions modifiées l'une par l'autre dans un cas particulier. En physique c'est un fait général que les corps graves tombent vers la terre ; cependant nos jets d'eau s'en éloignent. Le fait particulier d'un jet d'eau est un effet où les lois de l'équilibre se combinent avec celles de la pesanteur sans les détruire. En économie politique c'est de même un fait général que l'homme, guidé par le désir d'améliorer son sort, est disposé à faire des économies, c'est-à-dire à retrancher sur ses jouissances actuelles pour se ménager des jouissances futures. Si l'on voit quelquefois des gens agir en sens contraire, c'est un fait particulier qui ne détruit point le fait général ; car dans tous les pays le nombre des gens économes et prévoyans l'emporte de beaucoup sur celui des dissipateurs et des prodigues. Vous voyez que les faits particuliers ne sont pas moins incontestables que les autres, même lorsqu'ils semblent se contredire ; mais il n'y a que les faits généraux qui servent de base aux lois générales ; les faits particuliers fournissent les exceptions à ces lois.

Les faits dont l'économie politique déduit ses lois, appartiennent à l'ordre moral : ils sont le résultat de l'action de la nature

humaine. L'homme est lui-même l'artisan de sa richesse et de sa civilisation ; c'est lui qui les fait servir à ses besoins et à ses jouissances ; ainsi tous les phénomènes que ces objets nous présentent, sont fondés sur la nature humaine, et ne peuvent s'expliquer que par elle. Ceci conduit à une observation importante, et qui affoiblit l'analogie que nous avons trouvée entre les sciences naturelles et l'économie politique. Les premières étant fondées sur des faits physiques, qui sont susceptibles d'une appréciation rigoureuse, appartiennent au domaine des sciences exactes ; l'économie politique, au contraire, étant basée sur des faits moraux, c'est-à-dire sur des faits produits par les facultés, les besoins et la volonté de l'homme, n'est point soumise au calcul, et rentre dans le domaine des sciences morales.

Cette observation suffit pour montrer combien il est inutile d'appliquer les formules algébriques aux démonstrations de l'économie politique, comme quelques écrivains ont essayé de le faire ; elle nous fournit encore une autre conséquence remarquable, c'est qu'il est bien plus difficile d'observer les faits appartenant à l'économie politique, que d'observer ceux qui servent de base aux

sciences naturelles. Les physiciens et les chimistes sont à portée de répéter les faits et de les combiner à volonté; en un mot, ils peuvent faire des expériences: tandis que le philosophe occupé des faits de l'économie politique est réduit à les observer tels qu'ils se présentent. Encore souvent sa vie ne suffit-elle pas pour achever une seule observation; et lorsqu'elle est terminée, qui sait s'il lui sera permis d'en publier les résultats?

Pour parvenir à des résultats sûrs, ce n'est pas assez de connoître les faits; il faut de plus connoître tous les rapports qu'ils peuvent avoir avec d'autres faits. Les faits généraux, ou si l'on veut les *lois générales*, se nomment des *principes*, du moment qu'il s'agit de leur application, c'est-à-dire du moment qu'on s'en sert pour juger les circonstances qui s'offrent, et pour servir de règle à ses actions. La connoissance des principes donne seule cette marche assurée qui se dirige constamment et avec succès vers un bon but.

L'économie politique est établie sur des fondemens inébranlables, lorsque les principes qui lui servent de base, sont des déductions rigoureuses de faits généraux incon-

testables. Les faits généraux sont à la vérité fondés sur l'observation des faits particuliers, mais on a pu choisir les faits particuliers les mieux observés, les mieux constatés; et lorsque les résultats en ont été constamment les mêmes, et qu'un raisonnement solide montre pourquoi ils ont été les mêmes; lorsque les exceptions mêmes sont la confirmation d'autres principes aussi bien constatés, on est fondé à donner ces résultats comme des faits généraux positifs, et à les livrer avec confiance au creuset de tous ceux qui, avec des qualités suffisantes, voudront de nouveau les observer et les soumettre à l'analyse. Un nouveau fait particulier, s'il est isolé, si le raisonnement ne démontre pas la liaison qu'il a avec les effets qu'on lui attribue, ne suffit point pour ébranler un fait général: car on ne peut s'assurer qu'une circonstance inconnue n'ait pas produit la différence qu'on remarque entre les résultats de l'un et de l'autre. Je vois une plume légère voltiger dans les airs et s'y jouer quelquefois long-temps avant de retomber à terre: en concluerai-je que la gravitation n'existe pas pour cette plume? J'aurois tort. En économie politique c'est un fait général que l'intérêt de l'argent se proportionne au risque

que court le prêteur : concluerai-je que le principe est faux pour avoir vu prêter de l'argent à bas intérêt dans des occasions hasardeuses ? Le prêteur pouvoit ignorer son risque, la reconnoissance pouvoit lui commander des sacrifices ; et la loi générale, troublée en un cas particulier, devoit reprendre tout son empire du moment que les causes de perturbation auroient cessé d'agir. Enfin combien peu de faits particuliers sont complètement avérés ! Combien peu sont observés avec toutes leurs circonstances ! Et en les supposant bien avérés, bien observés et bien décrits, combien n'y en a-t-il pas qui ne prouvent rien, ou qui prouvent le contraire de ce qu'on veut établir ?

C'est ainsi qu'il n'y a pas d'opinion extravagante qui n'ait été appuyée sur des faits, et qu'avec des faits on a si souvent égaré l'autorité publique. La connoissance des faits, sans la connoissance des rapports qui les lient, n'est que le savoir non-digéré d'un commis de bureau ; et encore le commis de bureau le plus instruit ne connoît guère complètement qu'une série de faits, ce qui ne lui permet d'envisager les questions que d'un seul côté.

C'est une opposition bien vaine que celle de la *théorie* et de la *pratique* ! Qu'est-ce donc que la théorie, sinon la connoissance des lois qui lient les effets aux causes ; c'est-à-dire des faits à des faits ? Qui est-ce qui connoît mieux les faits que le théoricien qui les connoît sous toutes leurs faces, et qui sait les rapports qu'ils ont entr'eux ? Et qu'est-ce que la pratique sans la théorie, c'est-à-dire l'emploi des moyens sans savoir comment ni pourquoi ils agissent ? Ce n'est qu'un empirisme dangereux, par lequel on applique les mêmes méthodes à des cas opposés qu'on croit semblables, et par où l'on parvient où l'on ne vouloit pas aller.

Il faut donc, pour parvenir à la vérité, connoître, non beaucoup de faits, mais les faits essentiels et véritablement influans, les envisager sous toutes leurs faces, et surtout en tirer des conséquences justes, être assuré que l'effet qu'on leur attribue vient réellement d'eux et non d'ailleurs. Toute autre connoissance de faits est un amas d'où il ne résulte rien, une érudition d'almanach. Et remarquez que ceux qui possèdent ce mince avantage, qui ont une mémoire nette et un jugement obscur, qui déclament contre

les doctrines les plus solides , qui crient au système chaque fois qu'on sort de leur routine , sont précisément ceux qui ont le plus de systèmes et qui les soutiennent avec l'opiniâtreté de la sottise , c'est-à-dire avec la crainte d'être convaincus , plutôt qu'avec le désir d'arriver au vrai.

Ainsi établissez sur l'ensemble des phénomènes de la production et de la circulation des richesses , que les communications libres entre les nations sont mutuellement avantageuses : les gens à vues étroites et à présomption large vous accuseront de système. Questionnez-les sur leurs motifs : ils vous parleront balance de commerce ; ils vous diront qu'on se ruine si l'on donne son numéraire contre des marchandises — et cela même est un système. D'autres vous diront que le luxe est favorable à l'industrie , que l'économie ruine tout commerce — c'est encore un système ; et tous diront qu'ils ont les faits pour eux ; semblables à ce pâtre qui , sur la foi de ses yeux , affirme que le soleil qu'il voit se lever le matin et se coucher le soir , parcourt dans la journée toute l'étendue des cieux ; et qui traite de rêveries toutes les lois du monde planétaire.

D'autres personnes habiles dans les sciences

exactes et trop étrangères à celle-ci, s'imaginent, de leur côté, qu'il n'y a d'idées positives que les vérités mathématiques et les observations faites avec soin dans les sciences naturelles ; elles s'imaginent qu'il n'y a pas de faits constans et de vérités incontestables dans les sciences morales et politiques ; qu'elles ne sont point par conséquent de véritables sciences, mais seulement des corps d'opinions plus ou moins louables, plus ou moins ingénieux, mais purement individuels. Ces savans se fondent sur ce qu'il n'y a pas d'accord entre les écrivains qui en traitent, et sur ce que quelques-uns d'entr'eux professent de véritables extravagances. Quant aux extravagances et aux opinions systématiques, quelle science n'a pas eu les siennes ? Y a-t-il beaucoup d'années que les plus avancées d'entr'elles sont dégagées de tout système ? Que dis-je ? ne voit-on pas encore des cervelles contrefaites en attaquer les bases les plus inébranlables ? Si l'on a tardé à découvrir les principes de l'économie politique, si on les conteste encore tous les jours, c'est un sort qu'ils partagent avec les fondemens de presque toutes les autres sciences. Il n'y a pas trente ans qu'on est parvenu à analyser l'eau qui soutient la vie

de l'homme , et l'air où il est perpétuellement plongé ;' et tous les jours encore on attaque les expériences et les raisonnemens qui fondent cette doctrine , quoiqu'elles aient été mille fois répétées en divers pays , et par les hommes les plus instruits et les plus judicieux. Le défaut d'accord existe sur des faits bien plus simples , bien plus palpables que ne le sont la plupart des faits moraux. La chimie , la physique , la botanique , la minéralogie , la physiologie , ne sont-elles pas des champs clos où les opinions viennent se heurter , tout comme dans l'économie politique ? Chaque parti voit bien les mêmes faits , mais il les classe différemment et les explique à sa manière ; et remarquez bien qu'on n'observe pas dans ces débats , que les vrais savans soient d'un côté , et les non-savans de l'autre : Descartes et Newton , Linné et Jussieu , Priestley et Lavoisier , Desaussure et Dolomieu , Stahl et Boerhave , étoient tous gens de mérite et n'ont pu s'accorder. Les sciences qu'ils ont professées , n'existoient-elles pas parce qu'ils se sont combattus ?

On a dit que les nations et les particuliers savoient fort bien augmenter leur fortune sans connoître la nature des richesses ,

et, que c'étoit une connoissance purement spéculative et inutile. C'est comme si l'on disoit qu'on sait très-bien vivre et respirer sans l'anatomie et la médecine, et que ces connoissances sont par là même superflues. Cette proposition ne seroit pas soutenable; mais que diroit-on si elle étoit soutenue par des docteurs qui tout en décrivant la science, vous soumettroient à un traitement fondé sur un ancien empyrisme et sur les plus sots préjugés? s'ils écartoient un enseignement tiré de l'observation de la nature vivante et des maladies? si leurs ordonnances étoient accompagnées de l'appareil et de l'autorité des lois? et enfin s'ils les faisoient exécuter par des armées de commis et de soldats?

On a dit encore à l'appui des vieilles erreurs, *qu'il faut bien qu'il y ait quelque fondement à des idées si généralement adoptées par toutes les nations; ne doit-on pas se défier d'observations et de raisonnemens qui renversent ce qui a été tenu pour constant jusqu'à ce jour, ce qui a été admis par tant de personnages que rendoient recommandables leurs lumières et leurs intentions?* Cet argument, je l'avoue, est de nature à faire une profonde impression, et pourroit jeter du doute sur les points les

plus incontestables, si l'on n'avoit vu tour à tour les opinions les plus fausses, et que maintenant on reconnoit généralement pour telles, reçues et professées par tout le monde pendant une longue suite de siècles. Il n'y a pas encore bien longtems que toutes les nations, depuis la plus grossière jusqu'à la plus éclairée, et que tous les hommes, depuis le portefaix jusqu'au philosophe le plus savant, admettoient quatre élémens. Personne n'eût songé même à contester cette doctrine, qui pourtant est fausse; tellement qu'aujourd'hui il n'y a pas d'aide-naturaliste qui ne se décriât s'il regardoit la terre, l'eau, l'air et le feu comme des élémens. Combien d'autres opinions bien régnautes, bien inattaquables, passeront de même!

En voyant cette fluctuation d'opinions, on seroit tenté de ne plus rien admettre d'assuré. On tomberoit dans un excès tout aussi condamnable: dans le doute universel. Les faits observés à plusieurs reprises par des hommes en état de les voir sous toutes leurs faces, une fois qu'ils sont constatés et bien décrits, sortent du domaine de l'opinion pour entrer dans celui de la vérité. Quelle que soit l'époque où l'on ait montré que la chaleur dilate les corps, cette vérité n'a pu être

ébranlée. Les sciences morales et politiques offrent des vérités d'une démonstration plus difficile , mais des vérités tout aussi incontes- tables , quoique beaucoup plus contestées. Chacun se croit en droit d'y faire des découvertes , et de juger souverainement les découvertes des autres ; il n'y a cependant qu'un fort petit nombre d'hommes qui ait assez de connoissances acquises et des vues suffisamment étendues , pour être assurés qu'ils connoissent sous tous les rapports l'objet dont il s'agit de porter un jugement. On est étonné , dans la société , de voir les questions les plus épineuses décidées aussi lestement que si l'on savoit tout ce qui peut , tout ce qui doit influencer sur le jugement qu'on en porte. Il semble voir une compagnie de gens qui parcourant le titre et la table des chapitres d'un ouvrage , se croiroient fondés à juger de son mérite et à nous dire tout ce qu'il contient.

Les opinions en économie politique ont même ce malheur particulier , c'est qu'elles ne se trouvent pas seulement soutenues par la vanité , la plus universelle des infirmités humaines , mais par l'intérêt personnel qui ne l'est guère moins , et qui , à notre insu et malgré nous , exerce tant d'empire sur

notre façon de penser. De là cette intolérance âcre et tranchante qui fait peur à la vérité, ou, si elle s'arme de courage, l'entoure de défaveur et quelquefois de persécution. Les lumières sont assez répandues maintenant pour qu'un physicien puisse sans risque avancer que la terre tourne autour du soleil; mais un savant économique qui se hasarde à dire que la servitude du peuple est la plus grande des entraves que puisse rencontrer la prospérité nationale, ou bien que c'est appauvrir une nation que de la forcer à produire chez elle les marchandises qu'elle peut acheter à meilleur marché au-dehors, a toujours à vaincre les cris de cent sortes de gens et à réfuter dix à douze systèmes. Cependant ces vérités de la science économique sont actuellement portées au même degré d'évidence que la rotation de la terre autour de son axe et son mouvement annuel autour du soleil : d'où vient donc qu'elles sont plus contestées et avec plus d'acharnement que les vérités physiques et mathématiques? C'est que ces dernières ne trouvent un motif d'opposition que dans la vanité des personnes qui ne peuvent les comprendre; tandis que les autres heurtent encore les intérêts pécuniaires d'une foule de

gens qui souvent les combattent par ce seul motif, et même avec la conviction intérieure de leur solidité.

Concluons. Les faits généraux dont se composent les sciences politiques et morales, existent en dépit de toutes les disputes, et il est possible d'établir ces faits généraux ou ces principes d'après des observations particulières, d'en montrer la liaison et d'en déduire les conséquences. Ils dérivent de la nature des choses, tout aussi sûrement que les lois du monde physique. Ils gouvernent les gens qui gouvernent les autres, et jamais on ne les viole impunément.

Or du moment qu'il est reconnu que la richesse et la civilisation des peuples sont soumises à des lois invariables qu'il est possible de connoître avec certitude, l'utilité de la science qui enseigne ces lois ne peut plus être révoquée en doute, à moins qu'on ne veuille contester l'utilité de la prospérité nationale elle-même. Chacun en son particulier peut-être n'en deviendra ni plus riche ni plus parfait pour avoir étudié l'économie politique; mais tous le seroient si le gouvernement en connoissoit les principes et si les citoyens concouroient avec lui pour s'y conformer dans leur conduite privée et pu-

blique. La richesse et la civilisation étant le résultat des efforts des particuliers, il n'y a personne dont la conduite n'influât plus ou moins sur sa prospérité individuelle, et conséquemment sur la prospérité générale : ainsi l'étude de l'économie politique n'est pas nécessaire seulement aux princes et aux gouvernans ; elle est utile à tout le monde.

Sans doute les lumières des gouvernans importent plus que celles des simples particuliers, parce que leurs décisions influent sur un bien plus grand nombre de destinées ; mais les gouvernans eux-mêmes peuvent-ils être véritablement éclairés, lorsque les simples particuliers ne le sont pas ? C'est dans la classe mitoyenne également éloignée des extrêmes du luxe et de la misère ; c'est dans la classe où se rencontrent les fortunes honnêtes, les loisirs mêlés à l'habitude du travail, les libres communications de l'amitié, le goût de la lecture et des voyages ; c'est dans cette classe, dis-je, que naissent les lumières, et c'est de là qu'elles se répandent chez les grands et chez le peuple ; car les grands et le peuple n'ont pas le temps de méditer ; ils n'adoptent les vérités que lorsqu'elles leur parviennent sous la forme d'axiomes et qu'elles n'ont plus besoin de preuves.

Et quand même un Souverain et ses ministres seroient familiarisés avec les principes sur lesquels se fonde la prospérité des nations, que feroient-ils de leur savoir, s'ils n'étoient secondés dans tous les degrés de l'administration par des hommes capables de les comprendre, d'entrer dans leurs vues et de réaliser leurs conceptions? La prospérité d'une ville, d'une province, dépend quelquefois d'un travail de bureau; et le chef d'une très-petite administration, en provoquant une décision importante, exerce bien souvent une influence supérieure à celle du législateur lui-même.

Enfin, en supposant que tous ceux qui prennent part à la gestion des affaires publiques, dans tous les grades, pussent être habillés sans que la nation le fût, ce qui est tout-à-fait improbable: quelle résistance n'éprouveroit pas l'accomplissement de leurs meilleurs desseins? Quels obstacles ne rencontreroient-ils pas dans les préjugés de ceux mêmes que favoriseroient le plus leurs opérations?

Ainsi, pour qu'une nation jouisse des avantages d'un bon système économique, il ne suffit pas que ses chefs soient en état d'adopter les meilleurs plans en tout genre;

il faut encore que la nation soit en état de les recevoir et de coopérer avec le gouvernement pour les réaliser.

L'étude de l'économie politique n'est pas moins attrayante qu'utile. Il n'y a pas de science dont l'intérêt soit plus général; la lumière qu'elle répand, réfléchit sur les objets les plus habituels des pensées et des désirs de tous les hommes. Il ne se vend rien, il ne s'achète rien, sans que les conditions du marché ne se ressentent plus ou moins de l'influence des lois portées sur cette partie; la rente du propriétaire, l'intérêt des fonds du capitaliste, les profits des commerçans, le salaire du fonctionnaire public et de l'ouvrier; les dépenses de tous les membres de la société, et les jouissances qu'ils obtiennent en retour; enfin le progrès des sciences et des arts, la multiplication des jouissances intellectuelles et morales, le perfectionnement de l'espèce humaine en général, tout se règle d'après des principes dont l'économie politique peut seule donner la clef. Comment l'ami de l'humanité, le zélé citoyen, ne voudroient-ils pas connoître quelles sont les bases et les conditions du développement de leur espèce, et jusqu'à quel point peuvent se

réaliser leurs vœux pour la félicité de leur patrie ? Comment une science qui est de toutes parts en contact avec nous, ne réclamerait-elle pas notre intérêt ?

Les études préparatoires pour cette science ne sont guère moins intéressantes que son objet. Ce n'est pas sur des calculs arides qu'elle est fondée : c'est en l'enseignant ainsi qu'on a égaré ses disciples et rebuté ceux qui lui sont étrangers. L'économie politique est fondée sur l'étude de l'homme et des hommes : il faut connoître la nature humaine, l'état et le sort des sociétés en différens tems et en différens lieux ; il faut consulter les historiens et les voyageurs ; il faut voir soi-même ; non-seulement étudier les lois et les institutions, mais savoir encore comment elles sont exécutées ; non-seulement compulser les tableaux officiels, mais connoître la face du pays, entrer dans le sein des familles, juger de l'aisance et de la gêne, des lumières et des préjugés, des vertus et des vices de la masse du peuple, vérifier les grands traits par des observations de détail, et rapprocher sans cesse la science de la pratique journalière. Une pareille étude peut être longue, mais elle n'est certainement ni sèche ni rebutante : c'est la philo-

sophie de l'histoire et des voyages ; c'est le flambeau de la critique portée sur ce qui nous touche de plus près , les causes du bonheur de notre espèce.

Le genre de connoissances qu'elle demande , indique aussi la tournure d'esprit qu'elle requiert : comme exercice des facultés rationnelles, comme formant au grand art d'observer, cette science peut aller de pair avec les plus éminentes. L'observation donne à l'esprit de la justesse, et jamais cette qualité, nécessaire partout, n'a été plus éminemment requise que pour l'économie politique. Celui qui l'étudie, cheminant toujours entre les préjugés et les systèmes, tomberoit d'erreurs en erreurs dès qu'il se seroit une fois contenté d'une seule idée louche ou obscure, dès qu'il n'auroit plus assis ses raisonnemens sur les bases de la logique et d'un jugement droit, dès qu'il abandonneroit cette saine critique qui distingue les faits particuliers d'avec les faits généraux, les faits avérés, d'avec les rumeurs populaires et les exagérations de l'esprit de parti.

De même que les hommes ont longtems vécu sans connoître la structure du corps humain et le principe de la vie, les sociétés politiques ont longtems subsisté et même

prospéré, sans savoir à quoi tenoit la prospérité publique. Les Anciens paroissent n'avoir pas même soupçonné l'existence des principes dont la réunion forme ce que nous appelons l'économie politique; et quand les Modernes ont commencé à s'en occuper, leurs observations se sont dirigées exclusivement sur les causes de la richesse nationale, et ils ont entièrement négligé celles de la civilisation. Tel est encore aujourd'hui l'état de cette science, malgré les progrès qu'elle doit à l'esprit observateur et philosophique du dix-huitième siècle: ce qu'on comprend ordinairement sous le nom d'*économie politique*, n'est que la théorie de la richesse nationale, mêlée aux principes d'administration qui en dérivent. Dans cet état, le domaine de la science est d'un côté trop resserré, tandis que de l'autre il a plus d'extension qu'il ne devoit en avoir. Nous tâcherons d'établir ses véritables limites, en y ajoutant d'une part la théorie de la civilisation, et en retranchant de l'autre les principes administratifs qui sont du ressort de la politique.

Les motifs que je viens d'alléguer ne sont pas les seuls qui me déterminent à cette innovation. Les élémens dont la richesse et

la civilisation se composent, ont cela de commun qu'ils sont des *valeurs* : c'est par cette identité de leur nature qu'ils forment un seul objet pour la spéculation, et qu'il convient de réunir en un seul corps de doctrine les lois qui les régissent. D'ailleurs les rapports intimes de ces deux espèces de valeurs, ainsi que leur réaction mutuelle et constante, ne permettent pas de les séparer.

Vous voyez, Messieurs, que l'économie politique est fondée sur une abstraction, de même que les mathématiques qui s'occupent des grandeurs. Il importe donc avant tout d'écarter l'obscurité qui enveloppe cette notion abstraite : c'est l'objet des chapitres suivans.

---

---

---

## NOTIONS GÉNÉRALES

*Sur l'origine et la nature de la valeur.*

---

### CHAPITRE PREMIER.

#### *Facultés de l'homme.*

C'est l'homme qui crée les valeurs. Les motifs qui le portent à les créer, se trouvent tellement liés à sa nature même, qu'on ne peut bien les démêler qu'en remontant à cette source.

L'homme, par sa nature, est un être physique, intelligent et moral: il est doué, sous chacun de ces rapports, de certaines dispositions naturelles, qu'on appelle ses *facultés*.

Les *facultés physiques* de l'homme comprennent ses facultés *animales* et *techniques*. Les unes consistent dans l'action naturelle de ses organes; les autres dans l'aptitude qu'ont ces organes d'exécuter des travaux mécaniques. Par exemple, la faculté de digérer est une faculté animale; celle de

pouvoir se servir de ses mains pour recueillir les alimens et pour les préparer, est une faculté technique.

Sous chacun de ces rapports, l'homme a des avantages sensibles sur les animaux. Il supporte tous les climats; presque tous les alimens lui conviennent; sa constitution est comparativement plus robuste que celle de l'animal le plus fort. Sa démarche habituelle et la conformation de ses doigts le rendent propre à des travaux mécaniques que l'animal ne peut jamais exécuter; enfin le don de la parole est une prérogative qu'aucun être organisé ne partage avec lui.

Dans ses *facultés intellectuelles* il faut distinguer les facultés *rationnelles* et les facultés *esthétiques*. Toutes les deux sont comprises dans l'entendement; mais les unes se manifestent plutôt par l'usage du jugement et de la mémoire, les autres plutôt par l'action combinée du sentiment et de l'imagination. L'objet des unes est le vrai, l'existant; l'objet des autres est le beau, l'idéal. — S'il y a des espèces d'animaux qui ne sont pas tout-à-fait dépourvues de ces facultés, elles les possèdent dans un degré si inférieur aux facultés humaines, qu'il est impossible de les comparer.

*Les facultés morales* de l'homme sont encore de différente nature. Sa sociabilité, sa conscience, le penchant qu'il a de se mettre en rapport avec des êtres invisibles et surnaturels, et quelques autres sentimens qui naissent avec l'homme et qui influent sur presque toutes ses actions, peuvent être regardés comme autant de facultés naturelles et distinctes; mais leur classification n'est pas nécessaire au but que nous nous proposons. Ces facultés, si l'on en excepte la sociabilité, sont entièrement refusées aux animaux.

Cette légère esquisse suffira, Messieurs, pour vous faire comprendre l'étendue et la diversité des facultés humaines. Elle peut vous expliquer en même temps pourquoi les hommes, si conformes, pour la structure de leurs corps, à quelques espèces d'animaux, inférieurs même à d'autres quant aux organes des sens; pourquoi, dis-je, les hommes sont susceptibles d'un développement presque illimité, tandis que les animaux ne se perfectionnent jamais au-delà d'une certaine limite. C'est que, dans les hommes, le développement de l'individu profite à l'espèce entière, tandis que, dans les animaux, le perfectionnement est toujours isolé.

Cependant n'oubliez pas qu'originellement les facultés humaines ne sont que des *dispositions*. C'est par l'action qu'elles se développent.

Pour les mettre en action, il leur faut un mobile, un ressort: or quel est ce ressort?

---

## C H A P I T R E II.

*Besoins de l'homme.*

Dès le premier instant de la vie nous sommes susceptibles d'impressions agréables et désagréables, de sentimens de *peine* et de *plaisir*: nous évitons les uns, nous recherchons les autres. Il s'ensuit que toute chose qui peut nous épargner une peine ou nous procurer un plaisir, est désirée par nous. Les désirs que nous avons de ces choses s'appellent nos *besoins*.

Les besoins sont ou *naturels* ou *factices*. Les besoins naturels de l'homme naissent indépendamment de sa conception et de son jugement: c'est sa *nature*, c'est-à-dire sa conformation, qui les lui donne, et qui le force à y satisfaire, sous peine de souffrir et même de mourir. La source de ses besoins factices, c'est l'*opinion*; qui lui fait concevoir et désirer des jouissances au-delà des premières nécessités de la vie: L'habitude de ces jouissances en fait des besoins.

Voilà le ressort qui met en jeu nos facultés, et qui nous force à les développer. Sans les besoins, point d'activité, point d'éner-

gie. Otez les besoins factices à l'homme, et vous le réduisez à l'inertie des bêtes; ôtez-lui les besoins naturels, et vous le condamnez à végéter comme les plantes. L'animal n'a d'autres besoins que ceux de la nature; ils ne s'étendent guère au-delà des choses qui sont indispensables pour sa conservation. Or quelque difficile qu'il soit souvent de satisfaire même aux besoins naturels, cependant, si l'homme étoit borné comme les animaux à n'en avoir pas d'autres, son développement n'iroit guère plus loin que le leur. Pour lui ouvrir une carrière plus vaste, la nature l'a rendu infiniment plus susceptible d'impressions agréables et désagréables que ne le sont les animaux. Ses désirs et ses dégoûts s'étendent sur bien plus de choses. A peine l'homme de la nature a-t-il trouvé moyen de pourvoir à sa conservation, qu'il met déjà un certain raffinement dans le choix des objets qui lui servent à cet effet. Il ne lui suffit pas d'exister, il veut exister agréablement. Chaque besoin naturel fait naître en lui une foule de besoins factices. S'est-il procuré une nourriture saine et abondante, il voudra encore qu'elle flatte ses sens, qu'elle soit agréable au goût, à la vue, à l'odorat. A-t-il trouvé

une matière propre à garantir son corps contre l'intempérie de l'air, il en fera sa parure. Songite étroit deviendra bientôt une chaumière commode, les armes qu'il porte pour sa défense, seront bientôt brillantes et décorées; dans la gaité, le simple discours ne le contentera pas, ses paroles seront cadencées, il les accompagnera de chants. Quelqu'immense, Messeigneurs, que soit la distance entre le luxe d'un habitant des îles Kouriles et celui d'un seigneur opulent de St.-Pétersbourg, le principe qui donne lieu à l'un et à l'autre, est absolument le même; car le luxe ne consiste que dans ce que la recherche et le raffinement ont ajouté aux besoins primitifs.

L'activité de l'homme ne s'arrête pas là. Rassasié de plaisirs sensuels, il éprouve l'*ennui*, cet aiguillon qui est inconnu aux animaux. Pour éviter ce fléau, l'homme se livre à la culture de ses facultés intellectuelles et morales. Se trouvant sans cesse en rapport avec la nature et avec ses semblables, il observe, l'une, il étudie les autres, il rentre dans lui-même, et les lois qui gouvernent le monde physique et moral, se développent insensiblement sous ses yeux. « Si les singes pouvoient avoir de l'ennui, dit Helvétius,

ils deviendroient des hommes.» Ce trait d'esprit ne doit pas être pris à la lettre, mais vous voyez qu'il y a quelque chose de vrai.

Remarquez bien cependant, que l'ennui ne peut se faire sentir que lorsque les besoins naturels sont pleinement satisfaits. Tant que ceux-ci absorbent l'activité de l'homme, il ne se trouve guère dans le cas d'être oisif. Aussi les germes des connoissances humaines se sont-ils développés d'abord dans ces climats heureux, où la nature facilite à l'homme plus qu'ailleurs le soin de pourvoir à son existence. Mais du moment qu'il est entré dans la carrière de la spéculation, la *curiosité* ou le désir de connoître, excité par les premiers succès, le mène toujours plus loin, et l'exercice de ses facultés intellectuelles lui devient un vrai besoin.

Autre différence entre les hommes et les animaux. L'animal est borné au présent, et pour ses peines, et pour ses plaisirs: l'homme, au contraire, songe à l'avenir; sa *prévoyance* écarte de loin tout ce qui peut lui causer des peines, elle lui ménage d'avance des plaisirs. Cette faculté de jouir et de souffrir par anticipation, l'effet combiné du jugement et de l'imagination, fait naître

en lui le *désir d'améliorer son sort*, désir calme, à la vérité, mais qui agit puissamment sur le développement de l'homme, puisqu'il naît avec le premier usage de la raison, et qu'il ne nous quitte qu'au tombeau, quelle que soit notre condition. Le plus puissant, le plus riche, en un mot, le plus heureux des hommes, le nourrit aussi bien que le plus pauvre, le plus dépendant et le plus malheureux. Sans ce désir et l'espérance qui l'accompagne, l'un et l'autre trouveroient la vie également insupportable.

Tel est le mobile qui met l'homme en mouvement. Le désir d'être heureux est la source de toutes ses actions; tous ses autres penchans sont subordonnés à celui-ci. Ce principe est au monde moral ce que la loi de la gravitation est au monde physique, le puissant ressort qui lui imprime le mouvement. Aussi, aucune puissance humaine n'est-elle capable de le détruire, quoiqu'elle puisse bien quelquefois en arrêter l'effet.

Nous avons vu comment les besoins, armés de toutes les peines et accompagnés de toutes les jouissances, commandent le travail, aiguissent le courage, inspirent de la prévoyance, développent toutes les facultés de l'homme: il nous reste une observation

importante à faire , c'est que cet accroissement progressif des besoins ne peut avoir lieu que dans la *société*. L'homme isolé sentira les besoins naturels ; il sera susceptible de besoins factices : mais ces derniers ne peuvent se développer que dans le commerce de l'homme avec des hommes (1). Or cette condition ne manque jamais d'être remplie. Les besoins naturels des hommes étant infiniment plus étendus que ceux des animaux , la société de leurs semblables leur devient aussi infiniment plus nécessaire. L'enfance de l'animal , ou cet état de faiblesse dans lequel l'individu ne peut encore pourvoir lui-même à son existence , est pour la plupart de très-courte durée ; et du moment qu'elle finit, l'animal est un être entièrement indépendant ; il peut se passer de l'aide de toute autre créature vivante , et il reste par conséquent isolé. L'enfance de l'homme , au contraire , est bien plus longue , et pendant tout le tems qu'elle dure , son existence dépend entièrement du soin d'autrui. C'est par cette longue enfance que la nature a jeté les premiers fondemens de

---

(1) Le développement des besoins suppose encore d'autres conditions , dont nous parlerons dans la suite ; mais ces conditions mêmes ne peuvent avoir lieu que dans la société.

toute société humaine : car l'Etat lui-même ne trouve son origine primitive que dans le gouvernement patriarcal des familles. Durant tout le reste de sa vie, l'homme est exposé à bien plus de peines morales et physiques que l'animal : les chagrins, les infirmités, la vieillesse et mille autres accidens le mettent presque continuellement dans le cas d'avoir besoin de ses semblables. Ainsi, lors même que la longue habitude de vivre en famille n'en auroit pas fait un être social, ses besoins naturels le forceroient à le devenir.

Vous voyez que l'état social est l'état naturel des hommes, et que c'est une chimère de les supposer vivant dans l'isolement comme les bêtes. Or du moment que la société humaine se forme, les besoins factices se font sentir, et leur multiplication graduelle est sans bornes. Chaque membre de la société, par l'individualité de sa nature, a des besoins factices qui ne sont propres qu'à lui : mais comme tous les autres sont susceptibles des mêmes besoins, et que rien au monde ne se gagne si vite que les besoins factices, il en arrive bientôt que ceux de chaque individu deviennent les besoins de tous.

## C H A P I T R E III.

*Valeur des choses*

A mesure que les besoins naissent, l'homme est forcé à rechercher les *choses* qui peuvent les satisfaire. La qualité qui rend les choses propres à satisfaire nos besoins, se nomme leur *utilité*.

Mais l'utilité des choses ne se manifeste pas par elle-même : il faut la découvrir. C'est l'affaire du *jugement*. L'instinct, le tact, le hasard, y suppléent quelquefois ; mais à l'exception de l'instinct, qui est infallible toutes les fois qu'il est nécessaire à notre conservation, les autres guides sont souvent en défaut lorsqu'ils ne s'aident pas du jugement.

Ainsi c'est notre jugement qui nous fait découvrir le rapport qui existe entre nos besoins et l'utilité des choses ; et c'est ce qui forme le caractère le plus distinctif de notre espèce. Les animaux n'ont que l'instinct pour découvrir ce rapport : c'est un guide sûr, mais il les abandonne du moment qu'il ne s'agit plus de leur conservation.

L'arrêt que notre jugement porté sur l'uti-

lité des choses, constitue leur *valeur* et en fait des *biens* (1). Il ne suffit pas qu'une chose existe ou qu'elle puisse être utile, pour qu'elle ait de la valeur : il faut encore que cette utilité soit reconnue. Nous en tirerons cette conséquence importante, que la valeur ne dérive point des causes qui font exister les choses, mais du jugement des personnes qui veulent les faire servir à leurs besoins. Toute chose qui a de la valeur, existe, ou par la nature, ou par le travail humain, et tient son utilité d'une de ces causes : mais il ne s'ensuit pas que chaque chose produite par la nature ou par le travail, ait de la valeur.

Ainsi, pour créer une valeur, il faut la réunion de trois circonstances : 1°. que l'homme

(1) Cette vérité n'est pas neuve, mais elle n'a jamais été développée et prouvée d'une manière convaincante. C'est sur elle que l'abbé de *Condillac* a fondé son système, mais l'ouvrage dans lequel il le présente (*Le commerce et le gouvernement, considérés l'un relativement à l'autre*) est si peu fait pour captiver l'attention du lecteur instruit, que l'application fait oublier le principe. Dans la préface que *Garnier* a mise à la tête de sa traduction de *Smith*, il énonce (p. 5.) le même principe, et d'une manière très-précise et très-énergique ; cependant, le silence qu'il garde sur l'opinion contraire de *Smith*, fait bien voir que ce n'étoit qu'une idée qui l'avoit frappé momentanément, et dont il n'avoit point saisi les conséquences.

sente ou conçoit un besoin ; 2°. qu'il existe une chose propre à satisfaire ce besoin ; et 3°. que le jugement se prononce en faveur de l'utilité de la chose. Donc, la valeur des choses, c'est leur utilité relative, celle que leur reconnoissent les personnes qui les emploient à satisfaire leurs besoins.

Cet emploi se nomme *consommation*. Consommer une chose, veut dire l'employer à ses besoins. Vous voyez que, dans le langage de l'économie politique, tout le monde, sans exception, est consommateur, et que les maisons, les métaux, les livres, les statues, en un mot les choses les plus durables, se consomment aussi bien qu'un diner. Ce mot est encore applicable aux choses qui ne tombent pas sous les sens : on peut consommer le travail, les connoissances, les talens. Au premier abord, cette signification paroît un peu étrange ; mais en y réfléchissant bien, vous trouverez que c'est le sens usuel qu'on attache à ce mot. Tout le monde dit, consommer un mariage, un échange, un voyage etc., pour dire, les terminer, les achever ou finir. Or la destination d'une chose utile est achevée ou terminée lorsqu'elle parvient à son consommateur ou à celui qui l'emploie à ses besoins.

Les choses consommables peuvent être employées immédiatement à nos besoins, comme le blé qu'on destine à sa nourriture, ou l'instruction dont on tire parti pour sa jouissance; on peut encore les employer à la *production* de quelqu'autre objet de consommation, comme les grains qu'on destine aux semailles, ou les connoissances qu'on fait servir à l'instruction d'autres personnes. Dans ce dernier cas, la consommation est toujours *productive*; elle l'est même souvent dans le premier: le blé qui sert à nourrir le cultivateur, est consommé productivement, tout aussi bien que celui qui est consommé en semailles. Il n'y a donc de *consommation stérile* que celle qui n'est nullement remplacée par une autre chose consommable.

La consommation est tantôt *destructive*, et tantôt elle ne l'est pas; la destruction, à son tour, est tantôt *lente* et tantôt *rapide*, suivant la nature des choses et l'usage auquel on les destine.

Il y a des consommations qui ne détruisent point leurs objets, qui ne les détériorent pas même: telles sont la jouissance d'un sentiment moral, d'une belle vue, d'un beau climat, l'usage convenable qu'on fait d'un fonds de terre etc.

Il y a d'autres consommations qui ne détruisent pas immédiatement leurs objets, mais qui les détériorent toujours plus ou moins. Tel est l'usage qu'on fait des diamans, des maisons, de la vaisselle, des livres, des ouvrages de sculpture et de peinture, des habits, des bêtes de somme et de trait, des instrumens de métier, des machines etc. Plusieurs de ces choses peuvent servir pendant des siècles; d'autres s'usent en peu de tems. Ce qu'elles perdent de leur valeur par l'usage, s'appelle le *déchet*.

Enfin il y a des consommations qui détruisent immédiatement leurs objets. Tel est l'emploi qu'on fait des alimens, du tabac, des bougies, du combustible, des matériaux d'un feu d'artifice etc. Dans le langage ordinaire c'est surtout à cette espèce d'emploi que se borne le sens du mot consommation.

Nous avons vu que la valeur n'est point une qualité inhérente aux choses, mais qu'elle dérive de notre jugement. Néanmoins, dans le langage scientifique, les choses elles-mêmes dans lesquelles on a reconnu de l'utilité, se nomment des *valeurs*. De même qu'on appelle du nom de *besoins* les choses dont nous sentons le be-

soin , on exprime encore par le terme de *valeurs* les choses auxquelles nous attribuons de la valeur. Ainsi, *choses utiles, objets de consommation, biens, valeurs*, sont des termes qui ont exactement la même signification.

---

## C H A P I T R E I V.

*Sources de la valeur.*

Vous avez reconnu, Messieurs, que la valeur naît des *besoins* de l'homme et de l'*utilité* des choses, et que c'est au *jugement* à découvrir le rapport qui existe entre ces deux élémens. Cette vérité, féconde en conséquences importantes, mérite d'être approfondie.

D'abord il est nécessaire d'observer que le jugement est, chez la plupart des hommes, une faculté très-imparfaite, et qui exige beaucoup de travail et un grand concours de moyens pour se perfectionner. Ainsi l'arrêt qu'il porte sur l'utilité des choses, est loin d'être universel et infailible; en un mot, ce n'est qu'une *opinion*. Encore cette opinion n'est-elle pas le résultat du jugement seul, mais l'effet combiné de toutes nos facultés intellectuelles et morales. Comme être sensible, l'homme tâche de diminuer ses peines et d'augmenter ses jouissances; comme être intelligent, il conçoit des buts et juge des moyens qui peuvent lui servir à les atteindre. D'un côté

les facultés intellectuelles ne seroient point actives sans le désir du bien-être; de l'autre, le désir de l'homme d'améliorer son sort seroit vague et n'auroit aucun effet sans la conception et le jugement. Plus ces facultés se développent et s'étendent, plus l'homme conçoit de besoins, et mieux il juge des choses qui peuvent les satisfaire. Or c'est la multiplicité des besoins auxquels on peut satisfaire, qui constitue la richesse et la civilisation (1).

Remarquez que les besoins naturels nous sont donnés par la nature, et que l'opinion est la source de nos besoins factices (2). Or les besoins naturels sont en très-petit nombre et ne font donner de la valeur qu'à fort peu de choses; les besoins factices au contraire, se multiplient à l'infini avec le développement de nos facultés intellectuelles

(1) Les philosophes et les moralistes de l'antiquité pensoient autrement sur ce sujet. *Si quem volueris esse divitem, dit Sénèque, non est quod augeas divitias, sed minus cupiditates.* Cette maxime, si elle étoit suivie, nous conduiroit infailliblement à la pauvreté et à la barbarie, c'est-à-dire, à cette condition où l'homme se rapproche le plus des bêtes, et où il perd tout ce qui ennoblit sa nature.

(2) Voyez le Chap. II. p. 49.

et morales, et ils font donner de la valeur à une multitude innombrable de choses. Ainsi la plupart des choses n'ont une valeur que parce qu'elle satisfont à des besoins que l'opinion fait naître.

Mais la valeur n'est pas une qualité inhérente aux choses : elle dépend de notre jugement. Nous jugeons que telle chose est plus ou moins propre à tel usage auquel nous voulons l'employer, et c'est cette estime qui constitue sa valeur. Donc la valeur n'a d'autre source que l'opinion.

Les choses mêmes de première nécessité tiennent leur valeur de cette source. Ces choses, à la vérité, satisfont à des besoins naturels qui naissent indépendamment de l'opinion : cependant l'estime que nous faisons de l'utilité de ces choses, ne dépend que de notre jugement. La nourriture est un besoin naturel que l'opinion ne fait point naître ; mais si je préfère tel aliment à tel autre, c'est que je juge qu'il satisfait mieux à ce besoin.

S'il est vrai que l'opinion est la source de la valeur, il s'ensuit qu'il n'existe que fort peu de choses auxquelles on puisse attribuer une valeur absolue. Une pareille valeur ne peut se trouver que dans les choses qui sa-

tisfont aux besoins naturels, et qui y satisfont exclusivement. Or il n'y a que très-peu de choses qu'on puisse ranger sous cette cathégorie : le lait même de la mère n'est pas indispensable pour nourrir l'enfant nouveau-né ; l'opinion lui a substitué d'autres alimens. Il n'y a que l'air, la lumière, le sol et l'eau, qui paroissent avoir une utilité exclusive. C'est de ces choses, mais ce n'est que d'elles aussi, qu'on peut dire qu'elles ont une valeur absolue et tout-à-fait indépendante de l'opinion.

Cependant, il est nécessaire d'observer que toute chose qui répond à un besoin naturel, peut acquérir momentanément une valeur absolue, quand elle devient la seule chose propre à satisfaire un pareil besoin. Personne n'accordera au blé une valeur absolue, puisqu'il partage sa propriété nourissante avec une infinité d'autres alimens. Néanmoins dans un pays où l'existence du peuple est basée principalement sur cette nourriture végétale, la récolte annuelle de blé acquiert une valeur absolue pour toute la quantité qui ne peut être remplacée par d'autres alimens, puisque, dans ce cas, l'opinion n'a plus de choix à faire.

Si c'est l'opinion qui donne de la valeur aux

choses, il s'ensuit encore que la valeur doit être *variable*, comme l'opinion qui la fait naître. Or l'opinion peut varier sur nos *besoins* ; elle peut aussi varier sur l'*utilité* des choses qui satisfont aux besoins.

L'opinion ne peut point varier sur les besoins naturels, mais ces besoins eux-mêmes varient. Il n'y a que le besoin de la nourriture qui se fasse sentir sur toute la surface du globe ; encore varie-t-il dans le degré de force avec lequel il se fait sentir. Dans les pays tempérés, l'existence de l'homme demande moins de nourriture et des alimens plus légers que dans les pays froids. Tous les autres besoins naturels sont plus ou moins locaux. Il y a des contrées où l'homme peut se passer tout-à-fait de vêtement, d'abri et de chauffage ; il y en a d'autres où le besoin de ces choses se fait sentir continuellement et avec une telle vivacité, qu'elles lui deviennent tout aussi indispensables que la nourriture même.

Si les besoins naturels varient dans les différens pays, l'opinion sur l'utilité des choses qui satisfont à ces besoins, est sujette à des variations bien plus frappantes. Quelle variété n'y a-t-il pas chez les différens peuples dans les objets qui leur servent

de nourriture principale ! Dans les pays du nord, c'est le seigle ; dans ceux du midi de l'Europe, c'est le froment ; en Chine, c'est le riz ; dans d'autres contrées de l'Asie, c'est le manioc, le maïs ; dans les îles de l'océan pacifique, c'est le fruit de l'arbre-à-pain. Le bas peuple en Russie se nourrit principalement de légumes ; les Anglais préfèrent la viande aux végétaux ; les Indous refusent toute nourriture de chair ; les Kamtchadales ne mangent que du poisson.

L'opinion sur l'utilité des choses qui satisfont aux besoins naturels ne varie pas seulement dans les différens pays ; elle change encore souvent dans le même pays, à différentes époques. Une nation accoutumée depuis des siècles à se nourrir du même aliment, peut changer d'opinion sur son utilité par la découverte d'une autre nourriture plus saine, plus nourrissante ou plus facile à produire. Si jamais le mahométisme ou la religion chrétienne se répandent dans l'Inde, les Indous ne refuseront plus la nourriture animale. Les progrès de la culture des terres au Kamtchatka changera probablement la manière de vivre de ses habitans, et d'ichtyophages qu'ils sont, ils deviendront mangeurs de pain et de

viande. En Europe, la culture du maïs et des pommes de terre a rendu le blé moins indispensable qu'il ne l'étoit autrefois ; et il n'y a peut-être que la difficulté de conserver les pommes de terre comme le blé, qui empêche qu'elles ne deviennent la principale nourriture végétale en Europe, c'est-à-dire qu'elles ne remplacent le pain.

Quant aux choses qui servent aux besoins factices, il seroit inutile de prouver que leur valeur est variable, puisque ces besoins eux-mêmes n'ont d'autre source que l'opinion.

---

## C H A P I T R E V.

*Origine des Échanges.*

Jusqu'ici nous avons considéré les valeurs en faisant abstraction de la *propriété* : elles se présentent sous un nouveau point de vue, du moment qu'on les envisage comme des choses étant déjà au pouvoir de quelque personne qui est en état de se maintenir dans leur possession.

Quand les hommes vivent rassemblés en société, et que chacun cherche les moyens de satisfaire ses besoins à sa manière, il ne peut pas manquer d'arriver qu'une personne ne reconnoisse souvent de l'utilité dans une chose possédée par une autre personne. Or si le possesseur n'est pas disposé à l'abandonner au premier venu, s'il attribue quelque valeur à la chose qu'il possède, quels moyens l'autre a-t-il pour se la procurer ? Par exemple, dans une tribu de sauvages un individu fait la découverte d'une matière colorante dont il s'avise de se teindre le corps. Cette parure excite l'envie de tous ses compagnons ; chacun sent à l'instant le besoin de se teindre de la même manière :

mais l'inventeur seul est en possession de la couleur ; comment les autres feront-ils pour en avoir leur part ?

Dans un cas pareil il n'y a que trois moyens pour obtenir ce qui se trouve déjà être dans la possession d'une autre personne, savoir, la *violence* (1), la *persuasion* et l'*échange*.

La *violence* est un moyen peu praticable. On n'est pas toujours le plus fort ou le plus rusé ; et lors même qu'on l'est au moment où la violence s'exerce, on n'est pas également sûr de l'être toujours ; on a des représailles à craindre. Cette circonstance retient déjà tout homme prudent d'employer une mesure qui peut lui attirer plus de désagrémens qu'elle ne lui promet d'avantages. D'ailleurs le sentiment naturel du juste et de l'injuste empêche dans bien des hommes des actions que ce sentiment réproouve ; et plus il se développe, moins on est disposé à se livrer à de pareilles actions. Enfin ce moyen devient de plus en plus diffi-

---

(1) Sous ce nom je comprends toute mesure illégitime qu'on emploie pour se mettre en possession de la propriété d'autrui, comme, par exemple, la spoliation, la rapine, le larcin, le vol, etc.

cile, à mesure que la société se perfectionne. Quelque grossiers et peu éclairés que soient les hommes dans l'enfance des sociétés, ils reconnoissent bien vite qu'il est de l'intérêt de tous d'empêcher les violences et de se garantir mutuellement leurs propriétés.

La *persuasion* est un moyen plus efficace, et dont se servent même les animaux. Quand il leur est impossible d'user de violence, ils cherchent à gagner la faveur de celui à qui ils s'adressent. Le petit caresse sa mère, et le chien qui assiste au dîner de son maître, s'efforce par mille manières d'attirer son attention pour en obtenir à manger. L'homme en agit quelquefois de même avec ses semblables. Quand il n'a pas d'autre voie pour les engager à faire ce qu'il souhaite, il tâche de gagner leurs bonnes grâces par des flatteries et par des attentions serviles. Cependant, ce moyen encore est loin d'atteindre toujours son but ; d'ailleurs les progrès de la société le rendent de plus en plus insuffisant. Dans une société prospérante, les besoins de l'homme sont tellement multipliés qu'il devient également impraticable et humiliant de s'y borner pour satisfaire ses besoins. Il n'y a qu'un mendiant qui puisse se résoudre

à dépendre de la bienveillance d'autrui ; encore ce ménédiat ne dépend-il pas de la bienveillance de tous ceux qui satisfont à ses divers besoins , mais seulement de celle des personnes charitables dont il reçoit l'aumône. L'argent qu'il en obtient, le met en état de se passer de la bienveillance du boucher , du boulanger, et s'ils refusent de lui donner gratuitement de la viande et du pain , il s'en pourvoit en achetant ces choses.

Reste donc *l'échange* comme le moyen le plus prompt, le plus sûr et le plus praticable en tout temps pour se procurer les choses qu'on ne possède pas ou qu'on ne sauroit se procurer par son travail. Or plus la société avance en prospérité, plus les besoins de l'homme se multiplient et moins il est en état de les satisfaire seul. Il est donc à tout moment dans le cas d'avoir besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendroit de leur seule bienveillance : il est bien plus sûr de son fait en s'adressant à leur intérêt personnel. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un échange quelconque ; le sens de sa proposition est ceci : *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin*

*vous-même.* Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de vin, ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme, et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage.

Vous voyez que les échanges doivent s'introduire parmi les hommes, du moment qu'ils sont rassemblés et qu'ils *possèdent une variété de choses échangeables.* Cette dernière circonstance est absolument nécessaire pour faire naître les échanges, car si personne ne possédoit exclusivement une chose, ou si tout le monde étoit pourvu des mêmes choses, ou enfin si les choses n'étoient pas de nature à pouvoir être échangées, les échanges seroient impossibles. Ainsi la condition que je viens d'énoncer, en comprend trois autres, qu'il importe de développer.

1°. Les échanges supposent la *propriété.* Une chose qui n'appartient à personne ne peut jamais devenir l'objet d'un échange. Or toutes les choses ne sont pas également susceptibles d'appropriation, c'est-à-dire d'appartenir à quelqu'un. L'air, la lumière,

en font preuve ; personne ne peut se les approprier. Dans les sociétés prospérantes toutes les choses susceptibles d'appropriation sont en effet devenues des propriétés ; en conséquence il n'y a d'autre moyen légitime que l'échange, pour s'en procurer celles qu'on ne possède pas, ou qu'on ne sauroit produire soi-même.

2°. L'échange exige encore que les choses soient *transmissibles* ; car il y a des choses qu'on peut posséder sans pouvoir les transmettre, comme les facultés naturelles et acquises de l'homme. De tous les objets que nous connoissons, il n'y a que les *choses matérielles* et le *travail humain* qui soient transmissibles : ainsi l'échange se borne à ces deux espèces de choses. Les choses matérielles comprennent 1°. la terre et les productions des trois règnes de la nature ; et 2°. les ouvrages de l'homme formés ou composés de ces productions. L'homme lui-même est encore souvent un objet d'échange ; mais l'économie politique ne peut point le considérer sous ce rapport, puisque ce seroit confondre la cause et l'effet, le créateur des marchandises et la marchandise. Les choses transmissibles qu'on peut s'approprier, sont appelées *choses échangeables*.

3°. Enfin pour faire naître les échanges, il ne suffit pas qu'il y ait des choses échangeables ; il faut de plus qu'il y ait de la *variété* dans ces choses. Si le travail de chaque individu pouvoit suffire à tous ses besoins, et si chaque terrain produisoit de tout, l'échange seroit impossible, chaque individu possédant déjà ce que les autres pourroient lui offrir. Mais heureusement il n'en est pas ainsi. La nature ayant lié la richesse et la civilisation du genre-humain aux échanges, elle a eu soin aussi de rendre les échanges nécessaires et inévitables. La diversité qu'elle a mise dans les dispositions des hommes, fait naître de la variété dans les travaux dont ils sont susceptibles ; et celle qu'elle a ordonnée dans les propriétés dont elle a doué la terre, occasionne pareillement de la variété dans les productions que celle-ci fournit. Aucun homme, aucun pays ne se suffit entièrement à lui-même, du moment que les besoins factices s'éveillent ; tous doivent avoir recours les uns aux autres, et conséquemment tous sont forcés à faire l'échange. Tâchons de nous rendre cette nécessité plus palpable, par une analyse plus approfondie de ses causes.

Quelque nombreux que soient les traits

communs qui distinguent l'homme et en forment une classe particulière d'êtres, cette conformité de l'espèce n'empêche point qu'il n'y ait une très-grande diversité dans les individus qui la composent. Comme il seroit presque impossible de trouver deux hommes qui se ressemblassent parfaitement par leur physionomie, leur démarche et l'ensemble de leur figure, il le seroit de même d'en rencontrer deux qui eussent toutes les facultés humaines dans la même extension et qui en fissent exactement le même usage. Il en résulte qu'il y a partout une grande diversité, non-seulement dans les besoins factices des hommes, mais encore dans les moyens qu'ils emploient pour satisfaire à ces besoins.

Quand les hommes sont rassemblés ou qu'ils vivent en société, les besoins factices de chaque individu se communiquent facilement à tous les autres (1) : mais chaque membre de la société, quoiqu'il soit susceptible d'avoir les mêmes besoins que tous les autres, n'en est pas pour cela également doué des facultés nécessaires pour y pourvoir. Dans une tribu de chasseurs, par

---

(1) Voyez chap. II. p. 55.

exemple , tous les individus sentent également le besoin de se procurer de la nourriture , de la préparer , de se pourvoir d'arcs et de flèches , de construire des cabanes etc. ; mais tous n'ont pas la même adresse à poursuivre le gibier , à faire la cuisine , à fabriquer des armes et à bâtir des huttes.

Dans cette situation , le seul moyen d'accorder les intérêts de tous , c'est l'*échange*. En conséquence , le chasseur adroit fournit du gibier à ceux qui se chargent de lui préparer sa nourriture , de lui fabriquer des armes et de lui construire ou réparer sa cabane ; celui qui a du talent pour la cuisine , devient le cuisinier de la horde et reçoit en récompense du gibier et une hutte de la part de ses compagnons , et ainsi des autres. Chacun étant en état de fournir un travail analogue à ses facultés , et tous reconnoissant de la valeur dans ce travail , il est tout naturel qu'ils s'arrangent de manière à troquer chacun le travail qu'il fait mieux que les autres , contre celui que les autres font mieux que lui.

C'est ainsi que la *diversité des facultés humaines* fait naître l'*échange des travaux* : mais elle ne produiroit point cet effet , si les hommes n'étoient susceptibles de be-

soins factices. Chez plusieurs races d'animaux, qu'on reconnoit pour être de la même espèce, cette diversité de talens ou de dispositions naturelles est beaucoup plus remarquable que chez les hommes, antérieurement à l'effet des habitudes et de l'éducation. Par sa nature, un philosophe peut-être n'est pas de moitié aussi différent d'un porte-faix en talens, qu'un mâtin l'est d'un lévrier, un lévrier d'un épagneul, et celui-ci d'un chien de berger. Toutefois ces différentes races d'animaux ne sont presque d'aucune utilité les unes pour les autres. Le mâtin n'ajoute pas aux avantages de sa force en s'aidant de la légèreté du lévrier, ou de la sagacité de l'épagneul, ou de la docilité du chien de berger : mais aussi il n'en sent aucun besoin. Quoique manquant de l'usage de la parole, il ne seroit peut-être pas impossible à ces animaux de mettre leurs divers talens en commun et d'échanger chacun son travail contre celui de l'autre : mais un pareil accord ne se fait jamais entr'eux, parce que leurs dispositions individuelles suffisent parfaitement aux besoins que leur a donnés la nature. Si cet échange de services étoit nécessaire à la conservation ou au développement des animaux, la

nature leur en auroit inspiré le besoin, et l'instinct auroit remplacé en eux le jugement qui nous est nécessaire pour distinguer les services qui correspondent à nos besoins (1).

Plus la société humaine fait de progrès, et plus la diversité des facultés acquises se prononce. La richesse, les habitudes et l'éducation mettent une distance immense entre des hommes, qui, par leurs facultés naturelles, se trouveroient sur la même ligne. Mais ce développement même que la richesse, l'éducation et les habitudes procurent à certains individus, n'eût pas été possible sans les échanges; chacun alors eût été obligé de se procurer par lui-même toutes les nécessités de la vie; chacun eût eu la même tâche à remplir et le même ouvrage à faire, et il n'y auroit pas eu lieu à cette grande diversité de fortunes et d'occupations qui seule peut donner naissance à une grande diversité de facultés acquises. Ainsi vous voyez que les échanges, qui dans l'origine paroissent être l'effet de la diver-

---

(1) C'est effectivement le cas de quelques espèces d'entretiens, qui vivent en société, comme des castors, des abeilles, des fourmis, des termites etc.

de bien que l'offre d'une marchandise, combinée avec le nombre des offrans ; et la demande d'une marchandise, sa quantité demandée, combinée avec le nombre des deman-

deurs. L'offre et la demande d'une marchandise se rencontrent ; elle trouve un acheteur, ainsi le marché d'une marchandise se fait à tous les lieux où elle peut se vendre ou se débiter. Les marchandises qui sont à échanger ou qui cherchent à se vendre, sont dans la circulation.

Les notions les plus indispensables pour l'analyse des opérations de l'échange ; à mesure que nous avancerons, nous parviendrons à en acquiescer de plus en plus, et à en acquiescer de plus en plus.

---

Les auteurs économiques bornent la notion de la demande aux quantités offertes et demandées, mais cette notion est insuffisante, puisqu'elle ne tient pas compte de la concurrence, circonstance dont l'effet n'est pas le même pour le taux du prix courant que celui

---

## C H A P I T R E V I

*Valeur directe et indirecte —  
échangeable.*

Lorsque les échanges sont intrinsèques, les choses utiles ou les valeurs que nous possédons, peuvent nous servir de deux manières : d'abord *directement*, quand nous les employons à notre propre usage ; ensuite *indirectement*, quand nous les employons à les échanger contre d'autres valeurs. Ainsi dès-lors l'utilité des choses est ou directe ou indirecte, et leur valeur est la même.

Une chose obtient une *valeur directe* aux yeux de son possesseur, quand elle est destinée à son propre usage ou à sa consommation. C'est cette espèce de valeur que nous avons considérée jusqu'ici.

Une chose obtient une *valeur indirecte* aux yeux de son possesseur, quand elle est destinée à l'échange. Cette espèce de valeur est toujours proportionnée à la valeur directe que le possesseur reconnaît dans les choses qu'il peut se procurer par son échange. Un chasseur a tué plus de gibier

ne viennent que dans certains cas. A mesure que les besoins font et se multiplient, l'homme ne se contente plus des produits du sol qu'il trouve dans sa contrée, et il va visiter d'autres contrées, pour y chercher de nouvelles jouissances. C'est la diversité des productions naturelles qui fait naître l'échange entre deux contrées, avec la même facilité avec laquelle il se fait entre les habitans du même canton, si deux contrées différentes ont une diversité dans les produits de la terre, il est impossible qu'elles ne présentent encore une diversité dans les talens et les occupations de leurs habitans : ainsi l'échange de contrée à contrée ne se fait non seulement en raison des produits de la terre, mais encore en raison des talens et du travail qu'elles peuvent s'offrir réciproquement (1).

---

Je cherche l'origine des échanges dans un penchant naturel à l'homme, et non dans le besoin des animaux dépourvus. Il ne veut point de la parole. Ce penchant est un des premiers principes de la civilisation, ou s'il est une conséquence nécessaire de l'usage du sonnettement et de la parole. (*Wealth of nations*, liv. I, ch. 10.) La solution de ce problème que j'ai hasardée est la plus naturelle ; si elle étoit trouvée satisfaisante,

## C H A P I T R E V I I .

*Idee générale du prix.*

Pour consommer les échanges, les troquans sont obligés de comparer la valeur échangeable de leurs marchandises et de s'accorder sur la quantité que chacun cédera de la sienne contre une certaine quantité de celle de l'autre. Par exemple, lorsque dans notre commerce avec les Chinois, il s'agit de troquer des draps contre du thé, il ne suffit pas que les marchands russes et chinois déclarent vouloir échanger ces marchandises l'une contre l'autre : il faut encore qu'ils conviennent de la quantité de drap qui doit être cédée contre une certaine quantité de thé, *et vice versa*.

Ce sont ces quantités corrélatives qui constituent le *prix* des marchandises. Supposons que les marchands de Kiakhta conviennent de troquer quatre livres de thé contre une archine de drap : il est clair que la quantité de drap fait le prix du thé, comme la quantité de thé fait le prix du drap. Ainsi le prix d'une marchandise ne peut jamais s'exprimer autrement que par

le prix de la marchandise contre laquelle elle s'échange. Il s'ensuit encore que le prix d'une marchandise ne sauroit hausser, sans que le prix de la marchandise contre laquelle on l'échange ne baisse. Si le prix du drap, relativement au thé, montoit, le prix du thé, relativement au drap, diminueroit précisément dans la même proportion.

Comment le prix diffère-t-il de la valeur échangeable? En ce qu'il est l'expression précise de cette valeur. Quand le drap et le thé peuvent s'échanger l'un contre l'autre, ou contre d'autres choses, ces denrées ont une valeur échangeable. Mais lorsque, dans les échanges, on donne telle quantité de drap contre telle quantité de thé, les troquans sont convenus du *degré* de valeur échangeable qu'ils attribueront mutuellement à leurs marchandises; et ce degré s'appelle le prix.

Mais voici une autre différence plus essentielle. Vous avez reconnu, Messieurs, que c'est la demande seule qui fait naître la valeur échangeable: il en est autrement du prix, car celui-ci est le résultat de l'offre et de la demande, c'est-à-dire il se détermine aussi bien par l'une que par l'autre. Si les prix des marchandises dépendoient

peut consommer avant qu'il se gâte : s'il n'y avoit pas moyen d'échanger ce superflu, il le jetteroit comme inutile, c'est-à-dire il n'y reconnoitroit aucune valeur. Mais un autre chasseur a fabriqué plus de flèches qu'il ne lui en faut, et il offre de les troquer contre du gibier : dès-lors le premier attribue une valeur indirecte à son gibier superflu, et cette valeur se mesure sur la valeur directe qu'il attribue aux flèches.

Les choses qui peuvent s'échanger les unes contre les autres, ont une *valeur échangeable*. Cette valeur, comme vous le sentez bien, ne dépend point de l'opinion de l'offrant, mais de celle du demandeur. Un libraire, par exemple, auroit beau offrir ses livres dans un village où personne ne sait lire : ils n'y auroient point de valeur échangeable, parce qu'ils ne seroient demandés par personne.

Ainsi c'est la demande qui donne cette valeur aux choses ; et pour qu'elles soient demandées, il faut qu'il y ait des personnes qui y reconnoissent une valeur directe : car qui voudroit faire l'acquisition d'une chose inutile ? S'il arrive qu'une chose est demandée par des personnes qui ne lui attribuent point de valeur directe, c'est que ces per-

et de la demande, ils seroient pu-  
bitraires; mais étant l'effet combiné  
et de la demande, ils ont une base  
laquelle ils tendent toujours, et  
peuvent dévier long-temps sans  
l'offre.

se, ce sont les *frais de produc-*  
es avances indispensables qu'exige  
marchandise pour la faire exister dans  
elle doit s'échanger. Ces frais  
et le *prix nécessaire* de la mar-  
ou le prix que doit lui attribuer  
leur (1). Lorsqu'une marchandise  
échangée, le producteur ne peut  
au-dessous de ce prix sans une perte  
s'il y est forcé, la production s'ar-  
dans la règle, personne ne voudra  
d'une production qui coûte plus  
rapporte.

otion du prix nécessaire, Messei-  
eut vous servir à préciser celles de  
*de* et du *marché* que vous avez  
ises. Vous voyez qu'une marchan-

---

le prix que *Smith* appelle le *prix naturel*; qua-  
ne lui convient guère. J'ai préféré le terme em-  
monde, qui exprime ce qu'il doit exprimer.

dise n'est effectivement demandée qu'on offre pour l'avoir une valeur son prix nécessaire; et que le marché de la marchandise s'étend à tout demandeur qui offre un prix égal au prix nécessaire de la marchandise rendue chez lui. Or, comme le prix nécessaire varie suivant les lieux, il s'ensuit que de deux vendeurs qui débitent la même marchandise, celui qui peut la céder à un prix le plus bas, aura un marché plus étendu que l'autre, puisque sa marchandise trouve plus grand nombre de demandeurs.

Si l'offre pouvoit toujours se proportionner exactement à la demande, les marchandises s'échangeroient toujours pour leur valeur nécessaire; mais il est impossible que cet équilibre se maintienne long-temps, même que le hasard l'a établi. D'une part, la demande de chaque marchandise varie incessamment suivant le nombre et le besoin des acheteurs; de l'autre, l'offre varie aussi aux mêmes variations. Il s'ensuit que le marché de chaque marchandise devient le théâtre d'une lutte entre les offrans et les demandeurs: leurs intérêts étant opposés, l'un des deux parti cherche à pourvoir au sien aux dépens de celui de son adver-

partis ne demeurent d'accord que  
 s'ont divisé le différent entr'eux pro-  
 portionnellement à leurs forces respectives.  
 qui se fixe de cette manière, s'ap-  
 pelle *prix courant* ou le *prix de*  
 (1).

La demande et l'offre peuvent augmenter  
 ou diminuer sans que la proportion qui sub-  
 siste entre elles soit dérangée : elles peuvent  
 subir ces changemens en sens con-  
 traire de l'autre. Ainsi, il faut distin-  
 guer l'*étendue* de la demande et de l'offre,  
 et l'*énergie* dont elles sont susceptibles.  
 Sous le rapport de l'*étendue*, la demande et  
 l'offre sont ou *grandes* ou *petites* ; sous le  
 rapport de l'*énergie*, elles sont ou *fortes*  
 ou *faibles*. Quand la demande est grande  
 et l'offre l'est aussi ; mais quand la  
 demande est forte, l'offre est faible ; et quand  
 la demande est faible, l'offre est forte.  
 Sous le rapport de l'*étendue*,

---

Les marchandises dont la demande est  
 constante, qui ont un prix courant. Une mar-  
 chandise n'est pas régulièrement demandée, n'a qu'un  
 prix nécessaire, dont il ne peut pas être question quand  
 on ouvre les lois qui règlent les prix. Lorsqu'on  
 parle d'une marchandise, sans autre désignation,  
 on entend son *prix courant*, et non son *prix nécessaire*.

quelles que soient ses dimensions, la demande et l'offre sont toujours en équilibre, et le *prix courant* de la marchandise se fixe au *niveau avec son prix nécessaire*. Quand la demande est foible ou forte, la concurrence fait naître à côté de la lutte entre les vendeurs et les demandeurs, une seconde lutte parmi les offrans, pour se défaire de la marchandise, ce qui fait que le prix baisse; et soit parmi les demandeurs, pour acquiescer à la marchandise, ce qui fait que le prix baisse. Une demande forte produit la concurrence parmi les demandeurs; une demande foible la produit parmi les offrans. Vous voyez que les forces respectives des deux parties sont toujours en raison inverse de leur nombre, du besoin qu'ils ont d'échanger. Le besoin augmente la concurrence que se font les uns aux autres les geus dont l'intérêt est de satisfaire le besoin les presse de conclure.

Une demande forte suppose que la quantité demandée surpasse la quantité offerte; il s'ensuit que les demandeurs effectifs sont à-dire ceux qui sont disposés à faire l'acquisition de la marchandise au prix nécessaire ne peuvent se fournir tous de la marchandise qu'il leur faut. Du moment qu'ils se voient ou se doutent de ce déficit

lit entr'eux. Craignant de manquer de marchandise, les plus riches des demandeurs, ou ceux qui sentent le plus grand besoin de posséder la marchandise, offrent le plus haut. D'autre part les offrans réduisent leurs prétentions à mesure qu'ils voient la concurrence s'accroître. De cette manière le *prix courant* s'élève plus ou moins au-dessus du *prix nécessaire*, suivant la grandeur du déficit, ou suivant que la concurrence ou le besoin des demandeurs vient à augmenter ou moins la chaleur de cette concurrence. Le même déficit donne en général lieu à une concurrence d'autant plus vive que la marchandise se trouve satisfaite d'un besoin plus indispensable et qu'il y a plus grande égalité dans les fortunes des concurrents : de là le prix exorbitant des marchandises pendant le blocus d'une ville, et dans une famine.

Une demande foible suppose que la quantité offerte surpasse la quantité demandée : il s'en suit que la marchandise ne peut être toute cédée à ceux qui voudroient l'acquérir au prix le plus bas. En conséquence il faut bien qu'il y ait une partie cédée à ceux qui veulent payer à un prix moindre, et le bas prix ne profite qu'à ceux-ci, réduit nécessairement

le prix du tout. C'est ainsi que le *rent* tombe plus ou moins *au-dessous* *nécessaire*, selon que la quantité demandée augmente plus ou moins la concurrence des offrans, ou suivant qu'il leur importe plus ou moins de se défaire promptement de la marchandise. Le même excédent de concurrence à une concurrence d'autant plus vive que la marchandise est plus périssable; elle est plus vive lorsqu'il s'agit d'échanger des marchandises que lorsqu'il s'agit d'échanger du fer.

Ainsi la loi générale à laquelle le prix se rapporte, c'est qu'il monte quand la demande l'offre, et qu'il baisse quand l'offre l'offre la demande.

Quand l'offre et la demande sont en cet équilibre peut être dérangé 1°. par un accroissement de la demande, ou par une diminution dans l'offre, ou enfin par ces deux causes réunies, et dans tous ces cas le prix montera; l'équilibre peut encore être dérangé 2°. par une diminution dans la demande, ou par une augmentation dans l'offre, ou par ces deux causes réunies, et dans tous ces cas le prix baissera.

Quand la demande et l'offre ne sont pas en équilibre, un changement dans l'une ou l'autre des deux conditions peut le rétablir. Si la demande

jusqu'au niveau de l'offre ; ou si elle descend jusqu'au niveau de la demande, l'équilibre se trouve rétabli.

Une variation dans l'offre ou dans la demande ne fait pas changer le prix, lorsque la variation est égale des deux côtés : le rapport des deux données qui détermine le prix courant ; quand le rapport de l'offre à la demande est le même, le prix demeure le même. On ne fait qu'on trouve dans la circulation de certaines marchandises sans que leur prix soit avili. La demande en fait est énorme aussi.

Quel que soient les variations du prix, l'équilibre est constamment ramené par la concurrence des choses vers le prix nécessaire ; car si le prix est au-dessous de ce dernier, l'offre augmente et quand il est au-dessus, elle augmente et porte que l'équilibre tend sans cesse à se rétablir. Si cet ordre de choses se trouve enfreint, c'est toujours l'effet d'un *monopole*, d'un privilège qui, en écartant la concurrence des offrans, favorise quelques-uns d'eux, au préjudice des autres et des demandeurs. Quand l'offre d'une chose est restreinte de manière qu'il n'y a pas y avoir concurrence parmi les offrans, ceux qui ont le monopole de la pro-

duire ou de l'amener au marché , par ce privilège pour tenir le marché com-  
dégarni , ce qui a l'effet que la demande  
toujours supérieure à l'offre , et que le  
libre ne peut jamais se rétablir. Ainsi  
de monopole est toujours le plus  
puisse y avoir. Nous verrons par la suite  
le monopole résulte quelquefois de sa  
nature même ; mais bien plus souvent  
l'effet des institutions vicieuses de

L'excédent du prix courant sur le prix  
nécessaire , ou ce que l'offrant reçoit au-  
dessus des fraix de production , constitue  
le monopole. L'excédent du prix nécessaire sur le  
prix courant , ou ce que l'offrant reçoit au-  
dessous de ses fraix de production , constitue

Il est important d'observer que les  
choses qui sont susceptibles de s'échanger  
peuvent devenir marchandises , peuvent  
*prêter*. Le prix des choses qui se prêtent  
se compose également d'un prix nécessaire  
et d'un prix courant , et il suit les mêmes  
lois que le prix des choses qui s'échangent.

---

## CHAPITRE VIII.

*commune des valeurs échangeables.*

ons vu au commencement du chapitre précédent, que dans l'échange de deux marchandises, chacune d'elles sert de mesure de valeur à l'autre. En supposant, comme nous y avons fait, que dans le commerce de Kiakhta une archine de drap soit équivalente contre quatre livres de thé, il est évident que le drap est la mesure de la valeur du thé, et que le thé est la mesure de la valeur du drap. Si le prix de ces marchandises relativement à l'argent est le même pour tout le marché de ce pays, les commerçans de cet endroit ne peuvent pas dire indifféremment qu'une archine de drap vaut quatre livres de thé, ou qu'un poud de thé vaut dix archines de drap.

Il n'est pas la même chose ; mais dans une société commerciale, il y a un grand nombre de marchandises, et il importe aux commerçans de connaître le prix de chaque marchandise, non seulement par rapport à telle autre mar-

chandise, mais par rapport à toutes les marchandises. Le marchand Kiakhta, par exemple, est intéressé à savoir, non-seulement combien un drap de son drap vaut de thé, mais encore combien elle vaut de porcelaine, de d'encre chinoise, de papier, de etc. ; le marchand chinois est dans le même cas. Si le premier n'a jamais un drap contre ces marchandises, il ne peut parvenir à connoître leur prix relatif au drap, que par le prix d'autres marchandises qui ont été échangées, non-contre ces marchandises, mais au lieu du drap. Mettons qu'une archine s'échange ordinairement contre quatre livres de cuivre, et que cette quantité de cuivre puisse s'échanger contre une pièce de nangkin : le prix du cuivre relativement à ces deux marchandises présenteroit un terme de comparaison pour les échanger l'une contre l'autre, et il s'ensuivroit qu'une archine de drap pourroit s'échanger ou qu'elle valoit une pièce de nangkin.

Vous voyez que ce procédé exige un terme de comparaison qu'il y a de marchandises en circulation, et que qu'une de ces marchandises n'étoit pas

de deux autres marchandises, mais  
t contre une seule, elle ne pour-  
t servir de terme de comparaison.  
fficultés d'évaluer le prix des mar-  
, ont fait sentir à toutes les nations  
antes la nécessité d'un *terme com-*  
*comparaison* pour toutes les va-  
omme il faut, pour réduire les frac-  
a dénominateur commun, sans le-  
ne pourroit s'entendre. Ce terme  
de comparaison peut être pure-  
al, et il l'est effectivement chez  
peuples peu civilisés. On raconte  
ègres *Mandigos*, qui font le com-  
e la poudre d'or avec les marchands  
ont imaginé un pareil moyen pour  
es denrées qu'ils échangent : ils les  
nt toutes à une échelle fictive, dont  
es s'appellent *macutes*. Ils disent  
mple : telle marchandise vaut 3 ma-  
lle autre vaut 5 macutes ; telle autre  
10. Et cependant ces macutes ne  
ni se voir, ni se toucher : c'est un  
èrement abstrait et qui ne désigne  
objet sensible. Ce n'est ni une mon-  
un signe représentatif de la mon-  
r on n'échange pas sa marchandise  
eux, trois, quatre macutes, mais

contre une autre marchandise valant un certain nombre de macutes, Qu'est-ce de plus qu'un terme commun de comparaison pour évaluer les prix ; mais, un terme idéal (1).

Quoiqu'il soit possible d'évaluer les richesses de cette manière, toutes les nations civilisées ont cependant préféré d'adopter pour cet effet une chose réelle, une monnaie *disc.* Cette méthode a l'avantage de servir, non-seulement un terme commun de comparaison, mais encore une mesure de valeur, puisque la marchandise a une valeur de la valeur. Le choix n'étoit pas arbitraire. Comme c'est une qualité indispensable à tout objet qui doit servir de mesure

(1) Il ne faut point confondre ces macutes fictives des peuples de l'Europe. Ces dernières, en vérité, n'existent pas comme pièces de monnaie, mais existent dans les petites espèces dont elles servent de mesure, tandis que les macutes n'existent nulle-part. Avant le règne de Pierre-le-Grand, étoit un terme de comparaison imaginaire, comme c'étoit un certain nombre de copeks qu'on employoit sous ce nom. Au lieu de dire *cent copeks*, on disoit *un rouble*. Il en est de même des livres tournois, des piastres d'Espagne, et en général de toutes les monnaies fictives.

autant qu'il est possible, tout le  
devoit naturellement s'accorder à  
la marchandise dont le prix, rela-  
tivement à toutes les autres marchandises,  
est le plus constant et le plus uniforme  
dans tous les pays : or cette marchandise,  
c'est l'argent. Le prix de ces mé-  
taux n'est à la vérité ni tout-à-fait invariable,  
ni tout-à-fait uniforme ; mais comme il  
n'y a pas d'autre marchandise dont le prix  
soit plus constant, soit d'un tems à l'autre, soit  
dans un même tems à l'autre, ils sont toujours encore  
le plus à la moins imparfaite qu'on puisse  
avoir sur la terre.

---

## C H A P I T R E I X

*Gage universel des valeurs échangeables.  
Numéraire.*

Quelque grands que soient les besoins, qu'une mesure commune des valeurs présente, ils sont loin d'écarter toutes les cultures qui se rencontrent dans les pays. Un homme, je suppose, a plus de pain que sa taine denrée qu'il ne lui en faut, tandis qu'il en manque à un autre. En conséquence, le premier seroit bien aise de se défaire de son superflu, et le second seroit bien aise de le demander pas mieux que de le recevoir. Mais si par malheur celui-ci ne possède que du pain dont l'autre ait besoin, il ne pourra rien faire d'échange entr'eux. Le corbeau va chez le boulanger, et, pour avoir du pain, il lui offre des souliers; mais le boulanger est pourvu de souliers: c'est un homme à qui il faut. Pour en avoir un, il donne du pain au tailleur; mais le tailleur ne manque point de cette denrée: c'est à qui il faut droit avoir de la viande — et ainsi de suite à l'infini.

Les embarras qui résultent d'un

conduisent les hommes de bonne  
l'habitude d'*emprunter* les marchandises  
peuvent pas se procurer par l'é-  
Or dans l'enfance des sociétés,  
le crédit est inconnu, personne ne  
est prêt à prêter une marchandise, sans  
son recouvrement par un *équi-*  
un *gage*, que l'emprunteur dépose  
chez le prêteur, jusqu'au mo-  
pourra rendre la marchandise em-

Une marchandise peut servir de gage ;  
les marchandises les plus propres à cet  
usage sont celles dont la valeur varie  
le moins possible, qui sont les plus faciles  
à conserver, qui peuvent se conserver sans  
altération, et qui sont susceptibles de se  
vendre sans perdre de leur valeur, en au-  
tant de portions qu'il est nécessaire pour  
la valeur qu'elles doivent représenter  
en gage. Une marchandise qui réuni-  
tous ces qualités au plus haut degré,  
est évidemment propre à servir de  
gage. tout le monde s'accorderoit faci-  
lement à n'en offrir et à n'en accepter d'autre  
qu'elle. Il ne faut donc pas s'étonner  
qu'elle soit recherchée partout, et surtout les métaux pré-  
cieux, et surtout les métaux pré-  
cieux obtenus partout, pour cet usage,

la préférence sur toutes les autres choses ; car ils sont les seules dans lesquelles toutes ces qualités se trouvent au plus haut degré.

Dès qu'une marchandise sert comme monnaie *universel* dans une société, elle cesse d'être un gage, elle devient une *marchandise* : elle ne se prête plus, elle est recherchée contre toutes les autres marchandises par l'homme sachant qu'elle sera volontiers acceptée en échange contre toute autre marchandise d'égale valeur, est toujours prêt à donner pour avoir lui-même en échange des marchandises dont il peut disposer. Elle lui convient pour cela seul qu'il est assuré qu'elle conviendra à d'autres ; et elle convient à tout le monde pour la même raison qu'elle lui convient à lui-même.

L'or et l'argent remplissant la double fonction de servir comme mesure générale des valeurs et comme marchandise barattée, leur a donné le nom de *numéraire* ; et ils servent à cet usage. Il paroît que la première de ces fonctions est la destination primitive, et qu'ils n'ont été employés à la seconde que dans la suite des tems. Ceci n'est point une supposition ; c'est une observation fondée sur l'expérience. Le besoin d'une mesure

est bien plus urgent que celui de la marchandise bannale. Nous venons de voir que chez les nègres *Mandigos*, l'usage des *macutes* a précédé l'usage du numéraire. Dans le commerce qui se fait en Russie et la Chine, l'argent sert à acheter toutes les marchandises ; cependant le commerce se fait par des trocs. La même pratique existe chez les libraires d'Allemagne rassemblés aux foires de Leipsic : ils y troquent leurs livres contre ceux des autres libraires ; mais le prix de ces livres est évalué en numéraire. Dans tous les pays civilisés il se fait chaque année un grand nombre d'échanges sous forme de troc, par lesquels on peut se passer d'une monnaie bannale ; mais dans aucun de ces échanges on ne peut se passer d'une monnaie commune des valeurs.

On voit que les hommes se sont familiarisés avec l'habitude de tout évaluer en numéraire, et de tout échanger tout contre du numéraire. Ils se sont accoutumés à considérer les échanges sous un nouveau point de vue. Ils ont distingué l'échange d'une marchandise contre une autre marchandise, de celui qui se fait d'une marchandise contre du numéraire. Ils ont appelé le premier *troc*, et

le second *marché*. Un marché n'est qu'une moitié d'un troc, qui s'achève tout d'abord par un autre marché. Un homme, par exemple, qui échange du vin contre de la toile, fait un troc; mais celui qui échange de la toile contre de l'argent, et qui échange son vin contre de l'argent, ne fait que la moitié d'un troc, qu'il lui faut ensuite échanger l'argent contre de la toile. Chaque marché se compose d'un *achat* et d'une *vente*. Le vendeur, qui cède la marchandise; celui qui achète, et qui la *paye*, c'est l'acheteur. Dans les trocs, chacun des deux troquans fait alternativement l'offre et la demande; dans les marchés, le vendeur seul est censé faire l'offre, et l'acheteur seul être le demandeur.

La plupart des nations commerçantes ont tâché de suppléer au numéraire par des papiers de crédit, qui doivent représenter le numéraire, lequel lui-même ne peut que représenter les marchandises. Ces papiers sont compris sous le nom de *billets de banque*, et ont plus ou moins de valeur, suivant les conditions qu'ils énoncent, sont-elles plus ou moins exactement remplies: ainsi leur valeur est extrêmement variable, et elle peut même tomber au point de devenir nulle. Les papiers de banque, par leur instabilité et leur constance les rend tout-à-fait inhables.

mesure commune des valeurs, et peu en être le gage universel; quoique, dans un autre rapport, ils soient un instrument de circulation très-commode, par la facilité de laquelle on peut les transmettre et les envoyer au loin. Nos assignats, par ce rapport, sont, sous ce rapport, un instrument de change bien plus commode que la circulation d'argent; mais sous tous les autres rapports ils lui sont inférieurs. Ils ne sont, par conséquent, ni une mesure de valeur, ni aussi sûr, ni une mesure de valeur si juste. Lorsqu'il s'agit de comparer des valeurs en différens tems ou en différens lieux, on ne peut plus s'en servir comme terme de comparaison, parce que leur valeur varie d'un jour à l'autre. C'est pour cette raison que, toutes les fois qu'il est question dans la suite de ce Cours d'évaluation des sommes en monnaie de Russie, je me suis constamment de la *monnaie actuelle*. Je vous prie de ne pas négliger cet avis, puisqu'autrement il y auroit beaucoup de confusion dans les idées et de méprises essentielles (1).

---

Assemblé en dix tableaux toutes les données nécessaires à la connoissance du numéraire de Russie, et j'y ai réuni une fois pour toutes. Ils se trouvent à la fin de ce volume, qui contient les Notes appartenant

## C H A P I T R E X.

*Classification des valeurs : Biens  
Richesse — Biens internes ; Civi*

Jusqu'ici, Messieurs, nous avons employé le terme général de *valeurs* pour désigner les choses dans l'opinion reconnoît une utilité : il s'agit d'examiner la nature de ces choses et de les classer suivant les caractères qui leur conviennent.

La distinction la plus frappante que présente d'abord, c'est qu'il y a des choses qui sont susceptibles d'appropriation et d'autres qui ne le sont point. Les premières seules sont l'objet de l'économie politique ; car l'analyse des autres ne fournit aucun résultat qui fût digne de l'attention du gouvernement de l'État.

Parmi les valeurs qui peuvent être dans notre possession, les unes sont *matérielles* et se composent de choses hors de nous ; les autres sont *immatérielles*, c'est-à-dire qu'elles ne tombent point sous les sens ; elles forment notre propriété morale et ne sont qu'une partie de notre être. On peut dist

asses de valeurs par les noms de BIENS  
 S et de BIENS INTERNES; les premières  
 mmunément appelées RICHESSES; les  
 n'ont point de dénomination par-

le terme de *richesses* comprend tous  
 luits matériels de la nature et du tra-  
 e nous pouvons nous approprier et  
 quels l'opinion reconnoît une utilité.  
 t les diviser en *richesses nourrissan-*  
*tissantes, logeantes, meublantes;*  
 pèce particulière se constitue des  
*de production*, tels que les fonds  
 e, les bâtimens de ferme, les usines,  
 iers, les magasins, les moyens de  
 rt, les instrumens de métier etc.

une de ces espèces comprend des  
 es brutes et des richesses préparées à  
 s degrés d'avancement. Ainsi les  
 la farine, le pain, sont également des  
 es nourrissantes; la laine qui couvre  
 ebis, la laine peignée et cardée,  
 e laine, le fil teint, le drap et les ha-  
 appartient également à l'espèce des  
 es yétissantes etc. Les richesses bru-  
 t quelquefois des produits spontanés  
 nature; mais les richesses préparées  
 toujours leur origine au travail aidé

par la nature. Le bois sauvage et l'homme a planté et soigné, sont deux des richesses, quoique le premier un produit spontané, de la nature et le second un produit du travail aidé par la nature. Mais pour préparer le bois en meubles, il faut nécessairement du

Sous le nom de *biens internes* nous prenons tous les produits inmatériels de la nature et du travail, dans lesquels on reconnoît une utilité, et qui peuvent servir à la propriété morale de l'homme. On distingue autant d'espèces qu'il y a de facultés humaines; ainsi nous rangeons sous la cathégorie des *biens physiques*, la vigueur, la dextérité, les arts mécaniques etc.; sous celle des *biens intellectuels*, la raison, les lumières, le goût, les arts libéraux etc.; enfin sous les *biens moraux*, la sociabilité, les vertus morales et religieuses, la liberté, la justice etc. Tous les biens internes indistincts peuvent servir comme moyens de production.

Chacune de ces espèces comprend des biens dus à la nature seule et des biens qui sont le résultat du travail

Les facultés naturelles sont le don de la nature; les facultés acquises sont celui de la nature et du travail. Voyez que si la source de la *valeur* est dans l'*opinion*, celle des *choses* auxquelles nous attribuons de la valeur, se trouve dans la *nature* et dans le *travail*, les facultés étant d'une utilité si grande, ont elles-mêmes de la valeur; lorsqu'elles agissent comme causes de la production des valeurs, l'économie politique aussi ne les considère que sous ce rapport et conséquemment elle ne les range pas parmi les richesses ni parmi les biens in-

corporelles sont susceptibles, non seulement d'être possédées, mais encore d'être transmises: ainsi, pourvu que l'*opinion* soit favorable à plusieurs personnes leur reconnaissance de l'utilité, elles peuvent avoir une *valeur échangeable* ou un *prix*. Les choses corporelles au contraire, peuvent être possédées, mais, à l'exception d'un très-petit nombre, on ne sauroit les transmettre: ainsi l'usage ne peut qu'une *valeur directe*, et ne peut jamais acquérir une valeur échangeable. On ne peut ni les acheter ni les

vendre; on ne peut acheter et vendre que le travail qui les produit.

Cette observation fournit le caractère distinctif des unes et des autres. Les richesses ont un *prix*; les biens n'ont que de la *valeur*. Quand on parle de la valeur des richesses, c'est toujours de leur valeur échangeable ou de leur prix qu'on parle. Cette manière de s'exprimer n'est point blâmable, parce que l'idée de la valeur est comprise dans celle de la valeur d'échange. On ne faudroit point parler du prix des sentimens, des vertus, etc. ces choses ne peuvent jamais en avoir.

La masse entière de richesses qu'on trouve exister dans une nation, c'est sa RICHESSE NATIONALE; et celle des biens qu'elle possède, sa CIVILISATION. L'analyse de ces deux objets que se compose la FORTUNE NATIONALE. L'analyse de leurs causes et de leurs effets, occupera successivement dans les deux livres de l'économie politique.

---

PREMIÈRE PARTIE.

---

THÉORIE DE LA RICHESSE  
NATIONALE.



---

## INTRODUCTION.

*Éléments systématiques sur la nature et les sources de la richesse nationale.*

*Théorie de la richesse nationale* a pour objet de faire connoître les lois d'après lesquelles les richesses se produisent, s'accroissent, se distribuent et se consomment dans un sein d'une nation. C'est la partie de l'économie dont on s'est occupé exclusivement jusqu'ici, et qu'on a désignée sous le nom d'économie politique.

Cette doctrine est née chez les Modernes, et les *Économiques* de *Xénophon* et d'*Aristote* sont les seuls écrits de ce genre qui nous sont parvenus des Anciens, peuvent cependant compter pour un commencement de science, tant leurs principes sont inexactes et défectueux (1). Chez les Anciens, l'agriculture étoit la profession industrielle qui jouissoit de la plus haute considération; ils regardoient comme dégradées les arts mécaniques et le commerce, et abandonnoient l'exercice aux es-

---

(1) L'un de ces Traités qui passe sous le nom d'*Aristote* est peu digne de ce philosophe que les meilleurs ont d'avis qu'il n'est pas de lui.

claves et aux affranchis (1). La richesse même étoit considérée comme un mal, non-tôt que comme un bien, et les philosophes, les moralistes et les législateurs de l'antiquité s'accordoient à les condamner. C'est pour la richesse et pour les occupations qui la font naître, ne pouvoit guère se livrer à l'examen de sa nature et de ses causes : le philosophe qui auroit voulu se livrer à cette recherche, se seroit exposé aux yeux de ses contemporains.

Quelque préjudiciable qu'étoit en apparence la faveur de l'opinion pour la science, la richesse nationale, elle produisoit cependant le bon effet que l'industrie restoit donnée à elle-même. Indifférens sur ce qui regardoit cet objet, les gouverneurs anciens ne s'imaginoient pas qu'il leur appartenoit d'enrichir leurs administrés.

---

(1) „Il est clair, dit *Aristote*, que dans un état parfaitement constitué, qui n'admet pour citoyens que de bons nêtes gens, non de ces gens honnêtes à quelque chose, mais purement et simplement honnêtes, il ne faut pas compter au nombre des citoyens les personnes employées dans les professions mécaniques ou dans le commerce de vie étant ignoble et contraire à la vertu; par exemple les cultivateurs : car il faut plus de loisir qu'ils n'en ont pour l'acquisition des vertus et pour l'exercice des sciences utiles.“ *Politique*, Liv. VII, chap. 9.

s intérêts particuliers suivre leur  
 nrelle, et s'en remettoient à leur  
 a soin d'élever des fortunes. Les gou-  
 s modernes de l'Europe, depuis que  
 inistration eut pris une marche plus  
 et plus assurée, suivirent un système  
 raire. Malheureusement le principe  
 ptèrent pour base de leurs mesures  
 natives, étoit aussi faux en théorie  
 ible dans son application, comme  
 vez vous en convaincre par l'analyse  
 que nous en allons faire.

### *Système mercantile.*

ble fonction que remplit le numé-  
 e comme instrument d'échange et  
 mesure de valeur, a donné lieu à cette  
 ulaire que le numéraire fait la ri-  
 u que la richesse consiste dans l'a-  
 e de l'or et de l'argent. D'un côté,  
 servant d'instrument d'échange, nous  
 plus facilement nous procurer toutes  
 s dont nous avons besoin, en les ache-  
 de l'argent, que si nous devions nous  
 urer par le moyen de quelqu'autre  
 lise. D'un autre côté; l'argent servant  
 e de valeur, nous évaluons toutes les  
 archandises par la quantité d'argent

contre laquelle elles peuvent s'échauffer. En conséquence nous disons d'un homme riche qu'il a beaucoup d'argent, et d'un homme pauvre qu'il n'a pas d'argent. Le mot, dans le langage ordinaire, *richesse* et *argent* sont regardés comme absolus et nonymes.

On raisonnoit de la même manière à l'égard d'un pays, d'une nation. Le pays riche, disoit-on, est celui qui a le plus d'argent. Ce principe une fois posé, il suivoit que la voie la plus courte pour enrichir un pays, c'étoit d'y entasser l'argent. Or comme ces métaux ne venoient être apportés dans un pays que par le pas de mines que par la *balance* commerciale (c'est-à-dire par des *exportations* ou des ventes à l'étranger, qui excèdent en valeur les *importations* ou les achats que la nation faisoit dans l'étranger), il devint alors l'objet capital de l'attention, ce fut de diminuer autant que possible l'importation des marchandises étrangères pour la consommation du pays, et d'augmenter autant que possible l'exportation des marchandises nationales. D'après ces deux grands ressorts qu'on mit en œuvre pour enrichir le pays, ce furent les

*ation et les encouragemens pour  
ion.*

ation fut entravée, tantôt par de  
s, tantôt par des prohibitions ab-  
exportation fut encouragée par des  
s de droits (1), par des primes d'en-  
ent, par des traités de commerce  
nations étrangères; enfin par l'é-  
nt de colonies dans des contrées

séquence de ces mêmes principes,  
ation ne se contenta pas d'encou-  
portation aux dépens de l'impor-  
le prit encore à tâche de favori-  
les branches de l'industrie natio-  
s qui paroissent travailler le plus  
ent pour l'exportation. Ainsi les  
res et le commerce furent encou-  
érablement à l'agriculture, le com-  
anger préférablement au commerce

La faveur distinguée dont jouis-  
commerce étranger, étoit encore fon-  
un autre raisonnement faux mais

Quand il s'agissoit d'enrichir la  
n cherchoit quels étoient dans son

---

stitue, lors de l'exportation de la marchandise,  
es droits qu'elle a payés aux douanes à son eu-  
pays.

sein les individus qui s'enrichissoient vite, et l'on supposoit qu'une nation des pas d'autant plus rapides vers la quelle compteroit un plus grand nombre de ces nouveaux enrichis. Or comme il n'y avoit aucune industrie nationale qui enrichît si promptement que le commerce étranger, on en concluoit que favoriser ce commerce étoit le plus sûr moyen de contribuer à la richesse de toute la nation.

Ces principes, quoiqu'absolument faux, sont d'autre part très-faciles à saisir et concordent parfaitement avec les préjugés populaires (1). Il n'est donc pas étonnant qu'ils se soient répandus parmi toutes les nations de l'Europe, surtout dans un temps où une saine philosophie n'avoit encore fait que peu de progrès, et où son application à ses intérêts sociaux étoit presque inconnue. Ils furent adoptés sans réserve par tous les auteurs qui écrivirent sur l'économie politique en Italie, en Angleterre, en France, en Allemagne, depuis le seizième siècle jusqu'au milieu du dix-huitième (2).

---

(1) Voyez dans la Note I, l'opinion d'Aristote sur le système mercantile. (Ces notes se trouvent dans le Volume I.)

(2) Parmi la foule d'ouvrages écrits dans le système, je ne vous cite que les deux suivants, qui sont l'ensemble de la science et qui d'ailleurs n'ont

ment combattus par les écrivains, ils ont prévalu et prévalent en l'esprit des peuples et des gouvernements : tous regardent la balance du commerce extérieur comme le véritable moyen d'enrichir un pays, et partout la liberté commerciale et financière est calculée sur ce principe.

C'est pas ici le lieu de démontrer la faiblesse de ce système : vous vous en con-

ter avoir éclairci quelques points importants de ce système et avancé ses progrès :

*On the principles of political oeconomy, by J. B. SAY. Lond. 1763. 4 vol.*

*De commercio, ossia d'economia civile, dell' Ab. G. G. G. G. G. Milano 1762. 2 vol.*

Il ne faut pas compter pour rien les idées contraires au système qui se trouvent éparses çà et là dans les écrits de ce tems : quelque bien fondés qu'elles soient, elles ne pouvoient guère conduire à un grand grand système qu'elles n'étoient point prouvées et que leur liaison n'étoit point démontrée. Tous les ouvrages, même de cette période, présentent plutôt un agrégat d'idées qu'un système lié ou une théorie. La science de la politique étoit encore à naître ; disons mieux, on se contentoit de dire que cette richesse pût être l'objet d'une science, et les esprits se perdoient en rêveries et en vaines spéculations quand ils touchoient cette matière. N'y a-t-il dans le célèbre ouvrage de Montesquieu un chapitre intitulé *Des nations il est désavantageux de faire le*

vaincrez, Messieurs, à mesure  
avancerez dans l'étude de l'écono-  
mique; ainsi je me borne pour l'instant  
à vous faire remarquer les suites  
nécessaires qu'il a entraînées partout où  
il est en vigueur. Ce n'est point une erreur  
de dire qu'il y a peu d'erreurs  
qui aient enfanté plus de maux que  
le système mercantile. Armé du pouvoir  
de qu'ordonner et défendre, là où il  
ne s'agit que de protéger; la manie-  
re d'agir qu'il inspire, a tourmenté de  
toutes manières l'industrie pour la faire dé-  
croître de sa pente naturelle. Il a fait envisager  
à toute nation le bien-être des autres comme  
incompatible avec le sien: de là est  
proscrite de se nuire et de s'appuyer.  
C'est là cette rivalité commerciale, la  
cause médiate ou éloignée de la plupart  
des maux des siècles derniers. C'est ce système  
qui a conseillé à toutes les nations de  
chercher les moyens de la force ou de la  
fraude pour obtenir de la crainte ou de l'ignominie  
des autres peuples des traités avant-  
agés de commerce, dans lesquels ordinairement  
on est dupe quand on ne sait pas  
à se défendre. C'est lui qui les a engagés  
à créer des colonies, afin de créer de nou-

restassent assez dans la dépendance de la patrie pour que celle-ci pût s'asservir au monopole chez elles, et faire de ses lois les pratiques de ses marchands. Mais partout, là où ce système a fait le moins de mal, il a entravé les progrès de la production industrielle ; partout ailleurs il a ensauvagé la terre, il a dépeuplé et ruiné les pays auxquels il vouloit procurer de nouveaux moyens de richesse et de puissance. C'est avec raison qu'on lui a appliqué le nom de Lafontaine :

„ Il cherche  
son bien d'abord, et puis le mal d'autrui. “

Si l'on cherche son bien, il ne l'atteint

### *Système agricole.*

Le commencement du siècle dernier, le siècle le plus grave et le plus philosophique de l'histoire d'Europe prépara de loin la chute de l'ancien système mercantile. L'étude de l'homme et de la nature prit le pas sur d'autres études importantes : les discussions sur la nature et les causes de la richesse des nations furent plus abondantes, et quoique manquant en profondeur et en fondement solide, ils laissoient

déjà entrevoir que l'or et l'argent jusque-là comme la véritable richesse étoient que les instrumens de sa circulation. Dans cette crise des opinions, et d'un esprit subtil et spéculatif opposé de front le système établi ; et s'il eut la gloire de le renverser, il eut le mérite de l'ébranler jusque dans ses fondemens, et de donner une nouvelle direction aux idées.

Cet homme étoit le docteur *Que* decin à la cour de Louis XV. Né sur une ferme, fils d'un propriétaire cultivé, ses méditations le portèrent sur l'agriculture qu'il trouva partout en France dans un état déplorable. De tout tems cette branche intéressante de l'industrie avoit eu des institutions sociales de ce pays. Les anciennes lois provinciales embarrassoient le transport du blé d'une province à une autre, des impôts arbitraires et avilissans pesoient presque partout sur les cultivateurs. Ces lois, réunies à d'autres, tenoient l'agriculture dans un état bien différent de celui que la nature l'avoit destinée à être sur un sol aussi fertile et sous un ciel aussi heureux. Le système mercantile introduit par Colbert, ne contribua pas peu à e

dégradation et de souffrance. Pour aux habitans des villes le bon marché, et encourager par là les manufactures, et le commerce étranger, ce ministre totalement prohibé l'exportation et à ce moyen avoit fermé aux étrangers tous les marchés étrangers pour la plus importante de leur industrie, le déperissement de l'agriculture, suite de mesures oppressives, allant toujours en augmentant et se faisant sentir dans toutes les parties du royaume, éveilla l'attention de Colbert et les porta à en rechercher les causes. De ce nombre fut aussi un homme qui prit tant de goût à ces recherches qu'il s'y voua préféablement à toutes ses autres occupations. Il s'aperçut bientôt que les causes les plus actives du déperissement de l'agriculture étoit la préférence que les institutions de Colbert avoient donné à l'industrie des villes sur celle des campagnes, et dès-lors, non-seulement il attaquait ouvertement le système mercantile, mais il en opposa un autre, plus ingénieux, plus juste, plus vrai, plus la vérité, et plus philosophique, mais toujours encore contraire à l'expérience et à l'observation. En combattant le système de Colbert en faveur dont les arts et le com-

mercé jouissoient par le système m  
 Quesnay fut entraîné par son zèle  
 de leur contester toute coopération  
 à la formation des richesses, qu'il  
 uniquement comme l'ouvrage de  
 ture. C'est pour cette raison que sa  
 est appelée le *système agricole*  
*économique*. Peu de mots suffiront po  
 pliquer le fondement.

« La source de la richesse n'est p  
 le commerce, parce qu'il borne  
 opérations à transporter d'un lieu  
 les produits du sol et de l'indust  
 n'est pas non plus dans les arts mé  
 parce qu'ils ne font que donner d  
 aux productions territoriales, sans  
 addition à leur quantité, et que  
 duits de ces arts n'ont d'autre va  
 celle des produits territoriaux par  
 ployés ou consommés.

« La *terre* seule est la véritable  
 de la richesse, parce qu'elle repr  
 quantité supérieure à celle qui a  
 sommée pour opérer sa reproduct  
 excédent de reproduction, ce *prod*  
 est le seul fonds qui accroît réell  
 richesse de la nation.

« Par une conséquence nécessa

agricoles sont seuls *productifs* ; tous les autres sont *stériles* ou improductifs.

Le produit de la production, étant un produit gratuit de la terre, doit appartenir aux propriétaires de la terre ; eux seuls peuvent dispenser aux autres classes de la société et cette distribution leur donne le caractère de *salaris*, et à ceux qui la reçoivent le caractère de *saliés*.

En conséquence de ce principe, les propriétaires salarisés doivent seuls payer l'impôt au gouvernement.

Le produit net étant la seule responsabilité, le revenu public ne peut être levé que d'une partie de ce produit net ; toutes les contributions publiques doivent être fondues en un *seul impôt*, levé sur le produit de la terre. »

Il n'est pas difficile, Messieurs, de sentir combien ce raisonnement est juste et naturel. Son auteur regardé la terre et le travail agricole comme les seules sources de la richesse, parce qu'ils produisent une quantité supérieure à celle qui a été consommée pour opérer la reproduction ; et comme stériles les arts et le commerce parce qu'ils n'augmentent point la quantité des produits territoriaux. Le la-

boureur , dit-il , qui , en consommant une mesure de blé , en produit cinq fois la valeur réelle dans les quatre autres mesures qui restent au - delà de sa consommation. L'artisan , le commerçant , au contraire , ne produit rien : la valeur que son travail ajoute à celle des matières qu'il transforme , ne fait passer d'un lieu à l'autre , c'est-à-dire des subsistances qu'il a consommées , à son travail.

Que veut dire tout ceci , sinon que la richesse consiste dans la *matière* , et non dans le travail ; dire que la matière seule a une valeur , et que le travail n'en a point. Or la matière n'a pas une valeur particulière : elle est matière , mais parce qu'elle est matière elle ne peut devenir utile qu'à l'égard du travail qui la transforme ou qui la transporte ; ce travail est tout aussi nécessaire que la matière pour faire une richesse , que le travail est nécessaire pour produire la matière et que cette matière est nécessaire pour faire le même. Le blé n'est pas une richesse parce qu'il est matériel , mais parce qu'on peut en faire du pain , et que le pain peut servir de nourriture aux hommes ; il ne servirait à rien produit , s'il n'y avoit ni meunier ni boulanger de blé , ni boulanger , et si les hommes n'y avoient reconnu un moyen de subsistance. Sans le travail qui app

aux besoins, et sans ces besoins  
 ment de la valeur, elle ne seroit  
 ose inutile et sans valeur, c'est-à-  
 osé des richesses.

toutes les industries sont nécessaires  
 ction des richesses, ou en d'autres  
 elles sont toutes productives. S'il  
 n'on ne pourroit jamais fabriquer  
 sans avoir antérieurement produit  
 est vrai aussi qu'on n'auroit jamais  
 oduire cette matière si l'on n'avoit  
 qu'elle pouvoit être employée à  
 ion. Et lorsque les toiles ne peu-  
 e débiter dans le pays où on les  
 briqueroit-on si le défaut de com-  
 péchoit de les envoyer ailleurs ?  
 agricole n'est pas plus productif  
 es autres travaux industriels ; et s'il  
 ctif, ce n'est pas pour la raison  
 it un produit net ou qu'il augmente  
 é de la matière, comme Quesnay  
 noit, mais parce qu'il produit une  
 us la matière. La masse des ma-  
 t se compose notre globe, n'aug-  
 ne diminue jamais : il ne se perd  
 ome ; il ne s'en crée pas un seul.  
 a grain de blé : il en produit vingt,  
 ai ; mais il ne les tire pas du néant ;

il détermine une opération de la nature de laquelle différentes substances, autrefois répandues dans la terre, dans l'air, se changent en grains de différentes substances, toutes séparées de tout usage; elles en deviennent un en devenant grains de blé. Voilà que le travail agricole lui-même ne crée point la matière; qu'il ne fait autre chose que les autres industries, et qu'il se borne à produire dans l'homme une utilité ou une valeur. Ce raisonnement suffit pour démontrer la fausseté fondamentale de Quesnay; et du moment que ce principe est renversé, ses conclusions s'écroulent avec lui.

Cependant ce système, dans son application, ne manqua pas de faire une grande révolution, et il étoit digne d'attirer l'attention des penseurs. C'étoit le premier effort de l'esprit humain pour réduire à des principes philosophiques une branche de connaissances humaines qui jusque-là n'avoit été traitée que par des empiriques et des observateurs. Quelque palpables que nous sentions aujourd'hui les erreurs de ce système, dans le tems où il prit naissance, il étoit difficile de les éviter; d'ailleurs :

pas moins le mérite d'avoir procuré une foule de vérités importantes, qui furent reçues à l'époque où ils écrivoient. Leur prédilection pour les travaux de détail, ils sont loin de réclamer pour eux-mêmes une faveur exclusive ; au contraire, ils furent les premiers à démontrer que l'industrie, quelque genre qu'elle soit, ne peut prospérer que sous l'égide d'une entière liberté. D'un côté leurs opinions flattoient l'orgueil d'une classe importante de la société, et de l'autre, elles tendoient à adoucir les mœurs de la dernière et de la moins heureuse de tous les pays (1) ; et ces efforts pour leur donner des droits à l'estime et à la reconnaissance de la postérité. Ce qui contribua le plus à décréditer ce système, ce fut que Smith lui-même appelle un système étroit et libéral, ce fut l'enthousiasme de ses disciples pour le chef de leur école, et le scrupule avec lequel ils suivirent les mêmes dogmes et la chaleur avec laquelle ils les défendirent. C'est apparem-

---

1. La maxime du docteur Quesnay étoit : *Pauvres paysans, pauvre nation ; pauvre royaume, pauvre Souverain*. Il fut imprimé cette maxime à Versailles, de la part de Louis XV.

ment pour ces raisons qu'on les a en France comme une secte et qu'ils ont été désignés du nom d'*Economistes* et de *siocrates* (1).

Parmi les disciples de Quesnay, excepter de ce nombre, la première est due à *Turgot*, ce ministre-pair dont Louis XVI avoit coutume de dire : *n'y a que M. Turgot et moi qui. a. le. bien. du. peuple.* Témoin, pour ainsi dire, de la naissance du système agricole, il fit une étude particulière, et fut si fort de ses principes qu'il ne fut plus ; mais cette circonstance ne l'empêcha pas d'avoir des idées à lui, et de donner ses opinions par une étude constante de l'observation des faits. Quoique tous les ouvrages portent partout l'empreinte du système, et qu'il professoit, ils n'en sont pas moins les sources d'instruction les plus

---

(1) Voici les titres des ouvrages français sur cette doctrine :

*Tableau économique, et Maximes généralement économique, par FRANÇOIS QUESNAY, 1758.*

*L'Ami des hommes, par MIRABEAU. Paris 1791.*

*L'Ordre naturel et essentiel des sociétés humaines, par MERCIER DE LA RIVIÈRE. Paris 1767.*

*Physiocratie, par DUPONT DE NEMOURS.*

ceux qui étudient l'économie politique et particulièrement pour les personnes dont le sort appelle aux grands emplois de l'administration intérieure. Pour l'étude du système agricole dans sa plus haute perfection, il faut étudier les *Oeuvres de Quesnay* (1).

Des auteurs français, sortis de l'école des Economistes, Condillac est le seul qui se soit écarté de leur système au point de proposer un nouveau (2); mais ce système n'est pas celui que l'auteur a voulu renouer, quoiqu'il y ait, pour emprunter une expression de Say, quelques bonnes idées à glaner parmi le babil ingénieux de Condillac. Je passe sous silence les noms de ces hommes d'Etat en France, qui, par leurs écrits sur l'économie politique, ont pendant longtemps contribué, soit par leurs discussions, soit par leurs discussions, soit par l'influence qu'ils ont eue sur la législation de leur pays, à répandre des

---

Condillac a publié une édition complète en 9 volumes, en 1785. Le 5e volume renferme les *Réflexions sur l'art de la monnaie et la distribution des richesses*, le seul ouvrage de Condillac sur l'ensemble de l'économie politique, et qui est le meilleur qui ait paru avant celui de Smith.

*Le Commerce et le Gouvernement, considérés l'un relativement à l'autre.* (Voyez la note au bas de la page 57.)

idées plus saines sur la nature de la nationalité et sur les moyens qui y conduisent.

Ce n'est pas seulement sur leurs compatriotes que les Economistes exercèrent leur influence ; ils en eurent une très-grande sur des écrivains étrangers. *Schleiermacher*, le margrave *Charles-Frédéric de Bade*, se crurent le devoir de chèrement de propager leur doctrine en Allemagne (1) ; ce prince fit même l'essai d'introduire l'impôt unique dans ses Etats ; mais les résultats furent si contraires à ce qu'il s'étoit promis de cette mesure, qu'il fut bientôt obligé de l'abandonner. En France, *Beccaria*, le comte de *Verri* et *Filangieri*, éclairés par la controverse entre les Economistes et les Mercantiles, firent de grands efforts heureux pour secouer les préjugés de leur siècle et des autres, et commencèrent à fonder leurs raisonnemens sur l'observation de la nature (2). Mais c'est surtout en Angleterre que l'économie politique fit de véritables progrès. Les idées saines et lumineuses

---

(1) L'ouvrage du margrave de Bade, qui garda son titre, parut en 1772, en français ; il porte le titre : *Essai sur l'économie politique*.

(2) Leurs écrits se trouvent recueillis dans la collection publiée à Milan sous le titre : *Scrittori classici italiani di economia politica*.

les sources de la richesse qui rè-  
 sultent des *Questions de Berkeley* (1),  
*Essais politiques de Hume* et dans  
 les ouvrages de quelques autres écrivains  
 de ce tems, sont tellement au-dessus  
 des conceptions de leurs devanciers, qu'on  
 peut regarder avec raison comme les pré-  
 cédentes de l'importante réforme de l'éco-  
 nomique dont je vais vous rendre  
 compte dans l'article suivant.

### *Système industriel.*

En 1776 qu'*Adam Smith*, sorti de  
 l'école écossaise qui a donné tant de sa-  
 tisfaction au premier ordre, publia son livre inti-  
 ulé *Recherches sur la nature et les causes  
 de la richesse des nations* (2). « Quand on

---

*Account relating to the trade and prosperity of Ireland.*  
 L'auteur étoit évêque de Cloyne, est encore connu par  
 ses ouvrages de métaphysique.

*An Enquiry into the nature and causes of the wealth of  
 Great Britain* a paru sept éditions en Angleterre et plusieurs  
 dans l'étranger ; cet ouvrage a été traduit trois  
 fois, deux fois en allemand etc. Parmi les tra-  
 ductions françaises, celle de *Garnter* (Paris 1802 en 5 vol.)  
 est la seule qui soit digne de l'original. La traduction russe  
 que nous avons, laisse beaucoup à désirer. — Toutes les  
 éditions de l'ouvrage de Smith, ce sera d'après la 7e  
 édition, Londres 1793, en 3 volumes.

lit cet ouvrage, dit Say, on s'aperçoit qu'il n'y avoit point d'économie politique avant Smith ; entre la doctrine des Economistes de la sienne, il y a la même distance que entre le système de Tycho-Brahé de son temps et le système de Copernic moderne de Newton. Avant Smith on avoit avancé plusieurs fois des principes très utiles, mais il a montré le premier pourquoi ils étoient vrais. Or on sait qu'une vérité n'est reconnue non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve (1). Smith a fait voir qu'établir des vérités : il a donné l'exemple.

---

(1) Les résultats de la doctrine des Economistes appliqués à la conduite du gouvernement, sont conformes à ceux de la doctrine de Smith ; mais on n'est pas autrement convaincu quand on a suivi les démonstrations de cet auteur. C'est donc une vaine prétention aux Euxins de nos jours, de soutenir que toutes les grandes vérités que Smith a proclamées, se trouvent déjà dans les écrits des anciens. Il est encore probable que Smith les a découvertes, quand même les Economistes n'auroient rien dit. Le docteur Quesnay donna son Tableau économique en 1751, et Smith commença ses leçons sur l'économie politique en 1752, quoiqu'il ne fit paroître son ouvrage que 24 ans après. Il existe d'ailleurs un manuscrit de la main de Smith, daté de 1755, et présenté alors par l'auteur lui-même à l'Académie des sciences dont il étoit membre. Dans cet écrit, plusieurs des vérités les plus importantes qu'il a depuis publiées dans ses *Richesses des Nations*, se trouvent déjà exposées en détail. (Voyez l'Introduction de Smith dont Garnier a fait précéder sa traduction.)

de signaler les erreurs ; il a appliqué l'économie politique la nouvelle méthode à traiter les sciences, en ne recherchant pas des principes abstractivement, mais en partant de faits les plus constamment vérifiés, et en cherchant à découvrir les causes que découvre le raisonnement rigoureux et non de simples prévisions. Son ouvrage est une suite de démonstrations qui ont élevé plusieurs propositions au rang de principes incontestables, et qui ont plongé un bien plus grand nombre de personnes dans l'erreur.

Il établit la différence entre la doctrine de Smith et celle des Economistes, et montre d'où elles partent l'une et l'autre pour déduire des conséquences. Les premiers n'avoient reconnu d'autres sources de richesses que la terre et le travail agricole ; Smith prouva que tous les travaux industriels sont productifs, et il les désigna tous le nom de *travail (labour)*. Le travail qu'il regarde comme la source des richesses, sans exclure la terre, est dans son système, est d'une importance secondaire. Il montre ensuite que, pour devenir riche, il ne suffit pas de l'accumulation des deux causes ; qu'il faut encore l'économie épargne les richesses pro-

duites et les accumule, afin que puisse les employer à en créer de nouvelles. Les richesses accumulées et appliquées à la production, sont comprises par Smith sous le nom de *capitiaux*; et dans sa théorie ils forment la troisième source de la richesse nationale.\*

Au premier coup-d'œil on voit que cette théorie doit l'emporter sur celle des Economistes. Ces philosophes avoient regardé de l'économie politique une science naturelle; Smith l'éleva au rang des sciences morales. Si la terre et le travail agricole étoient les seules sources de richesses, leur multiplication dépendroit toujours en dernière analyse de l'étendue de la fertilité du sol, et au-delà du point où ils prescriraient ces avantages naturels, l'industrie humaine seroit impuissante. Au contraire, lorsqu'on reconnoît que le travail de l'homme comme l'agent principal de la création des richesses, que leur multiplication n'a d'autre limite que celles presque indéfinies des facultés humaines et de leur développement, la théorie est bien plus conforme à l'expérience que celle des Economistes. N'avez-vous pas vu des peuples placés sur un

borné, des peuples purement mar-  
 rs et commerçans, s'élever à un  
 pulence que leur envioient les  
 es plus riches en produits de la  
 — Mais ce n'est pas sur cette com-

, dans ses *Observations sur le Mémoire de M.*  
*ores, T. IV, p. 355*) cite un raisonnement de  
 e contient la même objection contre le système  
 es. „ Si l'industrie manufacturière et commer-  
 dit, ne produisent point de richesse, comment  
 ne sont que manufacturières et commerçantes,  
 Comment s'enrichissent-elles ? Si l'impôt ne  
 que sur le produit net des terres, comment ces  
 elles des impôts ? Est-ce que les manufactures  
 ce seroient productifs dans un pays manufactu-  
 erçant, et ne seroient pas productifs dans un  
 “

de Turgot est une nouvelle preuve combien il  
 rde contre l'esprit de système, même quand on  
 e de ne tenir à aucun système. Cet homme  
 daigne pas de recourir, pour réfuter cette ob-  
 distinction puérile que les Economistes avoient  
 e les *nations productives* et les *nations salariées*;  
 e un peu autrement. Il distingue les *Etats* des  
 e les États qui ne peuvent subsister que par les  
 et le commerce, sont censés appartenir aux  
 es qui sont agricoles et former avec eux ce qu'il  
 ation. — Nous avons vu de nos jours le gou-  
 péral de France alléguer cette même distinction  
 incorporation de la Hollande au grand Empire :  
 n écrivant ces lignes, se seroit-il jamais douté  
 t une application si sérieuse ?

paraison à peine ébauchée que vous juger de la préférence que méritent la doctrine de Smith ; le Cours d'études que nous allons faire , vous en convaincra d'une manière plus solide.

Cependant , malgré cette supériorité , le système industriel renferme des points qui sont susceptibles de comparaison. Dans ce système , comme dans celui des Economistes , le principe productif des richesses est encore censé être la mesure de leur valeur. Les Economistes , comme nous l'avons vu , prétendent que les richesses ne tiennent leur valeur qu'à la *matière* ; Smith soutient qu'elles tiennent tout au plus au *travail* (1). Chez les uns , la valeur est mesurable par leur échangeable d'un objet contre un autre ; chez les autres , la mesure est prise sur la quantité de matière que le possesseur peut se procurer en échange ; chez l'autre , la valeur é

---

(1) Cependant *Smith* n'est pas le premier qui a énoncé cette opinion ; elle se trouve déjà indiquée dans l'abbé *Gallant : Della moneta* , qui parut en 1750. Elle est développée avec plus de clarté et d'une manière plus ingénieuse dans un Mémoire de M. *Turgot* , intitulé *Des richesses et monnaies* , qui se trouve dans le 3<sup>e</sup> volume de ses *oeuvres*. Ce mémoire est antérieur à la publication de *Smith*.

l'objet est égal à la quantité de ce cet objet met en état d'acheter commander. N'est-ce pas également l'origine des choses qui peuvent valeur, avec l'origine de la valeur ces choses peuvent avoir? La nature travail sont très - incontestables sources des richesses ; mais pour ce sont pas encore les sources de leur (1). Les richesses ont de la valeur non parce qu'elles contiennent de la matière ou qu'elles sont le fruit du travail parce qu'elles sont utiles et que leur utilité est reconnue. Si les sources des richesses matérielles étoient en même temps les sources de leur valeur, toutes les choses de cette espèce auroient infailliblement de la valeur, et leur valeur se mesurerait toujours sur la quantité de matière et de travail qu'elles contiennent : cependant nous voyons une infinité de choses qui n'ont nulle part de la valeur, et nous en voyons qui ont de la valeur dans une contrée, et qui n'en ont point dans une autre ; celles même dont la valeur est plus universellement reconnue,

---

(1) *Notions sur la valeur*, chap. III, p. 57.

diffèrent dans les degrés de valeur, non seulement dans les différens lieux, mais encore dans le même endroit en différens temps.

Voulez-vous des exemples? Un coup d'oeil rapide sur les différentes productions de la nature et du travail nous en fournira. L'écorce qui donne le quinquina, les racines dont on prépare le tabac, ont été produites par la nature pendant bien des siècles, avant qu'on leur ait attribué la moindre valeur, et cependant ces objets n'étoient pas composés de matière alors, qu'ils le sont aujourd'hui. Ce n'est que du moment où l'homme a reconnu les qualités qui les rendent utiles, qu'ils ont acquis de la valeur.

Le travail est-il nécessaire pour donner de la valeur à un objet? Voyez ce qui se fait en forêt que la nature a plantée sans le secours de l'homme; est-elle sans valeur? Et quand le propriétaire se décide à vendre les arbres qu'elle renferme, n'en tire-t-il pas un prix uniquement dû à la nature?

S'il existe des choses auxquelles l'homme n'a aucune part et qui ont cependant de la valeur, nous en voyons d'autres, qui ont de la valeur, et qui n'ont nulle-part de la valeur, ou dont la valeur ne se règle nullement sur le travail qu'il a fallu pour les produire.

mis plusieurs années à composer  
 ge qu'aucun libraire ne lui achète.  
 marchandises coloniales dont l'Angle-  
 orgeoit pendant le blocus continen-  
 vendoient-elles pas souvent au-des-  
 prix du travail qu'elles avoient coûté  
 e ? L'ingénieux horloger de Péters-  
 inventeur de l'orchestre mécanique,  
 avé des acheteurs pour son produit  
 e , le fruit d'un travail de dix an-

roduits du travail peuvent avoir de  
 dans une contrée, et n'en pas avoir  
 autre. Les meubles de commodité  
 ce les plus recherchés en Europe,  
 ndroient guère en Chine ; ceux de  
 ne trouveroient point de marché  
 e.

que que les produits du travail ont  
 ui, peut cesser demain, et ils ces-  
 avoir de la valeur. La poterie d'é-  
 t se servoient autrefois les gens  
 tune moyenne, n'a plus de valeur

---

ger mécanicien dont je parle ici, est M. *Strasser*.  
 point d'occasion de vendre son orchestre méca-  
 exposa publiquement pendant quelque tems, et  
 a fin par la voie d'une loterie.

depuis que l'usage de la faïence et de la terre s'est généralement introduit. Les manufactures de Lyon, de Manchester, de Roubaix, ont souvent leurs magasins remplis de marchandises qui ne se vendent plus. Une mode, une mode, dont par hasard le commerce auroit interrompu pendant quelques années le riche qu'elle étoit, se verroit perdue et conduite à faire banqueroute.

Enfin les produits du travail qui ont cessé d'avoir de la valeur, peuvent être recherchés de nouveau. Les soieries et les tapis de Lyon, que l'austérité des républiques publiques avoit jadis condamnés, sont de nouveau des marchandises recherchées depuis que la monarchie a été abolie. Les ouvrages de l'art des Anciens, qui par l'ignorance des peuples du moyen âge ont été privés de leur valeur, sont redevenus des choses précieuses depuis que l'Europe moderne a su les apprécier.

Il seroit inutile de multiplier les exemples pour étayer une vérité évidente, savoir que la valeur ne dépend pas des causes qui font exister les choses, mais de l'opinion des personnes qui veulent faire servir à leurs besoins. Ainsi le travail industriel n'est pas productif, comme

*parce* qu'il produit une valeur, mais  
 productif *lors* qu'il produit une valeur.  
 Les industries indistinctement peuvent  
 actives, mais elles ne le sont pas né-  
 cessairement. Et quand elles le sont, ce n'est  
 comme Smith le soutient, par la raison  
 que le travail est une peine, qu'il suppose le  
 sacrifice d'une portion de notre repos, de notre  
 santé, de notre bonheur; mais par la  
 raison que leurs produits sont utiles et  
 que leur utilité est reconnue par l'opinion.  
 Le travail est toujours productif quand il pro-  
 duit une valeur, quelque insignifiante que soit  
 la peine qu'il exige; il ne l'est jamais quand il  
 ne produit aucun point de valeur, quelque grands  
 soient les sacrifices qui l'accompagnent.  
 Quant à ce qui est dit, que le travail est une  
 peine, cette considération même que  
 le travail est une peine, pourroit vous con-  
 siderer comme une subtilité oiseuse  
 et une distinction que je viens d'établir entre l'ou-  
 vrier comme source de la valeur, et le tra-  
 vail comme source des choses susceptibles  
 d'être achetées. Si le travail est une peine, me-  
 me sans récompense, peut-être, personne ne s'y soumet-  
 troit sans la perspective d'une récompense;  
 et on ne peut compter sur une récompense  
 que le travail a de la valeur. Ainsi  
 une raisonnable tendra toujours à

produire des valeurs ; et si c'est  
unique du travail, n'est-il pas in-  
nommer le travail ou l'opinion la  
valeur ? »

Non, Messieurs, cela n'est  
férent. Supposons pour un mom  
travail ne puisse jamais manque  
qu'il soit toujours productif ; il ex  
core entre lui et l'opinion cette di  
essentielle que l'opinion agit comm  
le travail comme effet. Le travail  
l'opinion, mais cette dernière n'es  
glée par le travail : ainsi ces deux p  
sauroient être confondus sans ob  
matière qui déjà, par sa nature abs  
sente des difficultés considérables.

Mais ce n'est pas tout. Le travail  
seule source des richesses ; la natu  
à leur production : ainsi en confor  
nion avec le travail, il faudroit enc  
fondre avec la nature, et adm  
sources de valeur ; et deux sources  
seroient des sources de valeur et t  
seroient point.

Enfin la supposition que nous  
faire, est inadmissible. Le travail,  
tend toujours à produire des valeu  
ne réussit pas toujours à en produ

as nécessairement. Ceux qui vou-  
 utenir le contraire, argumenteroient  
 du bon sens et de l'expérience jour-

ne que le travail n'est pas la *source*  
 ar des richesses, il n'en est pas non  
*mesure*. Une marchandise n'est pas  
 plus chère qu'une autre parce  
 coûté plus de travail, mais parce  
 coûté plus de frais à produire. Or  
 e production, comme nous le ver-  
 la suite, ne sont pas toujours en rai-  
 vail. De plus, en admettant même  
 x nécessaire des marchandises fût  
 e travail, comment parviendrait-on  
 connoître avec quelque vraisem-  
 quantité de travail, c'est-à-dire d'ef-  
 sentimens, que la production d'une  
 se exige communément de la part  
 eurs? Et s'il y avoit moyen de par-  
 te connoissance, de quelle manière  
 it-on cette grandeur abstraite? et  
 t le terme de comparaison entre  
 re idéale et le prix de la marchan-  
 oit être mesuré par elle?  
 ections que je viens de relever

---

. 142, les exemples que j'ai cités à l'appui de

dans la doctrine de Smith, et qui est commun avec celle des Économistes, trouvent leur source dans la marche de leurs auteurs. Au lieu de considérer les richesses comme des valeurs, ils les ont regardé simplement comme des objets matériels; au lieu de rechercher d'abord ce qui leur donne de la valeur, ils se sont occupés de préférence à découvrir la cause qui les fait exister. Cette cause primitive que les Économistes avoient cru la trouver dans Smith la chercha dans le travail. Les deux s'attachent principalement à expliquer l'effet de ces causes; et dans toute la partie de leurs recherches, Smith est tout à fait supérieur aux Économistes. Quand il s'agit ensuite d'indiquer l'origine des richesses, ce philosophe, à l'exemple des Économistes, se laisse insensiblement aller à la persuasion, que la même cause qui fait exister les choses matérielles, est encore la source et la mesure de leur valeur.

Si sa méditation avoit pris un autre marche; si, dès le début de ses recherches, il eût tâché d'approfondir l'origine des richesses, non-seulement il eût évité les erreurs dont nous venons de parler, mais on peut en dire de même de faire l'analyse; mais on peut en

raison que cette route lui eût ouvert un champ plus vaste, et qu'il eût conçu la science qui embrasse toutes les valeurs *biens internes* comme les *richesses* que nous a donné son ouvrage, et même une théorie de la richesse nationale. Cependant il y a mêlé une foule de notions neuves, justes et importantes sur le développement des facultés humaines, la production des valeurs immatérielles. On est forcé d'admirer dans ces ouvrages la sagacité et la profondeur qu'il a développées, plus on s'étonne que l'idée fondamentale de la civilisation lui soit restée étrangère, et qu'il ait retréci, au lieu de l'étendre, l'horizon que le génie de son siècle pouvoit embrasser. Les Economistes avoient borné la notion de *travail productif* au seul travail agricole: il s'agissoit de l'étendre à tous les travaux industriels pour achever la réforme de la législation. Il ne falloit pas s'arrêter là. En opposition contre les Economistes que les manufacturiers et commerçans sont regardés comme le travail agricole, c'est-à-dire qu'ils produisent des valeurs, Smith a découvert près de cette vérité, que tout travail honnête est productif, aussi-tôt qu'il

produit une valeur. Il ne la sent point, voilà pourquoi, dans tout le cours de son ouvrage, il regarde comme *stérile* tout ce qui s'applique à produire des biens, quoique cette opinion soit aussi fautive que celle des Economistes, qui regardent les manufactures et le commerce comme des métiers avilissans de stériles. Il est remarquable comment un philosophe d'un génie si exquis a pu ranger sous la même catégorie les rois et les mendiens, le maître et le joueur de gobelet, le savant et le fainéant, en un mot les classes les plus respectables et les plus viles de la société. Il n'est point étonnant que, dans le même ouvrage, il ne s'est pas aperçu que la classe qu'il appelloit stérile, se trouvoit en partie comprise, et des travaux qui sont infiniment utiles, et d'autres qui sont ou nuisibles.

Voilà le principal défaut qu'on reproche à l'ensemble de la doctrine de Smith; j'aurai occasion, dans la suite de ce Cours, de vous faire remarquer ces principes qui ont été combattus avec succès par d'autres écrivains, ou sur lesquels l'expérience m'ont fourni des objections que je crois fondées. Quelque grande que soit la réputation du philosophe écossais,

que soit son mérite, l'admiration et l'ignorance ne doivent point nous faire à suivre aveuglément ses traces, mais un scepticisme raisonnable sur sa doctrine, c'est profiter de son exemple et de ses leçons; car jamais écrivain n'a inspiré le doute que lui, et n'a moins imposé par l'autorité de son

nom de la doctrine de Smith n'est exempt de d'imperfections, la forme dont il l'a présentée ne l'est pas non plus. Ses disciples les plus zélés conviennent que son ouvrage manque de méthode, et que l'auteur n'a pas cette précision de langage qui est si nécessaire quand il s'agit de présenter une doctrine nouvelle. Nulle-part les définitions exactes; les notions fondamentales sont si peu éclaircies qu'il faut méditer l'ouvrage entier pour les saisir. C'est ce défaut de notions précises qui a causé la plupart des objections sur le sujet de sa doctrine, et qui a fait méconnaître par quelques-uns de ces adversaires que l'auteur n'avoit point d'opinion arrêtée sur les principes fondamentaux de son système; que son système est ridicule, mais que Smith auroit

Malgré toutes ces imperfections, les *cherches* de cet auteur sont encore d'hui la source où puisent, et ce sont les principes de l'économie politique comme les auteurs ou comme écrivains, et ceux qui veulent s'instruire dans cette science. Ils méritent cet honneur, moins par l'ensemble du système qu'elles présentent, que par le développement des principes, par la grandeur des vues, par la finesse de l'analyse, par l'enchaînement des effets aux causes, par les résultats aux principes. Jamais on n'a possédé dans un plus haut degré l'esprit d'observer, l'esprit d'analyse et de raisonnement qui est nécessaire pour saisir les rapports des faits et pour en déduire les conséquences, enfin ce jugement sûr et pénétrant qui sait distinguer parmi les faits ceux qui sont vraiment utiles d'avec ceux qui ne servent qu'à nourrir une curiosité vaine. C'est la réunion de ces qualités rares qui est la cause de cette surabondance de faits que se plaignent tous les lecteurs. Comme les faits en apparence les plus instructifs deviennent sous sa plume une suite de conséquences neuves et importantes, on se laisse souvent entraîner à des

nes sur des matières analogues. Ses recherches de l'auteur ne se bornent pas seulement à ce que nous appelons économie politique; la plupart des objets de l'administration du gouvernement ont été également approfondis par lui, et on retrouve dans ses digressions la même profondeur, la même sagacité et la même force de raisonnement qu'on ne peut s'empêcher d'admirer dans le corps de l'ouvrage. En un mot, il a répandu une nouvelle lumière, non seulement sur la science de la richesse nationale, mais sur la politique en général; et dans toute la branche des connoissances humaines, pour d'hui quelques progrès, c'est en partie à lui qu'on en est redevable. En France, Smith, une foule d'ouvrages a consacré sa doctrine de la richesse nationale, et dans tous les pays de l'Europe. Les esprits, les hommes les plus éclairés ont rangés sous ses bannières: plusieurs d'entr'eux ont commenté son système, ont tâché de l'éclaircir, de le rendre plus utile, de le perfectionner (1); d'autres,

---

ont surtout les auteurs des ouvrages suivans:

*Analysis of Dr. Smith's Inquiry etc. by JERRARD.*  
Cambridge 1797.

en l'appliquant aux pays où ils v  
aux circonstances actuelles où c  
trouvoient, ont donné des consei  
res. Quelques auteurs, à la vérité,  
de combattre les résultats de la de  
Smith ou ses principes les plus esse

*Traité d'Economie politique, par JEAN-BAPTISTE SAY.*  
1803. 2 vol. *Seconde édit. entièrement refondue.*  
1814. 2 vol.

*De la richesse commerciale, ou principes de l'économie politique appliqués à la législation du commerce.*  
J. C. L. SIMONDE (DE SISMONDI). Genève 1803.

*Ueber National-Industrie und Staatswirthschaft nach den Grundsätzen von Adam Smith,* von A. F. LUDER. Berlin 1800. 3 Bände.

*Grundsätze der National-Oeconomie,* von G. F. MEYER. Halle 1805.

*Die National-Oeconomie,* von JULIUS GRAF. Leipzig 1805. 3 vol.

*Neue Grundlegung der Staatswirthschaftskunde.*  
HUFELAND. Gießen 1807.

*Staatswirthschaft,* von C. H. J. KRAUS. Königsberg 1807.

(1) Je ne vous en cite que les plus remarquables.

*The essential principles of the wealth of nations in opposition to some false doctrines of the ancients and others.* London 1797. Cet écrit anonyme.

*An Inquiry into the nature and origin of property.* by the Earl of LAUDERDALE. Edinburgh 1793.

*Des systèmes d'économie politique, de leurs avantages et de la doctrine la plus favorable aux progrès de la richesse des nations,* par J. B. SAY. Paris 1809. 2 vol.

attaques, loin de les renverser, a contribué au contraire à les affermir, en laissant à d'autres bons écrivains un prétexte pour les justifier par de nouveaux développements plus lumineux. Enfin on a cherché à combattre la doctrine de Smith, tantôt avec le système mercantile (1), tantôt avec celui des socialistes (2) : ces efforts n'ont point abouti, dès qu'on s'en promettoit. Un seul auteur a osé reproduire toutes les erreurs du système mercantile, et de les combattre contre le raisonnement victorieux de Smith (3) : les sophismes de cet écrivain ont égaré la pitié des gens éclairés, qui y

été la tâche de M. DUTENS, dans son livre : *Essai sur les principes fondamentaux de l'économie politique*. Paris 1804.

La même tentative a été faite par plusieurs écrivains : voir notamment l'auteur de *Essai sur les principes de l'écon. polit.* Paris 1804. L'ouvrage est de GARNIER. Dans les notes que l'auteur a jointes à son excellente traduction de Smith, on a fait également de vains efforts pour concilier les deux systèmes.

*National-Einkommen*, von F. C. FULDA. Stutt-

*ber Staatswirtschaft*, von TH. SCHMALS. Ber-

*gernernement considéré dans ses rapports avec le*

FERRIER. Paris 1805.

ont facilement reconnu une tentative mandée par le pouvoir, pour justifier un système soi-disant continental et les hommes qui devoient en être la suite.

---

J'ai commencé par vous donner un aperçu de l'ensemble de la doctrine économique des principaux systèmes qui ont eu des disciples. Peut-être aurois-je dû commencer par là mon Cours; peut-être cette vue d'ensemble vous a-t-elle paru obscure en plusieurs endroits. En effet, comme les idées ne se composent que d'idées partielles, ce n'est qu'après avoir étudié en détail les principes d'une science, qu'on peut tenter d'en saisir l'enchaînement. Si, pour le moment une route opposée que j'ai cru que cet aperçu général serviroit à classer par la suite les notions, mesure que vous en feriez l'acquisition, qu'il vous offriroit des points fixes, il vous seroit facile de les rattacher. Cet avantage est assez important pour ma méthode. D'ailleurs l'obscurité n'est qu'une enveloppe encore quelques notions dont nous nous sommes débarrassés se dissipera insensiblement avec le

férez dans l'économie politique, et ce qu'après avoir achevé ce Cours, vous prendrez avec plus d'intérêt et d'utilité cette Introduction.

Je vous présente maintenant les points fondamentaux des trois systèmes que je viens de vous exposer ; cette récapitulation vous aidera à sentir, Messieurs, en quoi ils

le *système mercantile* fait consister la richesse dans l'accumulation des *métaux* ; il regarde comme sa source première le *commerce étranger*.

Le *système agricole*, la richesse dans les *produits du sol*, et il envisage le *travail agricole* comme la source primitive.

Le *système industriel* distingue la richesse dans les objets dont elle se compose. Ces objets sont toutes les substances matérielles qui ont une valeur échangeable, et le *travail* et les *capitaux* sont les deux éléments qui concourent à leur production. C'est de la richesse ou de l'accumulation de la richesse que dépend l'économie.

C'est la base de la doctrine que je vais vous exposer : il ne me reste que de vous in-

diquer la marche que je tiendrai développer les principes.

Vous savez que la théorie de la nationale a pour objet de faire connaître les lois naturelles qui déterminent la production, l'accumulation, la distribution et la consommation des richesses. En considérant ces richesses sous ces quatre points de vue, nous sommes sûrs qu'aucun de ces phénomènes qu'elles présentent, ne peut être évité, et que ceux-ci s'offriront dans l'observation dans l'ordre le plus simple et le plus naturel, savoir dans celui de leur production. Dans le nombre immense de phénomènes, nous ne soumettrons à l'analyse que ceux qui ont un rapport sensible avec la richesse nationale.

En conséquence de ce plan général, la doctrine de la richesse nationale est divisée en huit Livres :

La *production* des richesses sera traitée dans le Livre I.

Le Livre II traitera de leur *accumulation* ou des *fonds*.

La *distribution* des richesses doit être considérée de deux manières : comme la répartition primitive, qui se fait entre les producteurs, et comme la répartition secondaire des sources de la production.

altent les *revenus* primitifs de la  
 ensuite comme distribution se-  
 qui se fait entre tous les membres  
 été : cette dernière porte le nom de  
 on , et elle suppose deux grands  
 our : s'opérer, le *numéraire* et le  
 insi les matières relatives à la dis-  
 des richesses feront le sujet de quatre  
 avoir du IIIe. qui traitera de la dis-  
 primitive ou des *revenus* ; du IVe.  
 upera de la distribution secondaire  
*circulation* ; enfin du Ve. et Vie.  
 t pour objet les instrumens de la cir-  
 le *numéraire* et le *crédit*.  
 e. Livre développera les lois de la  
 ation.

VIIIe. Livre présentera le tableau des  
*naturels de la richesse nationale* :  
 ns lequel je tâcherai de résumer tous  
 pes fondamentaux, et de les réunir  
 oint de vue historique.

ire mieux connoître la méthode que  
 par rapport aux matières qui sont la  
 e Cours, il est nécessaire d'ajouter  
 ion suivante. Je vous ai déjà pré-  
 eigneurs, que de toutes les con-  
 e suppose l'avancement de la pros-

périté nationale, la première et la plus indispensable c'est la *sûreté*, c'est-à-dire la liberté individuelle et la propriété (1). La *sûreté, point de richesse, point de prospérité*! Cette grande vérité est telle que tous les principes de l'économie politique que je serai obligé d'y revenir bien souvent, mais ce sera seulement pour voir l'effet de son influence, et sans entrer dans aucun détail sur les suites funestes qu'elle entraîne dans l'oubli. Lorsqu'il s'agit d'approfondir la théorie de la prospérité nationale, il importe de séparer de toutes les causes contraires à la prospérité ne doivent occuper l'observateur que lorsqu'il est en état d'apprécier l'effet des causes favorables. Cette marche est celle qu'une saine logique prescrit, nous l'adoptons dans la théorie de la prospérité nationale. Ce n'est qu'après avoir reconnu les progrès naturels et non-entendus de l'opulence publique et privée, que nous examinerons l'influence de toutes les circonstances contraires qui arrêtent le développement ou qui la font rétrograder. L'examen des causes favorables à la prospérité nationale est proprement l'objet

---

(1) Discours préliminaire, p. 7.

itique: quant aux autres, elle se  
nter leur influence perniciense;  
t que les dénoncer au législateur  
tant de causes malfaisantes qu'il  
à faire cesser; abandonnant à  
on économique le soin d'indiquer  
s les plus convenables qu'il peut  
a cet effet.

---

---

## LIVRE PREMIER

### DE LA PRODUCTION DES RICHESSES

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Idee générale de la production des richesses*

Vous avez reconnu , Messieurs , que la nature et le travail sont les causes de la production des richesses. C'est à la *nature* et au *travail* que les richesses doivent leur existence. L'action de ces deux causes primitives pour faire des richesses , se nomme *production*.

La production est ou *matérielle* ou *intellectuelle*, suivant que les causes primitives s'appliquent à donner une richesse à la matière ou à l'homme. L'indivisibilité réciproque de ces deux genres de production est telle que l'une ne sauroit avoir lieu sans le concours de l'autre. Il est évident que l'homme ne parvient jamais à produire des richesses qu'autant qu'il est pourvu de richesses internes, c'est-à-dire qu'autant qu'il a développé ses facultés physiques, intellectuelles et morales, ce qui suppose les richesses de leur développement, tels que les

etc. Ainsi, plus un peuple est civilisé, plus sa richesse nationale peut s'accroître.

D'autre part il est tout aussi évident que

l'homme ne peut jamais produire plus de richesses

internes qu'autant qu'il est pourvu de richesses

externes, c'est-à-dire de denrées nourris-

santes, logeantes, meublantes, etc.

De plus, les arts de transport, de ceux qui aident

à la production immatérielle, tels que les livres,

les ouvrages de l'art, les instrumens

de guerre, les armes offensives et défensives,

etc. Ainsi, plus un peuple est riche, plus sa

civilisation peut faire des progrès.

Les richesses que la nature et le travail, lorsqu'ils

agissent *directement* productifs dans un de ces

genres, le sont encore *indirectement* productifs

de l'autre, ou du moins qu'ils peuvent l'être.

Il est bien fondé que soit cette objection, il n'en est pas moins vrai que

ces causes sont *directement* productives de la

richesse, elles ne peuvent être *directement* productives

de la civilisation, *et vice versa*.

Le cultivateur devient indirectement utile aux sciences

en produisant des subsistances pour ceux qui les cultivent ; le savant le devient

indirectement à l'agriculture en perfectionnant

les arts de transport, etc.

Le cultivateur devient indirectement utile aux sciences

en produisant des subsistances pour ceux qui les cultivent ; le savant le devient

indirectement à l'agriculture en perfectionnant

tionnant les sciences naturelles ; cela le premier n'étend point les connoissances humaines, et le second n'est point le sème point du blé. D'ailleurs la science *peut* être utile à la civilisation, elle ne l'est pas toujours, elle ne l'est que par toute nécessité ; souvent elle lui est nuisible. De même, la civilisation est favorable à la richesse, mais elle ne l'est pas toujours et nécessairement ; souvent elle lui est contraire. Je réserve pour une autre occasion le développement de ces deux relations importantes : pour le moment que j'ai dit suffira pour vous faire comprendre, que, malgré la relation qui subsiste entre les deux genres de production, si l'on veut s'en faire une idée, il est absolument nécessaire de les considérer chacune en particulier et indépendamment de l'autre. En conséquence, dans le cours de cette première partie, je parlerai de la richesse nationale, je n'aurai en vue que la production matérielle. Si nous considérons la nature et le travail comme producteurs, c'est uniquement parce qu'ils produisent des richesses ; lorsqu'ils ne produisent pas, nous les regardons comme stériles ou stériles. Dans la seconde

ction immatérielle sera envisagée  
ne manière ; l'influence réciproque  
sur l'autre fera le sujet de la Con-  
e l'ouvrage, dans laquelle je tâche-  
montrer que c'est l'équilibre de ces  
res de production qui fait naître la  
é nationale.

ous à la production matérielle.  
toute production consiste à pro-  
valeurs, vous sentez bien que le  
*luite*, lorsqu'il est question de ri-  
ne veut pas dire, produire de la  
mais, une valeur dans la matière.  
te valeur donnée à la matière est  
*fait* : la nature fournit un produit  
le fait croître une plante utile ; le  
r quand il la soigne et la récolte ;  
quand il la prépare à l'usage de  
; le marchand quand il la porte au  
La valeur de la plante naturelle  
successivement par la valeur du tra-  
le laboureur, l'artisan et le com-  
lui donnent en la rendant de plus  
utile ; et chaque augmentation de  
t un nouveau produit.

oyez que ce qu'on appelle produc-  
s le langage vulgaire, n'en est pas  
une dans la langue de la science.

D'un côté, la signification vulgaire de *produit* est plus bornée, car on ne sert que pour désigner des objets matériels, tandis que la science étend son application au résultat du travail commercial, qui ne tombe nullement sous les sens de ce mot. D'autre côté, l'acception vulgaire de *produit* est plus étendue, car on y comprend non-seulement les objets matériels, qu'ils soient ou non : l'économie politique, au contraire, ne connoît d'autres produits que ceux dont l'utilité est reconnue, c'est-à-dire ceux qui ont de la valeur. Or comme le caractère commun des richesses est leur valeur échangeable, le nom de *produit* ne convient aux richesses matérielles à moins qu'elles n'aient de la valeur.

La production étant l'effet de la nature et du travail, nous pouvons la considérer sous deux aspects : par la nature et par le travail. On peut donc considérer celle de la nature, et celle du travail. On court de deux manières à la production des richesses : d'abord par les *fonds de terre*, par leurs propriétés naturelles ; et puis par le travail, que j'appelle sa *puissance productive*, pour le distinguer du travail humain.

---

## CHAPITRE II.

*Fonds de terre.*

*Fonds de terre* d'une nation, dans l'économie politique, se compose d'abord de la surface du terrain qu'elle possède, mais encore des mines, des airs et des eaux qu'embrassent ses limites et même de son pouvoir; quoique ces mines soient quelquefois fort au-dessous de la surface de son sol, et ses pêcheries situées à des centaines de lieues de ses fron-

ds de terre que possède un peuple, se divisent en une infinité de portions, dont les unes sont devenues des propriétés particulières et dont les autres sont restées à l'usage commun. Les mers, les airs, les grands fleuves, souvent aussi les rivières, ne sont jamais l'objet de personne en particulier; les forêts, les mines, au contraire, sont devenues des propriétés dans les pays civilisés. C'est à cette institution sociale qu'on doit les améliorations qu'a reçues l'agriculture et par conséquent tous les progrès de l'agriculture et l'exploitation des

mines. Ces améliorations exigent de travail ou de grandes dépenses ; on ne seroit tenté de faire ces améliorations si on n'avoit pas la sûreté d'en recueillir le fruit.

Un fonds de terre peut être regardé comme une machine dans laquelle la puissance productive de la nature agit avec le secours de cette puissance et du travail ; il peut être directement productif, c'est-à-dire produire des richesses ; il peut encore être indirectement productif, c'est-à-dire servir de moyens de produire, sans produire lui-même, comme le terrain employé en rizières et en canaux.

J'ai dit qu'un fonds de terre peut être regardé comme une machine ; mais une machine n'est pas toujours égale à elle-même ; on ne peut se dispenser de prendre en considération la *qualité du sol* et le *climat* qui influent sur la production ; il y a des différences énormes. Ainsi la fertilité du terrain qu'une nation habite ne prouve rien pour ses richesses. L'Empire de Russie comprend au moins 300,000 milles carrés, mais la partie de cette vaste étendue est soumise au cercle polaire, où la puissance productive est paralysée par le froid ; une portion très-considérable n'est com-

et de landes, où la qualité du sol  
naissance de la nature inactive.

ilité du sol se manifeste tantôt par  
ce des produits, et tantôt par leur

Un pays de plaines peut fournir en  
e du blé, et manquer de vins, de

Un pays montagneux fournira des  
et ne sera point propre au labou-

pays dont le sol est tellement va-  
omprend des plaines, des coteaux,

agnes et des vallées, ces pays, dis-  
susceptibles d'une plus grande va-

roduits que les pays uniformes. Si  
ers sont encore coupés par des ri-

igables et qu'ils avoisinent la mer,  
ent tous les avantages qui peuvent

u profil de leur territoire.

orte plus à une nation d'avoir une  
riété de produits naturels, que d'en

certaines espèces dans une abon-  
surpasse sa consommation. Telle

use position de la Russie. Compre-  
son étendue 37 degrés de latitude,

frontières de l'Arménie jusqu'aux  
mer glaciale, son profil présente

utes les variations dont un terri-  
susceptible. Le centre de ce vaste  
étend en plaines fertiles qui pro-

doisent du blé en abondance; plus ses provinces occidentales fournissent le meilleur lin qui soit en Europe; les provinces méridionales, s'élevant pour former des montagnes, sont favorables à la culture du mûrier, de la vigne, et secondent la multiplication des bêtes-à-laine. Les chèvres du Caucase et les bêtes-à-cornes de l'Asie forment les plus belles races de ces animaux qu'il soit possible de voir. Nulle part en Europe les abeilles ne donnent un plus grand produit que chez nous. Les mines d'Asie produisent tous les métaux, et les plus utiles s'y trouvent dans la plus grande abondance, de même que le sel. Des forêts immenses fournissent du bois de construction et de chauffage; et si jamais ce bois venoit à manquer, de riches carrières de charbon de terre pourroient y suppléer. Enfin où est le pays dont la pêche soit plus abondante que celle de nos rivières et de nos côtes, et où le produit de la pêche présente une valeur plus considérable que chez nous?

Le climat d'un pays ne se détermine pas seulement par sa distance de la mer, l'élévation du terrain, le voisinage de la mer, la direction des chaînes de

urs autres causes y influent beau-  
Québec est à peu près à la même lati-  
Paris; et cependant le Canada est  
de glaces la moitié de l'année. Il  
e même d'une grande partie de la  
ui est beaucoup plus froide que les  
de l'Allemagne qui sont sous la  
itude. — Chaque climat offre cer-  
roductions qui lui sont propres. Sou-  
nt un tel concours de circonstances  
e naître un produit, qu'il ne réussit  
un canton très-borné; preuve les  
et la plupart des vins renommés.

n'ignorez pas sans doute, Messiei-  
ue telle est l'admirable distribution  
eur sur le globe, que dans l'océan  
rencontre des couches plus froides  
qu'on s'élève, tandis que dans la  
ur dès mers la température diminue  
qu'on s'éloigne de la surface des  
ns les deux élémens, une même la-  
ograpique réunit, pour ainsi dire,  
limats. A des distances inégales de  
deur de l'océan, mais dans le même  
cal, on trouve des couches d'air et  
es d'eau de la même température.  
te que sous les tropiques, sur la  
Cordillères et dans l'abune de

l'océan, les plantes de la Laponie, les animaux marins voisins du pôle, trouvent le degré de chaleur nécessaire au développement de leurs organes. D'après ce que nous concevez bien que dans un pays extrêmement montueux, situé sous la zone torride, la variété des productions indigènes est immense, et qu'il existe à peine un produit sur le reste du globe qui ne soit susceptible d'y être cultivée. Tel est, par exemple, le Mexique (1).

Vous voyez que la physionomie du pays, l'agroupement des montagnes, l'étendue des plateaux, l'élévation qui en détermine la température, tout enfin ce qui concerne la construction du globe, a les rapports les plus essentiels avec les progrès de la population et le bien-être des habitans. C'est ce

---

(1) *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle Espagne, par Alexandre de Humboldt. Paris 1801. T. II. p. 351.* — La capitale de ce beau pays, dit le même voyageur, est environnée de quatre plateaux; le premier a 1340 toises d'élévation, le second 1100, le troisième 1009, et le quatrième 504. Ces quatre plateaux diffèrent autant par le climat que par leur élévation au-dessus du niveau de l'océan; chacun d'eux offre une température différente. Le premier et le moins élevé est propre à la culture de la canne-à-sucre; le second à celle du café; le troisième à la culture du blé d'Europe; et le

qui influe sur l'état de l'agriculture, sur la différence des climats, sur le commerce intérieur, sur les communications plus ou moins favorisées par le terrain. Sous ce rapport, de grands géologiques deviennent susceptibles pour l'homme d'état, lorsqu'il calcule les richesses territoriales des pays).

Le climat d'un pays se détermine au plus par son élévation que par sa géographie, il est encore influencé par la culture du sol. La culture d'un pays modifie le climat, en rendant le sol plus perméable aux rayons du soleil, ce qui s'opère surtout par la destruction des forêts qui couvrent. Les bois contribuent à combattre la froideur du climat, en interposant des nuages et des brouillards entre le ciel et le sol. Dans les pays découverts, l'eau en tombant sur la surface du sol, trouve des plans inclinés sur

---

des montagnes d'agave, que l'on peut considérer comme les productions des Indiens. (*Ibid.* T. I. p. 35.)

Les provinces mexicaines, situées dans la zone torride, jouissent d'un climat que l'on peut appeler tempéré. (*Ibid.* T. I. p. 37.)

T. I. p. 32.

lesquels elle coule rapidement, perd dans de vastes réservoirs. Les canaux, les torrens, les fleuves tant de routes qui lui sont ouvertes, au contraire, lorsqu'elle tombe sur elle se distribue sur les branches et les des arbres et se partage sur une de surfaces. Dans cet état, elle comme les eaux salées sur les bords de graduation, c'est-à-dire dans une perpétuelle à l'évaporation. D'un côté celle qui est parvenue au pied des montagnes qui s'est répandue dans les bruyères, les ronces, n'étant exposée ni au soleil, ne se dissipe presque jamais. Dans ces circonstances naissent la fréquence et des brouillards, et l'humidité.

C'est par le progrès de l'agriculture que peut se rendre raison du grand changement qui s'est opéré dans le climat de ce pays de l'Europe. Comparez l'état d'aujourd'hui avec la description que nous a fait de la Germanie; vous ne reconnaîtrez plus le même pays. Peut-être un jour aussi peu fidèles les que nous faisons actuellement de Hume a remarqué, d'après l'abbé que le climat de Rome étoit autre

si froid qu'il ne l'est de nos jours. De la fondation de Rome, la gelée couvrit tous les arbres fruitiers; le Tibre gela tout entier et la terre couverte de glace pendant quarante jours. Juvenal en fait mentionnant une femme superstitieuse, la femme rompant la glace du Tibre, afin de pouvoir y faire ses ablutions. Hume ajoute à ses observations un passage de Diodore de Sicile, dans lequel cet auteur fait une mention des Gaules, telle que nous pourrions nos jours l'appliquer à la Norvège, d'après le récit de Strabon, qui nous apprend que dans les Cevennes les raisins ne mûrissent plus (1).

Cet événement qui s'est opéré dans le nord de ces pays, s'explique aisément par les progrès de la culture et la disparition des forêts qui les couvroient autrefois. On ne peut concevoir comment les Romains ont pu entreprendre des flottés si nombreuses et en si grand nombre, si l'on ne supposoit pas qu'il y avoit autrefois en Italie beaucoup plus de bois que de nos jours, et qu'on le trouvoit toujours à portée des côtes. Tout le

---

*course of the populousness of ancient nations, and the political views of Hume.*

monde a' entendu parler de cette crée que César fit abattre lors d Marseille. Or on peut assurer que la Provence on ne trouveroit pas un pent de bois propre à faire des c Le desséchement d'une grande q marais, l'écoulement procuré aux nantes dans une infinité d'endroi tout dans cette partie des Gaule Belgique, sont encore de nouvelle de l'augmentation de l'agriculture

Vous voyez que le travail de l'ho vient quelquefois à changer la n pays: mais quels prodigieux efforts gement ne suppose-t-il pas! Il n' être pas d'exemple plus frappant c peuvent le labeur et la persév l'homme, que les marais de la H les rochers de l'île de Malthe, le levés à la mer, transformés en po prairies, et décorés de belles ville perbes villages; les autres couvert labourable et convertis en jardins duisent des fruits délicieux.

---

## C H A P I T R E III.

*Puissance de la Nature.*

La puissance de la nature agit tantôt seule, tantôt dirigée et secondée par le travail humain. Abandonnée à elle-même, elle fournit des richesses et des non-valeurs, c'est-à-dire des richesses dans lesquelles nous ne reconnoissons aucune utilité: dirigée par le travail, elle ne produit que des valeurs.

Une terre qui n'est pas stérile pour être inculte. Une contrée abandonnée à elle-même, qui ne peut déployer toute sa puissance, sera toujours pauvre en valeurs; elle produira une quantité de substances marquées, mais ces substances ne seront point utiles, elles ne seront d'aucune utilité pour l'homme. La terre y sera couverte d'épaisses herbes inutiles ou nuisibles; les eaux stagnantes et formeront des marais; elle sera peuplée d'animaux sauvages qui seront nuisibles à l'homme et sa vie et le peu de culture qu'il y trouvera; l'air sera obscurci par des nuées d'insectes qui lui causeront des plaies et des ulcères. L'homme en abandonnant cette terre en culture, n'augmente

pas la puissance de la nature, mais la dirige et la rend utile pour lui : il décide la nature à produire des plantes nourissantes à la place des plantes inutiles et vaines qu'elle fournissoit jusque-là ; en exterminant les animaux nuisibles et en soignant les utiles , il décide la nature à consacrer à la reproduction de ces races les forces productives qu'elle dissipoit en multipliant les animaux inutiles ou dangereux.

C'est ainsi que l'homme force la nature à travailler de concert avec lui dans la production des richesses : il dirige sa puissance. Et ce n'est pas seulement dans la culture de la terre que cette puissance lui est utile : les métiers en profitent, et peut-être est-elle plus active encore à servir l'agriculture que le laboureur.

Le feu amollit les métaux : le forgeron profite pour leur donner une forme utile et les rend utiles. L'eau, le vent, l'élasticité des vapeurs, de l'acier, sont des forces que l'homme les emploie à faire tourner les moulins, à soulever des masses énormes à faire aller des machines. La chaleur du soleil fait évaporer l'eau : l'homme profite pour faire cristalliser le sel.

Et pour parler aussi du négociant

est-elle pas l'agent officieux qui lui ouvre ces canaux, ces réservoirs pour l'irrigation intérieure, et dans les pays où existent ces routes glissantes qui facilitent le transport? Ne se charge-t-elle pas, elle-même, de voiturer sous la direction du pilote les magasins flottans qui portent les marchandises à travers des flots d'un hémisphère à l'autre? Et si le pilote sait diriger le vaisseau, n'est-ce pas à l'aide du compas qui dirige l'aiguille de sa bous-

sole? Comment nous tournons à notre profit les lois du monde physique. Nous sommes presque toujours en communauté d'intérêt avec la nature. Il est facile de voir que dans cette communauté nous gagnons doublement à rejeter sur la plus grande partie possible des dépenses matérielles.

Le cultivateur obtient, soit une exemption de travail, soit une exemption de peine, soit une exemption de produits, et souvent ces avantages ensemble.

Les anciens ne connoissoient pas les moulins à eau, leurs temps c'étoient des hommes qui faisoient le blé pour en faire de la farine; il falloit bien vingt hommes pour

broyer autant de blé qu'un moulin  
en peut moudre. Or un seul meûnier  
au plus, suffisent pour alimenter et  
le moulin. Ces deux hommes, à  
cette ingénieuse machine, donnent un  
égal au produit que donnoient vingt  
hommes au temps de César. Nous forçons  
le vent à faire l'ouvrage de dix-huit  
Or les dix-huit hommes que les Anciens  
employoient de plus que nous à ce travail  
vent de nos jours trouver à se nourrir  
autrefois, puisque le moulin n'a pas  
les produits de la société, et en même  
leur industrie peut s'appliquer à d'autres  
autres produits et à multiplier nos richesses.

---

## CHAPITRE IV.

*Travail—industriel—productif—libre.*

*Travail* est l'action des facultés humaines, dirigée vers un but utile. Les actions qui n'ont point en vue un résultat utile ne méritent pas d'être appelées tra-

vaux ; tout travail a pour but de produire des richesses ; mais comme nous avons distingué deux classes de valeurs, il faut aussi distinguer deux genres de travail : l'*industriel*, qui s'applique à produire des richesses matérielles, et le *travail immatériel*, qui s'occupe de produire des biens internes. Or, comme le premier travail ne sauroit être directement productif dans les deux genres, nous devons considérer l'industrie comme productive de richesses, et le travail immatériel comme productif seulement en biens internes ; la première comme stérile pour la production de richesses, le second comme stérile pour la production de biens internes (1).

L'industrie se compose d'un nombre de travaux particuliers, mais qui se classent naturellement dans les quatre classes suivantes :

La première comprend les travaux qui recueillent ou exploitent les produits spontanés de la terre ; — la seconde, ceux qui déterminent la terre à produire suivant les vues de l'homme ; — la troisième, ceux qui préparent les produits bruts de la terre et du travail afin de les approprier à l'usage de l'homme ; — enfin la quatrième comprend les travaux nécessaires pour échanger ces produits de la nature et du travail au consommateur. La première classe de travaux industriels comprend trois branches principales, la chasse, la pêche et le travail des mines ; elle est comprise dans la seconde sous le nom commun d'*industrie agricole* (1) ; la troisième s'appelle *industrie manufacturière* ; et la quatrième *industrie commerçante*.

---

(1) Il seroit à désirer qu'on eût un terme particulier pour distinguer les travaux qui recueillent ou exploitent les produits spontanés de la terre. Je n'ai pas osé en créer une langue qui m'est étrangère ; mais j'en ai fort senti le besoin dans le cours de mon travail.

verrons par la suite que les trois der-  
 classes supposent chacune un accrois-  
 proportionnel de richesse et de ci-  
 on pour être exercées dans toute leur  
 e : ainsi le développement du travail  
 el, quand il est abandonné au cours  
 des choses, suit nécessairement dans  
 peuple le même ordre dans lequel  
 ai présenté les différens genres d'in-

Le premier travail auquel une peu-  
 sauvage puisse se vouer, c'est la chasse  
 pêche : elles sont l'occupation des  
*chasseurs* (1). Les progrès de la  
 conduisent ensuite à fonder sa sub-  
 sur la multiplication des animaux  
 c'est l'industrie des *peuples pas-*  
*nomades*. L'époque la plus déci-  
 ur la richesse et la civilisation d'une  
 , c'est lorsqu'elle passe à la vie sé-  
 e et qu'elle se constitue un *peuple*  
*le*. Enfin, à mesure que sa prospé-  
 ance, il lui est possible de devenir  
*peuple manufacturier et commerçant*.

---

de dénomination, comme vous voyez, n'exclut point  
 mais bien le travail des mines; celui-ci suppose  
 moyens que les peuples sont rarement en état de  
 avant d'avoir embrassé l'agriculture et introduit chez  
 les plus nécessaires.

Le point de vue d'où nous considérons l'industrie, est toujours celui de sa plus grande extension, à moins que le contraire ne soit expressément indiqué.

L'industrie est la principale source de la production des richesses : mais est-elle toujours productive ? Voilà une question délicate, et qu'il importe avant tout de clarifier.

Nous avons reconnu que le travailleur ne produit rien de bon que la nature ne soit productive, et que, dans le sens de l'économie politique, que les richesses qu'ils fournissent des valeurs. Dans la mesure de la richesse nationale, où il n'y a que de *valeurs échangeables*, ces richesses ne sont productives que lorsqu'elles sont échangeables de pareilles valeurs. Or la valeur n'est échangeable, comme vous le savez, que dans un certain point de l'opinion du producteur, mais de celle du consommateur ; ainsi, c'est la dernière seule décide si l'industrie est productive ou non.

Il s'ensuit que le travailleur, pour que son industrie productive, doit être évaluée par l'opinion du consommateur, et il ne peut rarement de le faire. Le travailleur ne travaille que pour la peine, et cette peine ne seroit suivie d'aucune récompense si elle n'étoit payée par le consommateur.

na valeurs (1). Or, comme la nation consulte jamais l'opinion, il en résulte que le travail est plus régulièrement et plus abondamment productif que la puissance militaire, quand celle-ci est abandonnée à elle-même.

Enfin, cette considération n'épuise pas le sujet de la question. Le travail agricole ne coûte rien ; celui de l'industrie exige des avances. Dans tous les cas, il faut au moins que le travailleur soit nourri, vêtu, logé ; le plus souvent il a besoin encore de matériaux et d'outils. Ainsi, par exemple, le laboureur qui produit du blé, s'il n'a pas de quoi semer depuis le temps des semailles jusqu'à la récolte, et s'il manque de bœufs, de bestiaux et d'instrumens ara-

gricultures, ce bétail, ces instrumens, se perdent plus ou moins pendant son travail ; les subsistances dont se nourrit le travailleur, sont détruites ; sa demeure, ses meubles, ses outils s'usent et se dégradent pendant le travail qu'il en fait. Si le produit de son travail, venant à être échangé, ne le

---

(1) L'Introduction, p. 145.

dédommageoit pas pleinement des sacrifices, son travail auroit consisté en ce qu'il n'auroit produit ; en d'autres termes, il auroit été improductif.

Ainsi le travail industriel, pour être productif, doit au moins produire la consommation qu'il a occasionnée. La puissance de la nature est productive dès qu'elle produit une valeur ; le travail humain ne l'est que lorsqu'elle produit une valeur suffisante pour remplacer la production.

Si l'on vouloit pousser plus loin la rigueur du raisonnement, on pourroit dire que le travail industriel qui se contente de reproduire ce qu'il consomme même n'est pas encore un travail productif. En effet, pour mériter cette qualification dans le sens le plus strict, il ne suffit pas que le travail industriel *reproduise* ce qu'il a coûté ; il faut qu'il *produise* quelque chose en sus, qui puisse augmenter la richesse nationale. Mais en bornant de cette manière la notion du travail productif, on seroit plus applicable à une grande partie des travaux industriels, qui rendent plus qu'ils consomment, et dont l'activité contribue cependant à maintenir la ri-

quoiqu'elle ne la fasse pas aug-  
te, chaque genre d'industrie, pris  
al, est toujours productif, quoique  
travail en particulier ne le soit pas  
de même. L'industrie agricole, ma-  
ère et commerçante sont toujours  
es ; mais il ne s'ensuit pas que  
aboureur, chaque artisan et chaque  
l fasse un travail productif. Vous  
on a tort d'appliquer le terme *pro-*  
x travailleurs qui exercent les diffé-  
ustries, puisque cette qualification  
ent qu'au travail. Le travailleur pro-  
e'est celui qui produit une valeur  
a consommation productive, non  
qui exerce un travail productif.  
lleur improductif, c'est celui qui  
ne valeur inférieure à sa consom-  
lors même qu'il est occupé à un  
oductif. Il s'ensuit que le même  
peut être tantôt l'un, tantôt l'autre,  
est jouer de mots et obscurcir le  
ent, que d'étendre ces qualifica-  
es classes entières de la société.  
omie politique considère l'homme  
n être libre, mù par sa propre  
car aussitôt qu'il est forcé d'agir.

d'après la volonté d'un autre homme, cette dernière qui devient le prix de l'action, et l'être agissant n'est plus une machine. Telle est la condition des hommes libres et des serfs.

Cependant l'industrie des esclaves n'est pas toujours un travail forcé. En France, par exemple, un grand nombre de cultivateurs travaillent absolument pour leur compte, en payant à leurs maîtres une avance en argent; les esclaves les mêmes, qui font des corvées pour leur propriétaire, se procurent leur subsistance par un travail libre qui les mène quelquefois à l'aisance.

Ainsi, sous ce rapport, le travail de l'esclave fait un objet de l'économie politique. Son travail libre est motivé par son intérêt individuel, par le désir d'améliorer sa condition, comme le travail de tout autre ouvrier qui jouit de la liberté personnelle; son travail forcé, au contraire, est déterminé par la contrainte, et dès-lors il n'est plus un objet de l'économie politique. Cependant la quantité de travail forcé qui se fait annuellement en Russie, est encore très-considérable, et que la condition des esclaves influence puissamment sur la richesse

pire, je n'oublierai pas de diriger l'attention sur les effets de ces deux choses, lorsque l'analyse du travail aura procuré les lumières nécessaires pour les apprécier (1).

Il reste encore une observation à faire sur le travail industriel. L'économie ne considère l'industrie que sous les rapports qu'elle a avec l'accroissement et la diminution des richesses, mais nullement sous ses procédés d'exécution. Ceux-ci sont l'objet de plusieurs sciences particulières, de l'*agronomie*, de la *technologie*, de la *science du commerce* etc.

---

Il sera traité de ces choses dans le VIII<sup>e</sup> Livre.

---

## C H A P I T R E V

*Importance du travail dans la production  
des richesses.*

Nous avons vu de quelle manière la nature est active dans la production des richesses : le rôle que le travail joue est bien plus important. La nature fournit spontanément des richesses : mais il faut le travail pour s'en emparer, pour les rendre propres à notre usage, pour les transporter du lieu où elles abondent à celui où nous en avons besoin. La nature aide le travail, elle ne le détermine pas ; elle ne le supplée pas encore du travail. Ainsi, quelle que soit la libéralité de la nature, aucun des produits spontanés, aucun effet de sa bonté ne peuvent devenir immédiatement utiles à l'homme, sans supposer du travail. Les produits mêmes les plus communs de la nature ne s'obtiennent qu'à ce prix. Lorsque je suis loin de la rivière, l'eau me coûte le travail de l'aller chercher ; lorsqu'elle est sur le bord de la rivière, elle me coûte le travail de me baisser pour en prendre. Je ne vais pas la chercher moi-même.

le travail de celui qui me l'apporte peut en dire autant du sable ou du gravier car dans les villes mêmes qui sont sur le terrain le plus sablonneux, on occasionne une dépense à la pluviométrie (1).

Et du travail pour se procurer les pierres que la nature répand partout avec une grande profusion et qui se trouvent sous nos mains, que ne sera-ce pas pour les pierres que la nature distribue avec parcimonie ou qu'elle cache dans le vaste es-

Leur moderne nous instruit du prix courant de l'eau. La barrique de 20 ou de 24 pintes y coûte :

15 rées ;	environ 1 sou 10 deniers de France ;
20 — — —	2 - 6 — — —
30 — — —	3 - 9 — — —

Et continue l'auteur, la population de cette capitale de 100 000 âmes, en comptant seulement 5 barriques d'eau par chaque individu, et en ne portant le prix de l'eau qu'à 2 sous pendant toute l'année, il en résulte une dépense de 1,800,000 livres tournois (environ 450 000 francs) dans un an. *Tableau de Lisbonne. Paris* 1789. — La ville de St.-Petersbourg est traversée par la Néva et par plusieurs canaux ; mais l'eau est un objet très-coûteux pour les habitans. Dans cette ville, un tonneau d'eau potable se vend ordinairement pour 2 roubles assignats.

pacé des airs, dans les abîmes de la terre? Le cultivateur ne vit que des dons spontanés de la nature, mais à quel travail pénible, à quels dangers n'est-il pas exposé pour se procurer! Placez-le dans la contrée la plus fertile, entourez-le d'une abondance de produits et mettez-le dans l'impossibilité de faire travailler d'autres personnes, il mourra de faim au milieu de cette abondance.

Mais quelle que soit la fertilité d'un pays, nulle-part la nature n'est libérale pour fournir spontanément les richesses qu'exigent les besoins du civilisé. Observez la terre encore dans un des plus beaux climats du monde, vers. Le continent austral qu'on

Ainsi l'eau est une richesse, tout comme l'or et le diamant, car c'est un objet échangeable, qui a son prix. D'autres objets plus vils et plus dégoûtans se rangent dans la même classe. A Paris et dans plusieurs autres villes, on afferme le droit d'enlever les boues, que le propriétaire de la ferme revend avec profit. A Leeds, à Halifax, l'urine est employée à la foulure des draps, cette urine est recueillie par les domestiques et vendue à des charrettes qui la portent aux fabriques. Cette marchandise y est vendue au nom de *old lanc*. (Beckmann, *Technologie*, p. 7)

Hollande, est tel qu'il est sorti des  
la nature ; ses habitans n'en ont  
ngé l'aspect. Quel spectacle nous  
terre heureuse ? Propre à se cou-  
ruits les plus exquis, des plus ri-  
sons, elle peut à peine fournir à  
ns nuds et clairsemés de quoi ap-  
ar faim, tandis que sur le sol le  
t, dans l'île de Malte par exemple,  
qu'un rocher, 'on voit, grâce à  
humaine, subsister à l'aise une  
e population.

---

## CHAPITRE VI

### *Causes de l'amélioration dans les productives de l'industrie: Du travail.*

Le travail industriel, comme nous l'avons vu, est plus ou moins productif selon qu'il produit une valeur plus ou moins grande au-delà de la consommation qu'il nécessite. Or en comparant les travaux de cette espèce, nous trouvons que cette valeur est d'autant plus grande que les produits du travail sont, et plus nombreux, et plus parfaits.

Supposons deux cordonniers, chacun fasse une paire de souliers dans une journée. L'un fera de bons souliers, l'autre fera de mauvais: le travail de l'un sera plus productif que celui de l'autre. Et si tant que leurs souliers fussent également bons, si l'un en fait deux paires dans une journée tandis que l'autre n'en fait qu'une, le travail du premier sera encore plus productif du double. Enfin si le t

---

(1) Voyez le chap. IV. p. 185.

rénit dans ses produits les avan-  
la quantité et de la perfection ;  
it deux paires de bons souliers dans  
espace de tems qu'il faut au se-  
ur en produire une paire de mau-  
travail du premier est incomparable-  
s productif que celui de l'autre.

quez cette observation à des nations  
vous trouverez également que la  
industrie est plus productive chez les  
chez les autres. Par exemple, il  
s de doute qu'une manufacture an-  
de quelque genre que ce soit, ne  
dans le même espace de tems, et  
produit et un produit plus parfait,  
peut fournir une manufacture russe  
e genre.

ient cette différence ? Quelles sont  
es qui apportent cette amélioration  
s facultés productives du travail ?  
u génie d'Adam Smith, cette ques-  
ortante n'est plus un problème : la  
qu'il en a donnée est une des plus  
couvertes qui se soient jamais faites  
domaine de l'économie politique.  
s montre, qu'abstraction faite de  
e de la civilisation, dont il ne s'a-  
ici, le perfectionnement de l'in-

dustrie dépend surtout de deux causes principales, savoir de la *division du travail* et de *l'emploi des capitaux* (1). Ce second objet étant réservé pour le Livre II, il n'y a que le premier qui nous occupe et que nous considérons dans celui-ci.

La division du travail n'est autre que cette séparation de travaux par laquelle plusieurs personnes se partagent la production des produits, de sorte que chacun ne fait qu'une partie de l'ouvrage, et que tous travaillent à faire la même. Des paysans qui cultivent la plupart des nôtres, s'occupent de tous les travaux de l'agriculture, à fabriquer de leurs vêtements, à forger eux-mêmes les ustensiles de fer dont ils ont besoin. On voit de tels paysans négliger souvent leurs champs; et le drap, le cuir, les ustensiles qu'ils produisent, sont de qualité très-inférieure. Que la division du travail s'introduise dans un village, les individus alors se borneront à cultiver des terres, d'autres seront tisserands, d'autres tailleurs, d'autres cordonniers.

---

(1) On a voulu contester à Smith la découverte de la division du travail; j'ai tâché de montrer dans la Note II, que cet honneur ne peut lui être ravi.

ersons, et chaque classe fournira  
ment beaucoup plus de produit,  
re un produit bien plus parfait.  
e qui se borne à une seule occu-  
t qui l'exerce pendant toute sa vie,  
ellement beaucoup plus d'ouvrage  
mieux. Ainsi, pour parler le lan-  
a science, la division augmente  
ment les facultés productives du

mprenez facilement, Messieurs,  
ouliers d'un cordonnier qui n'exer-  
sa vie que son métier, doivent  
*ex faits* que ceux qu'un tailleur  
fantaisie de faire: il n'y a rien d'é-  
cela. Mais quelle que soit l'idée  
vous fassiez de l'*augmentation*  
*it* qui résulte de la division du  
e suis sûr qu'elle sera toujours bien  
s de la réalité. Voici quelques  
qui peuvent servir à rectifier cette

eron ordinaire, habile à manier le  
mais qui n'a jamais fait de clous,  
- difficilement à bout d'en faire 2  
ans sa journée; encore seront-ils  
ais. Un forgeron qui aura été ac-  
à en faire, mais qui n'en aura pas

fait son unique métier, aura peine à fournir dans un jour plus de 800 clous millier. Or Smith affirme avoir vu des gens au-dessous de vingt ans, n'ayant exercé d'autre métier que celui de fabriquer des clous, qui pouvoient fournir chacun 2300 clous par jour. Toutefois la fabrication d'un clou n'est pas une des opérations les plus simples. La même personne fait les soufflets, attise ou raccommode le feu, chauffe le fer, et forge chaque partie du clou. En forgeant la tête, il faut souvent changer d'outils.

Plus la division du travail est poussée, plus le résultat est étonnant. Il y a des manufactures de clous où les opérations sont plus simples et plus chétives que dans celle de l'épingle: cependant il existe des manufactures où le travail de l'épinglier est distribué entre dix-huit ouvriers. L'un passe le laiton dans la filière, un autre le coupe, un troisième le guise les pointes; la tête seule exige deux ou trois opérations distinctes, exécutées par autant de personnes différentes; c'est une occupation distincte et séparée de celle de couper le papier et d'y placer les épaves. Smith a vu une manufacture de ce genre assez mal montée, et où dix ouvriers seulement travailloient: cependant ils fabri-

pour 48,000 épingles. Si chacun de ces ouvriers avoit travaillé seul et exécuté différentes opérations, il n'en auroit pu être terminé que 20 dans un jour; mais les ouvriers n'en auroient fait que le tiers, ou de 48,000.

Le prodigieux effet de la division du travail est attribué à trois causes.

1. Les facultés mécaniques de l'homme se développent singulièrement dans les occupations simples et souvent répétées. Le travail manuel d'un homme est toujours plus prompt à quelque opération très-simple, et plus exacte dans cette opération la seule occupation de sa vie; il y acquiert nécessairement une grande dextérité. La rapidité avec laquelle ils exécutent certaines opérations dans ces occupations, passe tout ce qu'on pourroit attendre.

2. Dans les occupations simples on évite la perte de tems à passer d'une occupation à une autre. Cette perte est souvent beaucoup plus grande qu'on ne seroit porté à la croire. Souvent tout travailleur muse un peu avant de commencer une besogne pour en commencer avec plus de soin; il lui faut du tems pour se mettre à l'ouvrage; il lui faut donner à ce qu'il va faire une plus grande dose d'attention. Les



samment soulevé. Cet emploi étoit un jeune garçon. Un jour, un de ces gens, qui avoit envie de jouer avec ses camarades, s'aperçut qu'il suffiroit, et le robinet s'ouvrit et se fermât, et au manche qu'on lui avoit donné pour tourner, une ficelle qui répondit au bas du piston. Dès-lors le piston par son mouvement remplit les fonctions d'une personne des plus utiles perfectionnemens de cette machine fut dû à un enfant qui avoit choit qu'à s'épargner de la peine (1). Le moulin à filer le coton, qui meut 2000 livres est pareillement l'invention d'un ouvrier employé à la filature de cette machine. Il parvint à filer plusieurs fils à la fois, et *John Arkwright*, alors perruquier, attrapa la chose de cette découverte, et travailla insensiblement à lui donner un degré de perfection qu'il n'atteignit qu'en 1780. Il réussit à construire ses grands moulins avec plus de facilité que ses essais lui avoient fait gagner. Il obtint une patente ou un privilège qui lui permit de conserver la première invention de son genre (2).

---

1. Vol. I, p. 15.

2. Tableau de la Grande-Bretagne, T. I, p. 107.

Nous ignorons les noms des inventeurs de presque toutes les machines les plus utiles ; cette circonstance seule prouve que ces machines c'étoient des gens peu connus et qui ne se soucioient guère de l'être , pourvu qu'ils découvrirent leur valussent les avan- tages qu'ils en tiroient. Les machines sont donc le produit de l'industrie des artisans et des artisans eux-mêmes, et non de l'industrie des philosophes et des savans, à moins qu'ils ne fussent parvenus à découvrir des principes généraux qui fussent applicables à une multitude de machines particulières.

Ce seroit cependant aller trop loin que d'attribuer l'invention et le perfectionnement de tous les outils et de toutes les machines à des ouvriers placés pour leur usage personnel. Un grand nombre de machines sont dûes à l'industrie des faiseurs de machines, depuis que la construction des machines est devenue l'objet d'une profession particulière. Il y en a encore dont l'invention ou le perfectionnement est dû à la méditation de philosophes ou des théoriciens, dont la profession n'exécute aucune industrie, mais qui observent, et qui, par cette raison, sont en état de combiner les effets de machines les plus éloignées et les plus dissimilées.

Maintenant, Messieurs, que vous voyez comment la division du travail contribue sur le perfectionnement de l'industrie, concevez aussi sans peine comment elle contribue à rendre les nations riches et à leur procurer une abondance de biens.

propres aux besoins et aux commodités de la vie. Parmi les peuplades sauvages, l'individu est plus ou moins occupé au travail industriel : cependant tout le monde est pauvre. Chez les nations prospères, au contraire, il y a un grand nombre de personnes qui s'occupent de manufactures, et beaucoup d'entr'eux produisent un produit décuple ou centuple de ce qu'ils consomment la plus grande partie de leur temps. Les rois et les seigneurs industriels : cependant le produit est si grand que tout le monde y est abondamment pourvu. Entre le mobilier d'un roi d'Europe et celui d'un cultivateur d'Afrique, il n'y a peut-être pas autant de différence qu'entre les meubles de ce dernier et ceux de tel roi d'Afrique qui règne sur des peuplades sauvages nuds. C'est que, dans les nations civilisées, la division du travail a fait des produits que chaque travailleur se trouve avoir une plus grande quantité de son produit dont il peut disposer à son gré, outre ce qu'il applique à ses propres besoins. Et comme les autres travailleurs sont dans le même cas, il est en état d'échanger une partie de sa quantité de son produit contre une plus grande quantité de celle des autres : ainsi tout le monde est abondamment fourni de toutes les choses nécessaires et agréables de la vie.

Tels sont les avantages de la division du travail: mais elle a aussi ses inconvéniens. Un homme qui ne fait pendant toute sa vie qu'une même opération, parvient à l'exécuter mieux et plus promptement; mais en même tems il devient incapable de toute autre occupation physique, soit morale; ses autres facultés s'affaiblissent, et il en résulte une dégénérescence dans l'homme considéré isolément.

Cet inconvénient n'est pas le seul qui soit attaché à la division: quand elle est poussée aussi loin qu'on la porte souvent dans les manufactures, elle rend plus odieuse et plus fastidieuse la condition des travailleurs. C'est un triste sort que celui de ne pouvoir aller chercher son employé qu'à faire la dix-huitième partie d'une épingle. L'ouvrier qui porte son bras tout un métier, peut aller chercher son industrie et trouver des secours pour subsister; l'autre n'est qu'un accessoire séparé de ses confrères, n'a plus de liberté, ni indépendance, et qui se voit obligé d'accepter la loi qu'on juge à propos de lui imposer. C'est en Angleterre que cet état de choses fait particulièrement sentir; d'ailleurs, c'est que les réglemens sur cette matière

es, mais aussi sans doute parce que la division du travail y est poussée plus que partout ailleurs.

que je vous ai donnée de la division du travail ne seroit pas complète, si nous n'essayions pas de remonter à sa source pour connoître le principe qui y donne lieu. Ce principe, à ce qu'il paroît, est le même qui fait naître les échanges : il consiste dans la *diversité des dispositions naturelles de l'homme et de celles de la terre* (1). Les talens et les goûts des hommes sont tellement diversifiés qu'il ne se trouve pas un homme, quelque petite qu'on la suppose, dans laquelle cette diversité ne se fasse remarquer. Or chacun aime à se vouer de préférence à la besogne pour laquelle il se sent le plus de talent et du goût, et si tous suivent leur penchant, la division du travail se trouve établie. Dans un village, par exemple, un premier individu a de l'aptitude pour tisser de la toile ou du drap ; un second, pour fabriquer des ustensiles de fer ; un troisième, pour cultiver la terre etc. ; et cette aptitude particulière est secondée dans chacun par un penchant très-décidé qui l'entraîne

---

(1) L'Introduction générale, p. 75 — 81.

vers ces occupations. Chacun perçoit qu'il réussit moins bien dans le métier qui demande le plus de soins pour laquelle il a moins de dispositions : qu'y a-t-il de plus naturel que de vouloir s'accorder de manière à pouvoir employer chacun à l'occupation qu'il réussit dans laquelle il réussit ? En conséquence l'un se borne à être tisserand, l'autre à être forgeron, le troisième se voue à la culture, et chacun évalue le produit superflu de son travail comme le produit superflu du travail de l'autre.

Ajoutez à cela l'influence que la fertilité du sol et des produits spontanés de la nature exerce sur le travail humain, et vous concevrez aisément qu'il doit nécessairement se diviser tôt ou tard, dans tout pays qu'il étendue. Ici la terre est fertile et le cultivateur s'applique à la cultiver ; là elle produit de bons pâturages : il préfère de ne pas cultiver que de faire des troupeaux. Placé sur le bord d'une rivière poissonneuse, il devient pêcheur ; habitant d'une contrée couverte de forêts, il s'occupera de la chasse. Les premiers arts ne peuvent naître que là où se trouvent les matières premières ; dans une contrée qui produit du chanvre ou de la laine, on dev

ns celle qui est riche en fer, on  
s forges. Enfin, si le commerce  
des autres industries, c'est d'abord  
lieux qui offrent une communica-  
e avec d'autres contrées, soit par  
es, soit par le voisinage de la

nsi que la division du travail s'éta-  
ssairement partout où les hommes  
es de choisir les occupations qui  
iennent (1). A mesure que la di-  
t des progrès, les échanges se mul-  
et cet effet devient à son tour la  
une subdivision ultérieure du tra-  
plus il est possible d'échanger le  
uperflu, plus il est possible de sub-  
travail qui le fournit. D'abord les  
ns les plus dissemblantes se sépa-  
classes des cultivateurs, des arti-  
s commerçans se constituent. En-  
acune de ces professions se subdi-  
plusieurs métiers : les cultivateurs

---

suit qu'elle ne peut pas s'établir là où le contraire  
une des suites les plus déplorables de la servi-  
empêche la division du travail, et par conséquent  
nement de l'industrie et l'accroissement de la ri-  
nale.



## C H A P I T R E VII.

*es que la nature des choses met à  
 sion du travail. Bornes prescrites  
 nature des travaux.*

ant la division du travail ne peut  
 à l'infini : elle a des bornes pres-  
 r la nature des travaux et par le  
 produit.

re de certains travaux admet une  
 ivision ; celle d'autres travaux s'y  
 esqu'entièrement.

trie manufacturière est celle de  
 i est susceptible de la plus grande  
 l'industrie agricole admet le moins  
 n dans les travaux ; l'industrie com-  
 tient le milieu entre les deux au-  
 terrain que les cultivateurs travail-  
 très-étendu, et les force à se tenir  
 des distances les uns des autres.

l'agriculture n'admet pas la con-  
 une même opération. Un même  
 e sauroit labourer toute l'année,  
 un autre récolteroit constamment.  
 est rare qu'on puisse s'adonner à  
 e culture dans toute l'étendue de

son terrain , et la continuer pendant plusieurs années de suite. La terre ne porteroit pas ; et si la culture étoit sur toute une propriété , les récoltes tombent aux terres et les récoltes tombent aux mêmes époques , tandis que dans d'autres instans les ouvriers resteroient occupés.

La nature des travaux de la culture veut encore qu'il convienne au cultivateur de produire lui-même les légumes , les bestiaux , et même une partie des instrumens et des constructions qui servent à la consommation de sa maison. La production , quoique ces choses ne soient pas leur l'objet des travaux exclusifs de plusieurs professions.

C'est peut-être l'impossibilité d'une séparation aussi entière et aussi complète des différentes branches de l'agriculture qui est cause que dans cet art les facultés productives du travail ne font pas des progrès aussi rapides que dans les manufactures et le commerce. En comparant l'état de l'agriculture chez les Anciens et chez les Modernes , chez les peuples éclairés et chez les peuples ignorantes , il s'en faut de beaucoup que l'agriculture nous présente cette supériorité qui nous frappe dans l'économie

s et du commerce chez les uns et  
. Combien les manufactures n'ont-  
gagné depuis trois siècles par une  
on mieux entendue des travaux,  
lication de la chimie et de la mé-  
Combien le commerce ne s'est-il  
ctionné par la découverte de la  
par l'invention des montres, par  
ment des postes et des banques,  
roduction des lettres-de-change ?  
e l'agriculture, malgré le progrès  
s lumières, malgré celui des scien-  
elles en particulier, malgré les en-  
ens qui lui ont été prodigués par  
rnemens et les efforts des sociétés  
n'est pas bien loin aujourd'hui du  
elle étoit chez les peuples éclai-  
antiquité. Lorsque Richard Ark-  
venta la machine à filer le coton,  
a les deux tiers de ce genre de  
le rendit vingt fois plus produc-  
n'étoit auparavant : or quelle est  
n en agriculture dont l'effet puisse  
paré à celui-ci ?  
res des peuples industriels et ri-  
, à la vérité, en général mieux  
que celles des peuples moins avan-  
vilisation et en richesse ; les pre-

miers en retirent aussi un produit p  
 mais la supériorité de ce produit  
 pas de beaucoup la supériorité de  
 de dépense. Les pays arriérés e  
 rité, malgré l'infériorité de leur  
 peuvent en quelque sorte rivaliser  
 pays prospères pour la bonté et le  
 ché des produits agricoles; mais i  
 vent prétendre à la même concu  
 fait de manufactures, du moins s  
 nufactures sont analogues au sol,  
 et à la situation du pays prospère  
 de Russie est tout aussi bon et  
 même prix que le blé d'Angleterre  
 la Russie soit inférieure à l'Ang  
 côté de l'opulence et de l'industrie  
 tefois les terres d'Angleterre sont r  
 tivées que celles de Russie. Mais  
 rées manufacturées d'Angleterre se  
 néral supérieures à celles de Rus

---

(1) *Turgot* dit positivement que de son ten  
 grains de France étoit plus haut que celui des  
 logne, et que les commercans français ne pou  
 la concurrence de Danais et des autres ports  
 uique, qu'à raison de la différence des fraix de  
 sont moindres pour la France lorsqu'il s'agit d'  
 l'Espagne ou quelque'autre pays méridional. (O  
 p. 174.)

meilleur marché, à pareil degré  
ant, s'il est vrai que l'industrie  
est moins susceptible de division  
autres industries, il faut aussi con-  
l'ignorance et l'intérêt mal-enten-  
cultivateurs s'opposent souvent à telle  
de travaux qu'il seroit possible  
duire. Bien des travaux étrangers  
culture sont exercés par les cultiva-  
ns la vue de gagner eux-mêmes les  
ne feroient sur ces travaux les ar-  
les commerçans auxquels ils pour-  
abandonner. Ces cultivateurs cal-  
al : la division du travail permet  
facturiers et aux commerçans d'exé-  
ur eux ces travaux à moins de fraix  
peuvent les faire eux-mêmes. Il y  
e croire que le bas prix du sucre  
ne tient en partie à ce que la di-  
travail dans la production de cette  
est poussée plus loin que dans les  
européennes d'Amérique. « La fa-  
du sucre à la Chine, dit le lord  
zey (1), est une entreprise dont ne  
point celui qui cultive les cannes.

---

ge à la Chine, T. IV, p. 198.

Les fabricateurs se transportent dans les plantations avec l'appareil qui leur est nécessaire, et que les planteurs des Antilles regarderoient comme insuffisant et leur mépris.» Il est vrai que les canaux dont la Chine est traversée sentent pour cela des facilités que nous ne voyons pas dans les îles à sucre ; néanmoins il est évident que, comme nous le verrons au Livre II, dans ces dernières, ce genre d'industrie n'est point encore ce qu'il devrait être pour parvenir cette denrée au meilleur marché possible.

---

## H A P I T R E V I I I.

*prescrites à la division du travail  
par l'étendue du marché.*

avez vu, Messeigneurs, que la division du travail suppose l'échange du produit. Un homme qui se voue à une occupation exclusive, ne travaille que pour un autre homme : comment satisferoit-il à ses voisins, s'il ne pouvoit troquer le sien contre son produit contre d'autres produits ?

Il est évident de là que la division du travail est limitée par le débit du produit, et non par la science, comme on aime à parler le langage de la science, *de la science du marché.* Dix ouvriers peuvent fabriquer 48,000 épingles dans un jour, mais la demande ne peut être que là où il se consomme. Si chaque jour un pareil nombre d'épingles est demandé, si la demande journalière ne s'étend pas au-delà de 48,000 épingles, la fabrication ne pourra aller plus loin à ce point, parce qu'un si grand excès dépasseroit la demande.

Le marché, ou le *marché*, peut être borné par la demande même où le travail se fait ; il peut s'étendre sur d'autres contrées.

Il y a des travaux dont les produits sont nécessairement consommés dans le lieu même où le travail se fait. Tels sont, par exemple, les travaux des portiers, des charrons, des charcutiers, des charpentiers, des maçons, etc. D'autres travaux fournissent des produits qui ne pourroient être consommés ailleurs que dans les lieux qui ne le sont pas, soit parce que les professions s'y trouvent déjà établies, soit parce que le produit, transporté ailleurs, reviendrait si cher qu'il ne trouveroit pas de consommateurs qui voulussent l'acheter.

Lorsque le débit est borné au lieu où le travail se fait, la division du travail ne peut avoir lieu dans une grande population rassemblée au même lieu. C'est la raison pourquoy les différents genres d'industrie ne peuvent s'établir séparément que dans les grandes villes. Un paysan, par exemple, ne pourroit pas trouver d'emploi dans un village ou dans une petite ville, pour se borner uniquement à son métier. Les artisans de la campagne sont partout dans la nécessité de s'adonner à toutes les branches d'industrie qui ont un rapport avec leur métier. Un charpentier de village se mêle de toute espèce d'ouvrage en bois; un serrurier de village se charge de tout ce qui se fait en fer: s'il vouloit s'occuper d'un autre genre d'industrie, il ne pourroit pas trouver de consommateurs qui voulussent l'acheter.

rier, il feroit plus d'ouvrage qu'on  
verroit.

est de même relativement à l'industrie  
ante. Voyez un épicier de village:  
ommation bornée de ses denrées  
être en même tems marchand de  
s, marchand de papier, cabaretier  
; tandis que dans les grandes villes,  
nont pas des seules épiceries, mais  
une seule drogue, suffit pour faire  
nerce. A Amsterdam, à Londres, à  
y a des boutiques où l'on ne vend  
ose que du thé, ou des huiles, ou  
igres. Aussi chacune de ces bouti-  
bien mieux assortie dans ces diffé-  
nrées, et on les y achète à meilleur  
à égal degré de bonté, que dans  
iques où l'on vend en même tems un  
ombre d'objets différens.

qu'il faut nécessairement une con-  
on considérable pour que la division  
il soit poussée jusqu'à son dernier  
l résulte qu'elle ne peut pas s'intro-  
ans la fabrique des produits qui par  
t prix ne sont qu'à la portée d'un  
ombre de personnes. Elle se réduit  
e chose dans la bijouterie, surtout  
bijouterie recherchée. Et comme

nous avons vu qu'elle est une des causes de la découverte et de l'application de ces procédés ingénieux, il arrive que c'est souvent dans les productions d'un travailleur isolé, que de tels procédés se rencontrent plus rarement. En visitant l'atelier du lapidaire, on sera ébloui de la richesse des matières, de la patience et de l'habileté de l'ouvrier; mais c'est dans les ateliers où se préparent en grand les choses d'usage commun, qu'on sera frappé d'une invention heureusement imaginée pour expédier la fabrication et la rendre plus parfaite. Pour un bijou, on s'imagine aisément les procédés par lesquels on est parvenu à le faire; mais en voyant un lacet de cuir, on croit peu de personnes qui se doutent qu'il a été fabriqué par un cheval ou par un mulet d'eau; ce qui est pourtant vrai.

Un travail qui ne peut se diviser, qui a un faible débit pour son produit, devient susceptible de division lorsque le débit augmente. Le marchand de village ne se mêle des métiers de maréchal-ferrant, de forgeron, de serrurier, etc., que par la raison qu'il ne peut vendre dans son village tous les ouvrages de sa serrurerie qu'il seroit en état de faire.

as que son marché s'étende, qu'il  
oyen de débiter dans les environs  
ges de serrurerie ; dans ce cas il se  
à son métier ; et si par la suite le  
s'agrandit de plus en plus, et qu'il  
plus pour le fournir lui-seul, il s'as-  
un ou plusieurs ouvriers, qui parta-  
entr'eux la confection de ces ou-

concevez bien que les produits de  
rurier ne trouveroient point de dé-  
es endroits éloignés de son village,  
venoient plus cher que le prix au-  
pourroit les fabriquer sur les lieux,  
nt les produits qu'on envoie au loin  
pporter les fraix de transport qui  
nt leur prix. Ainsi, plus ces fraix  
liques, plus le marché d'un objet  
être envoyé au loin, peut s'agran-  
lus aussi le travail qui produit cet  
evient susceptible de division.

elles sont les circonstances qui dimi-  
fraix de transport ? Cette question  
telle importance, que j'en réserve  
n pour le chapitre suivant.

---

## C H A P I T R E IX.

*Comment le marché s'étend par la facilité des transports.*

L'abondance et le besoin réciproques des denrées que produisent deux pays ne suffisent pas pour faire naître l'échange de ces denrées. Si la distance qui sépare ces deux pays, ou si la difficulté des routes rend le transport impossible ou très-coûteux, chacun de ces pays, ou se passera de l'autre, ou cherchera de s'en pourvoir par des voies plus courtes et plus praticables. Par exemple, les vins de Hongrie sont en demande en cet Empire, à son tour, produit des denrées qui sont en demande en Hongrie ; cependant le commerce qui subsiste entre ces deux pays est peu de chose, à cause des frais considérables qu'occasionne le transport par terre sur de mauvaises routes des provinces du midi de la Russie jusqu'à la possession de vins de Moldavie et de l'Archipel ; celles du nord se pourvoient de vins de France et de Portugal, malgré la distance de ces pays, ré-

marché à St. Pétersbourg et à Arque les vins de Hongrie, parce qu'ils sont transportés par mer des ports de l'Espagne et de Portugal jusque dans les ports de la Baltique.

Des les moyens qui servent au transport des marchandises, celui qu'offre la navigation est le plus simple et le moins dispendieux.

Il s'ensuit que le transport par eau est le marché plus étendu à chaque industrie que ne fait le transport par terre.

A l'aide de la navigation, un petit nombre d'hommes peut transporter la même quantité de marchandises, pour laquelle il faudrait sur terre, un grand nombre de charrettes conduites par un grand nombre d'hommes, ou même par un grand nombre de chevaux ou de boeufs. Par exemple, les grandes barques qui vont sur le Volga, peuvent être chargées de 60,000 pouds et au-delà; et lorsqu'elles descendent le fleuve, il ne leur faut qu'un petit nombre d'hommes pour les diriger. Nos rouliers, comme vous le savez, vont toujours en file; chaque chariot est traîné par un

---

vous rappelez sans doute qu'une denrée trouve son marché partout où elle peut s'échanger ou se débiter; voir l'Introduction générale, p. 83 et 90.

seul cheval, et ne peut être chargé que de 30 pouds environ; deux chariots plus quatre, sont conduits par un homme. Ainsi, pour transporter 60,000 pouds de marchandises par eau sur le Volga, il faut qu'une barque et 20 hommes; pour transporter par terre la même quantité de marchandises, il faut 2000 chariots, traînés par 2000 chevaux, et au moins 500 hommes pour les conduire. En supposant que le transport par l'une et de l'autre manière ait pris le même égal de tems, la même quantité de marchandises, transportée par terre, aura coûté pour porter la dépense de l'entretien de 2000 hommes, et de plus, non-seulement l'entretien, mais encore les réparations et le achat de 2000 chevaux et d'autant de chariots, que la même quantité de marchandises transportée par eau, se trouvera seulement payée de l'entretien de 20 hommes, du achat ou louage d'une barque, en y ajoutant simplement la valeur du risque un peu grand. S'il n'y avoit donc entre deux lieux situés sur le Volga (par exemple entre Nijegorod) d'autre commerce que celui de transporter on ne pourroit transporter de l'une à l'autre que des objets d'un prix considérablement à leur poids; et elles ne

aséquent qu'une très-petite partie du  
ce qui subsiste actuellement entr'elles.  
avigation sur mer offre les mêmes a-  
s. Si la mer n'ouvroit pas une route  
t peu dispendieuse au transport des  
ndises, il n'y auroit que peu ou point  
merce entre les parties éloignées du

Quelle sorte de denrées pourroit  
er les fraix d'un voyage par terre de  
s à Calcutta? ou, en supposant qu'il  
t d'assez précieuse pour valoir une  
pense, quelle sûreté y auroit-il à la  
à travers les terres de tant de peu-  
rbares? Cependant ces deux villes  
nnent aujourd'hui entr'elles un com-  
rès-considérable, et par le marché  
s'ouvrent l'une à l'autre, elles don-  
très-grand encouragement à leur in-  
respective.

que le transport par eau présente de  
ds avantages, il est naturel que les  
s progrès de l'industrie se soient mon-  
tout où cette facilité ouvre le monde  
our marché au produit du travail in-  
, et qu'ils soient beaucoup plus tar-  
s les parties intérieures du pays. C'est  
côtes de la mer et le long des rivières  
les que l'industrie de tout genre com-

mence à se subdiviser et à faire des  
Les premières nations prospérantes  
toire nous montre, sont celles qui ont  
autour des côtes de la Méditerranée, la  
la Phénicie, Carthage. De même  
encore que les progrès des manufa  
de l'agriculture datent de la plus ha  
quité dans le Bengale et dans quelq  
vinces orientales de la Chine. Tous  
sont arrosés par de grands fleuves  
pés par des golfes qui se prolonger  
bien avant dans les terres. L'inté  
l'Afrique, au contraire, étant dépe  
pareilles communications, semble  
les tems avoir été dans un état de  
et de pauvreté.

Le défaut de côtes maritimes à sa  
été une des causes principales qui  
trefois arrêté les progrès de la prosp  
tionale en Russie. Rappelez-vous,  
gneurs, l'industrie et la richesse de l'  
Novgorod, et comparez cet état  
au dénuement et à la pauvreté o  
alors les provinces orientales de cet  
ce contraste s'explique en partie pa  
munication qu'offroit le Volkhof av  
tique, communication par laquelle  
rod entretenoit des liaisons com

illes qui bordent les côtes de cette  
 is que l'intérieur du pays étoit pres-  
 ment privé du commerce avec les  
 Le génie de Pierre le Grand a bien  
 uence de cette cause ; car de toutes  
 prises de ce monarque, celle qui  
 le plus à coeur, c'étoit le soin de  
 des côtes à la Russie et de perfec-  
 a navigation intérieure. Peut-être  
 rapport a-t-il plus fait pour la pros-  
 son Empire, que par toutes ses  
 positives, tendantes à y transplan-  
 trie et la civilisation de l'Europe (1).  
 gation intérieure suppose des fleuves  
 côtes ; l'art ne peut la perfectionner  
 existent ces avantages naturels. Le  
*par terre*, au contraire, est indé-  
 le ces circonstances, et quoique la  
 terrain présente quelquefois de  
 difficultés pour construire de bonnes

---

lions cependant pas que l'étendue du marché  
 cause secondaire qui favorise la division du  
 première et la plus indispensable, c'est la sûreté.  
 VI. p. 207). Sous le premier rapport, il n'y  
 re au monde qui présente plus d'avantages que  
 cependant la division du travail et sa suite, le  
 ment de l'industrie, n'y font point de progrès.

routes, aucun terrain ne s'y refuse ment. Des chemins unis, commodes, praticables dans toutes les saisons, sont un avantage pour tous les pays, mais particulièrement pour ceux qui manquent de communications navigables. La moindre route que Messieurs, vous fera comprendre que le transport des marchandises sur de mauvaises routes exige plus de moyens, plus de dépenses, et qu'il occasionne plus de déchet, que qu'il se fait sur de bonnes routes. C'est pourquoi les Anglais, quoique singulièrement favorisés pour la navigation intérieure, n'ont pendant donné toute leur attention au perfectionnement des routes. Nulle part ailleurs on ne trouve plus belles qu'en Angleterre. Vous n'ignorez pas qu'on y a même pratiqué des chemins en fer de fonte. Toute l'Europe admire ces inventions utiles: mais quel est le pays qui les ait mises à profit?

L'hiver long et rigoureux qui pèse sur la plus grande partie de la Russie, quoique défavorable à l'industrie sous d'autres rapports, procure cependant l'avantage d'avoir pendant quatre ou cinq mois de l'année des routes lentes, préférables aux mauvaises chaussées que l'art pourroit construire. Les commodités que le transport des marchandises

de du *trafnage*, passent de beaucoup  
on s'en fait en d'autres pays. Lors-  
chemin d'hiver est bon, un cheval  
chargé du double du poids qu'il  
traîner en été sur les meilleures  
ailleurs les transports se font bien  
le charroi est plus simple, moins  
et moins exposé au déchet; enfin  
ins sont bien plus courts, puisque  
er les trace lui-même dans la di-  
a plus courte, à travers les marais,  
s et les lacs. Ce sont ces raisons  
minent les marchands à n'expédier  
er les transports coûteux qui peu-  
différés; outre cela, certaines den-  
omme la viande de boucherie, le  
e poisson, le caviar, ne sont sus-  
d'être envoyées au loin à moins  
ées. Enfin la commodité que pro-  
rainage est si considérable que,  
plupart des provinces du nord de  
elle diminue les fraix du trans-  
terre des deux tiers de ce qu'ils  
munément en été.

---

## C H A P I T R E X.

*Classification des travaux indus*

Au point où l'industrie s'est perfectionnée aujourd'hui chez les nations prospères de l'Europe, chacune des quatre classes que nous avons comprises dans la première division comprend, se divise et se subdivise en une infinité de métiers. Pour vous donner une idée de cette division et pour préciser ce que vous avez de l'industrie en général, nous vous présente ici la nomenclature systématique des principaux métiers. Ce tableau ne demande aucune explication, si ce n'est en rapport à l'industrie commerciale, qui ne fournissant point de produit manufacturé, ne paroît nécessaire de vous faire connaître plus particulièrement l'objet de la division qu'elle embrasse.

## EAU GÉNÉRAL DES TRAVAUX INDUSTRIELS.

RIE AGRICOLE QUI RECUEILLE OU EXPLOITE  
PRODUITS SPONTANÉS DE LA NATURE.

*aux qui recueillent les produits du  
ne animal :*

asse ;

che ;

te du miel sauvage ;

te des insectes utiles au teinturier,  
naturaliste etc.

*aux qui recueillent les produits du  
ne végétal :*

il des botanistes, des gens qui re-  
illent le bois sauvage, les racines,  
petits fruits qui croissent dans les bois ;  
es naturelles, et récolte qu'on y fait.

*aux qui recueillent ou exploitent  
produits du règne minéral :*

il qui recueille les terres, les pierres,  
eaux ;

il qui recueille les sels natifs ;

il qui exploite les carrières ;

il qui exploite les mines.

## II. INDUSTRIE AGRICOLE QUI DÉTERMINE DUCTION DE LA NATURE.

### 1) *Travaux qui déterminent sa pro dans le règne animal :*

Travail qui s'applique à conserver  
maux utiles, à les multiplier et à  
liorer les races. Bêtes sauvages  
parcs, dans les ménageries;  
somme et de trait dans les éta  
écuries, les haras; troupeaux  
par les pâtres ou soignés dans  
geries; oiseaux dans les basses  
poissons dans les viviers; ver  
abeilles dans les plantations, les  
artificielles etc.

Travail qui s'applique à dresser  
maux utiles, pour les rendre p  
certains usages; par exemple,  
de somme et de trait, à la nu  
au trait; les chevaux, les élép  
évolutions militaires; les chi  
oiseaux de proie à la chasse; le  
de chant au chant etc.

### 2) *Travaux qui déterminent la pr de la nature dans le règne vég*

Travaux qui s'appliquent à con  
plantes utiles, à les multipli  
améliorer les espèces. Terr

; prairies artificielles; forêts et bois  
 és; haies et clôtures; vignobles,  
 ers et potagers; plantations de sucre,  
 café, d'épiceries etc.

*Ceux qui déterminent la production  
 de nature dans le règne minéral:*

minéraux sont l'ouvrage de la nature  
 e; les efforts de l'homme pour les  
 multiplier sont impuissans. A peine l'art  
 est parvenu à faire produire à la na-  
 ture du salpêtre et de l'alun.

#### L. INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE,

*Ceux qui préparent des matières  
 premières :*

1. Boucher, chaircuitier, fumeries,  
 salaisons etc.

2. Graisse fondue, suif, huile de  
 poisson, chandelles, pommades, savons,  
 savonnettes, esprit de savonnette.

3. Boyautier (qui fait des cordes  
 de boyaux), peaux de batteur d'or.

4. Colle de poisson, colle de bouche,  
 étas d'Angleterre.

5. Tannerie : cuir de semelles, cuir  
 de vœuvre, cuir de veau, youstis, mar-  
 quain, chagrin. Mégisserie : cuir de  
 bouillie, parchemin. Ramassage, ou-

vrage de chamoiseur. Cordonnier, gantier, malletier, doreur sur préparation de la colle, pelletier.  
*Poil, crin, soies de porc.* Crinier, faiseur de crin, de poil de chamois. Faiseur de tamis, de perruque, de préparation du feutre, chapelier, ouvrier en feutre, ou faiseur de brosses.

*Laine.* Peignage, affinage, cardage, lavage, blanchissage, retordage, tressage, tressure, tissage, draperies, foulure de lins à foulon, tapisseries. Tricotage à aiguilles, sur le métier. Passerie, rubans, boutonnerie. Tapisserie.

*Plumes.* Plumassier.

*Os, dents, cornes, écailles, bois.* Tourneur, faiseur de peignes, de manches, de poignées.

*Lait.* Beurre, fromage.

*Miel.* Pains-d'épices, hydromel.

*Cire.* Lamineries, blanchisseries, bougies, flambeaux, cire à sceller, encre d'ente. Cirier (qui fait des ouvrages en bosse et des figures). Encaustique (écriture en cire).

*Soie.* Croisement, bobinage, retordage, teinture, tissage, tricoterie, passementerie.

, rubans, boutonnerie, fleurs arti-  
lles, tailleur, brodeur, modiste.

*seille*. Préparation du carmin.

*omme-laque*. Cire d'Espagne.

*de galle* (1). Encre à écrire.

*rs qui préparent des matières végé-*

*s :*

Moulins à scie, charpente, vanne-

tonnelerie, charronnage, fontainier

(fait des tuyaux), ouvrier qui fait

ûts de fusils, menuisier, tourneur,

iste, faiseur d'instrumens de mu-

e, sculpture en bois, gravure en

Charbons, potasse, soude, suie

(de fumée).

s. Poix, goudron, gomme, théré-

ine, vernisseries, toiles cirées, taf-

cirés. Camphre.

es. Moulin à tan, mercier de liège,

es.

*es farineuses*. Meunerie, moulins à

, à eau. Boulangerie, oublis, ver-

omme-laque et les noix de galle viennent de

de gallinsectes (*Coccus lacca* et *Cynips*) dont

se sur les feuilles du figuier de l'Inde, et l'au-

du chêne dans les climats tempérés. C'est un

posé, qui tient autant au règne animal qu'au

micellis, pâtisserie. Fabrication  
 don, de poudre à cheveux. Liqueur  
 de bière, de vinaigre, d'eau-de-

*Plantes filamenteuses.* Peignage  
 cardage, affinage, blanchissage  
 dage, teinture. Dentelles, pointures  
 tresses, corderie. Boutonnerie  
 ouvrage de couturière, de lin  
 bans, bonneterie, tricoterie  
 Papeterie. Écrivains, auteurs  
 siteurs de musique. Imprimeurs  
 dessinateurs, imprimeurs d'esta  
 prieneurs de musique; enlumin  
 piers peints, papier de tenture  
 jeu, ouvrages en papier-mâché  
 sons (petits ouvrages en paille)

*Plantes tinctoriales.* Préparation  
 digo, de la guède, de la gar  
 l'orseille, de la morelle ou c  
 sol etc.

*Plantes huileuses.* Moulins à h

*Plantes aromatiques, fleurs.* L  
 des odeurs, parfumeries. Prépa  
 tabac,

*Fruits.* Fruits secs, fruits conf  
 cidre; vin, eau-de-vie, liqueu  
 gre, gravelle ou tartre, crème

de tartre, huile de tartre. Huile d'os, d'amandes, de noix etc.

*de à sucre.* Raffineries de sucre. Préparation des glaces.

*Artisans qui préparent des matières minérales:*

Carreaux. Tuileries, briqueteries, poteries, terres à fumer, faïenceries; fabriques de porcelaine, verreries, verre à couleur, cristal, glaces, miroirs; vitrier, lunetier, faiseur de baromètres, de thermomètres; tailleur en verre, émailleur, verriers de Venise ou fausses perles.

Carreaux. Pavé, couvreur, chauffournier, marbrier ou scagliariste, maçon, maçon de poêles, préparation des pierres, des pierres de touche, des pierres à aiguiser, tailleur de pierres, lapidaire; ouvrages en moineaux, sculpteur.

Chimie. Salpêtres, acide du sel. Salpêtriers, nitreux, eau forte; poudre à tirer, technic. Alumières. Fabriques de vitriols, acide vitriolique, huile de vitriol. Sel ammoniac; raffineries de borax. Ateliers de soufre, foie de soufre, soufre, esprit de soufre, soufre de soufre.

*Métaux: préparation du minerai.* cardage, lavage, grillage. Usines pour fondre les métaux.

*Or et argent.* Affinage, fabrication de monnaies, orfèvres, joailliers, et d'argent, galons, cantilles, d'or, paillettes, doreurs, émailleurs.

*Cuivre.* Forges à cuivre, chaudrons, fondeurs en cuivre, préparation de gris, graveurs d'estampes.

*Cuivre jaune, laiton.* Fonderies de laiton, boutonnières, dinandiers, ouvriers de laiton, batteurs de clous, faiseurs de jetons, fileries de faux galons, épingliers. Instrumens de physique, de mathématique, horlogers.

*Tombac.* Ouvrages en tombac.

*Bronze, airain.* Fonderies de bronze, de canons, de statues.

*Fer.* Ouvrages de fer de fonte, forgerons, d'ancres, d'enclumes, chaînes, maréchaux ferrants, faiseurs de poulies, cloutiers. Fileries de fer, aleniers, aiguilliers, seranciers, diers, éperonniers, armuriers, ferronniers, serruriers. Batteurs de fer-blanc, ferblantiers. Préparations de l'acier, landiers, forgerons de scies,

mes, fourbisseurs, couteliers, faiseurs d'instrumens de chirurgie, ouvrages de fer poli, graveurs de caractères d'imprimerie etc.

Forges d'étain, poterie d'étain, batteurs de tain (de feuilles d'étain), blanchisseurs, qui étament la vaisselle de fer. Céruse d'étain ou blanc d'Espagne. Or de mosaïque ou or-couleur.

Plomberies, lamineries, fonderies d'acier et de dragée de plomb, fonte de caractères d'imprimerie, écume de plomb, mine de plomb ou mine de fer, litharge, verre de plomb, sucre de plomb, sucre de saturne.

*Argent.* Cinnabre ou vermillon.

*Or.* Saffre, smalte.

*Antimoine.* Sublimation de l'arsenic; arsenic, réalgar ou sandaraque, orpiment. *Artisans qui emploient les produits des trois règnes à leurs préparations:*

Pharmacie, chimie. Teinture des bois, du bois, des étoffes, des fourrages etc. Peinture en détrempe, à l'huile, en cire (encaustique), à fresque, en émail, en porcelaine, en verre. Architecture mécanique, civile, militaire, hydraulique, navale.

## IV. INDUSTRIE COMMERCIALE

Depuis la revendeuse qui étale au marché, jusqu'au négociant ses ventes et ses achats jusque et en Amérique, la profession de ou le commerce proprement dit, en un grand nombre de branches, quelle que soit la différence entre chands, tous ont cela de commun *achètent pour revendre*. Leurs qui ont tous ce but, peuvent se diviser en deux branches principales : le commerce *en gros* et le commerce *en détail*.

Le commerce en gros se fait par les *grossistes*, qui achètent les marchandises en gros (c'est-à-dire en quantités considérables) pour les revendre en gros.

Le commerce en détail se fait par les *détaillants*, qui achètent les marchandises en gros pour les revendre en détail (c'est-à-dire en parcelles plus ou moins petites suivant que l'exige le besoin momentané des consommateurs).

Le commerce en gros se subdivise en trois espèces : le commerce intérieur, le commerce étranger de consommation, et le commerce de transport.

Le commerce intérieur se fait

produits de l'industrie nationale d'un endroit du pays, pour les revendre dans un autre endroit du même pays. Il y a donc non-seulement le commerce qui se fait par l'intérieur des terres, mais encore le commerce qui se fait le long des côtes du pays. Le dernier s'appelle le *commerce de transit*. Ainsi le commerce que Pétersbourg entretient par mer avec Riga, ou que Moscou fait par mer avec Taganrog, sont des branches du commerce intérieur de la Russie, tout aussi bien que le commerce qui se fait entre Moscou et Kasan.

Le *commerce étranger de consommation* se fait en achetant des marchandises étrangères pour la consommation du pays, soit par le fait d'une manière directe, ou indirecte. Ce commerce est *direct*, quand les marchandises étrangères s'achètent avec de l'argent de l'industrie nationale; comme quand nous achetons des vins de France ou du chanvre de Russie. Il est *circuits*, lorsque les marchandises étrangères s'achètent avec d'autres marchandises étrangères, lesquelles ont été achetées avec de l'argent de l'industrie nationale; comme quand nous achetons de la soie de Chine

avec du drap d'Angleterre, que nous acheté avec du fer de Russie.

Une nation qui entreprend le *commerce de transport*, fait les échanges des peuples, sans rapporter chez soi des marchandises destinées à être consommées elle. Quand les Hollandais achètent des marchandises russes pour les revendre en Espagne, et des marchandises d'Espagne pour les revendre en Russie ou ailleurs, c'est le commerce de transport.

Le commerce en gros, aussi bien que le commerce en détail, se subdivisent en plusieurs commerces particuliers, suivant la marchandise qui est le principal objet du trafic du négociant ou du détaillant. Il y a des marchands de vin, de sucre, de drap, de toiles; des épiciers, des libraires, des marchands de musique etc.

Le commerce fait naître une foule de autres travaux qui lui sont nécessaires, pour cette raison, se rangent sous la même catégorie. Telles sont les occupations des banquiers, changistes, courtiers, tripiers, braqueurs; celles des armateurs, navigateurs, rouliers etc.

La liste que je viens de vous présenter, Messieurs, comprend les métiers

mais elle est loin d'être complète ; même impossible de la rendre telle, dans les différens pays les métiers sont différemment : tel travail qui est un seul métier en Russie, en fait peut-être deux en Angleterre. D'ailleurs, à mesure que l'industrie parvient à créer de nouvelles marchandises, de nouveaux métiers se créent ; et à mesure que la demande pour ces marchandises cesse, les métiers qui les produisoient s'éteignent peu

En réalité, les différentes classes d'industries ne sont pas toujours séparées avec la rigueur que nous avons mise à les séparer ; mais cela ne détruit pas notre distinction. Par exemple, une foule de productions grossières que reçoivent les consommateurs de l'agriculture, se font à la campagne par les travailleurs agricoles ; beaucoup de ces marchandises se vendent directement aux consommateurs par ceux qui les ont produites sans passer par les mains de marchands ; mais cette circonstance n'empêche pas la production des matières brutes de servir à l'industrie agricole, comme les produits de la culture servent de matière première à l'industrie manufacturière, sans avoir besoin de les faire passer de produc-

teurs aux consommateurs ne soit l'industrie commerçante. Ce sont les industriels que nous classons, mais les hommes qui exercent ces travaux.

Avant de quitter cette classification il est nécessaire d'observer que chaque opération, lorsqu'il est exercé en grand, se compose de deux opérations distinctes, de l'*exécution* et de l'*exécution*. La première est celle des *entrepreneurs*, la seconde est celle des *ouvriers*. L'entrepreneur suppose la production, et il en retire le produit. Les ouvriers lui louent leur travail, ils ne supportent ni les risques ni le gain de l'opération. Le propriétaire qui administre sa terre, le fermier qui la tient à bail; le marchand, le chef d'une manufacture ou d'un commerce: voilà des entrepreneurs. Leurs ouvriers ce sont les laboureurs, les journaliers, les valets de ferme, les domestiques, les compagnons et apprentis, les commerçants etc. Ce n'est que dans les grandes entreprises que ces deux espèces de travaux se confondent: alors l'entrepreneur devient son propre ouvrier.

---

## C H A P I T R E X I.

*et les différentes industries s'entraident dans la production.*

avons vu que chaque genre d'industrie générale est productif (1) : voici une observation importante, c'est qu'aucune ne l'est que parce que tous les autres le sont aussi. Tous s'entraident réciproquement à créer des richesses, et ils n'en ont point s'ils étoient isolés. Ainsi les industries ne sont pas seulement productives d'une manière directe, en produisant des richesses ; mais elles sont encore productives d'une manière indirecte, puisque chaque industrie favorise la production des autres.

L'industrie *agricole* ne fournissoit pas des richesses premières ou du produit brut, sans manufactures et le commerce ne pourroit exister. La première, en multipliant les richesses utiles qu'elle transmet aux manufactures et aux commerçans, donne au commerce le moyen de multiplier et de perfectionner

ner les marchandises manufacturées, et par d'autres le moyen d'étendre et de multiplier les opérations de commerce. Plus les cultivateurs, les pêcheurs, les mineurs et les propriétaires produisent de matières premières, plus les artisans et les manufacturiers peuvent produire de marchandises fabriquées. Plus aussi les commerçans ont de matières premières brutes et manufacturées à acheter, plus ils étendent. Enfin, plus les matières premières se multiplient, plus les produits fabriqués ont vent acquérir de perfection.

Si l'industrie *manufacturière* ne se bornoit pas, les matières brutes qui exigent une longue préparation pour être consommées ne seroient jamais produites, parce qu'elles ne seroient jamais demandées. Les manufacturiers en multipliant par leur travail la quantité des matières, en augmentent aussi la demande, et excitent les producteurs de matières à augmenter leur production. Les arts mécaniques fournissent encore aux producteurs des outils et des instrumens qui les mettent en état de produire, avec la même quantité de travail, une plus grande quantité de matières.

Si le *commerce* ne s'appliquoit point à transporter le produit brut ou manufa-

où il abonde, à ceux où il manque, produiroit jamais, ni de l'un ni de l'autre ce qui seroit nécessaire pour la circulation locale seulement. Le commerce échangeant le superflu d'une contre celui d'une autre, encourage les productions des deux contrées, et multiplie les richesses.

Cela, le commerçant, par là même constitue l'intermédiaire entre le producteur et le consommateur, rend des services essentiels aux autres industries. Les matières premières et les outils dont elles ont besoin pour produire, se trouvent dispersés dans les lieux où tous ceux qui les ont produits: le commerçant les rassemble et met les travailleurs à portée de s'en fournir à tout moment sans la moindre difficulté: il leur épargne ainsi le soin de l'embaras et du tems perdu. De la même manière que le commerçant facilite la production des autres industries, il facilite aussi le débit de leurs produits. Il leur épargne les embarras et la perte de tems auxquels elles seroient exposées si elles venant chercher elles-mêmes les consommateurs de leurs produits; ensuite il leur épargne les avances qu'elles ont faites pour vendre leurs produits, beaucoup plutôt que la consom-

mation de leurs produits ne peut a  
Le fer que le propriétaire d'une mi  
bérie produit cette année, ne sera  
employé à l'usage que dans cinq an  
un autre pays: si les commerçans d  
bourg n'avoient pas des sommes tou  
pour l'acheter, le propriétaire seroit  
se charger lui-même du transport d  
chandise, et d'attendre plusieurs ann  
d'en toucher le paiement. S'il ne pos  
le capital nécessaire à l'exploitation,  
roit contraint de le détourner de  
et de suspendre ces travaux jusqu'à  
où le capital lui seroit remboursé pa  
sommateur étranger. Le commerc  
seulement lui épargne les peines, la  
tems et les risques qui seroient ins  
d'un pareil ordre de choses; il le m  
en état de recommencer sur-le-ch  
exploitation, en lui remboursant se  
au moment même où le produit es  
Il rend les mêmes services à tous le  
teurs: il leur cherche sur toute la s  
globe des demandeurs pour leurs m  
dises, que les producteurs eux-m  
peuvent pas aller chercher; il leur fo  
modèles, il les instruit des besoins  
et des caprices des consommateurs

oyens il les met en état d'entreprendre  
travaux auxquels ils n'auroient jamais  
pu se livrer sans le secours du commerçant.  
Les avantages que la production retire du  
commerce *en détail*, paroissent peut-être  
insuffisants, mais ils ne sont pas moins  
essentiels. Si l'on n'y avoit pas de détailliers, cha-  
cun seroit obligé de se pourvoir de  
marchandises dans une quantité qui  
excéderoit de beaucoup son besoin actuel.  
La consommation diminueroit infiniment la  
production; elle seroit encore un grand  
obstacle pour tout le monde, et prin-  
cipalement pour les producteurs pauvres. Si  
un homme étoit obligé d'acheter à la  
livre pour plusieurs mois, des vé-  
tements pour plusieurs années etc., il y auroit  
une grande partie des fonds qu'il emploie  
en capital en instrumens de métier et en  
matières premières qui lui rapportent un re-  
venu. Il seroit forcé de placer en objets  
d'ornementation, qui ne lui rapportent au-  
cun revenu. Pour un homme de cette classe  
rien de plus commode et de plus  
utile, que de pouvoir acheter sa sub-  
sistance d'un jour à l'autre, et même d'heure  
à heure, à mesure qu'il en a besoin. Il se-  
roit par là en état d'employer tous ses

fonds dans son métier; il peut faire plus grande quantité d'ouvrage; et qu'il y fait, compense bien au-delà le croît de prix dont les marchandises achète se trouvent chargées par le détaillier,

En vous exposant le système des économistes, je vous ai dit que ses disciples regardent comme productif que l'agriculture; le raisonnement que nous venons de faire, peut servir de développement à ces preuves que je vous ai fournies à l'appui de cette opinion.

Ce même raisonnement vous indique encore ce qu'il faut entendre sous le terme de *production annuelle* ou de *produit national*. Ce n'est pas seulement le produit brut d'une nation, ou celui de ses terres et manufactures: c'est le produit de son industrie en général. Le total des valeurs ajoutées dans la matière, pendant l'espace d'une année, au sein d'une nation — voilà ce qui constitue le produit annuel de cette nation.

En conséquence ce produit se compose de trois sortes de valeurs: 1°. de la valeur de tous les produits bruts fournis par l'année par l'industrie agricole; 2°. de la valeur ajoutée par l'industrie manu-

les produits bruts; et 3°. de la valeur par l'industrie commerçante à celle des produits bruts et manufacturés. La somme de ces valeurs est le *produit total* de la production, qu'il faut encore distinguer de la *production brute*, ou de cette partie du produit qui lui reste, déduction faite des produits de la production.

---

---

LIVRE SECOND.  
DE L'ACCUMULATION DES RIC  
OU DES FONDS.

---

## CHAPITRE PREMIER

*Ce que c'est qu'un fonds, et com  
capitaux différent des fonds de  
mation.*

On comprend sous le nom de *fo*  
provision accumulée de richesses. *fo*  
maison d'habitation, un atelier, un  
tité de vivres, de matières brutes,  
ges de manufacture, de denrées  
espèce, forment des fonds tout à  
qu'une somme d'argent. Lorsqu'un  
consacré à la production matérielle  
le nom de *capital*.

Je dis, quand il est destiné à la  
tion matérielle; car un fonds accum  
être employé ou consommé d'une  
nière, ne constitue point un cap  
l'appelle alors *fonds de consumma*  
fonds sert en partie à l'entretien c

el, en partie à nourrir des fainéans  
roduisent absolument rien.  
oyez que dans le cas même où un  
employé à la production immaté-  
ne porte point le nom de capital.  
s qu'un gouvernement emploie à  
la sûreté publique et privée ; ceux  
articulier destine à son propre per-  
ment ou à l'éducation de ses enfans,  
inément un emploi très-utile, puis-  
t employés à produire des valeurs :  
t l'usagé ne veut point qu'on donne  
ils fonds le nom de capital, et en  
ge est fort raisonnable. Un fonds  
ses employé à la production maté-  
reproduit sans cesse, tant qu'il n'est  
urné de sa destination ; un fonds  
ses destiné à la production immaté-  
esse d'être un fonds de richesses et  
orme en biens internes, en valeurs  
elles. C'est donc très-à-propos qu'on  
par des noms différens deux es-  
fonds dont l'emploi est si différent.  
le caractère essentiel qui distingue  
aux des fonds de consommation,  
les uns se reproduisent par l'action  
industriel qui les emploie, et que  
s ne se reproduisent point. Le ca-

pital se consomme tout aussi bien fonds de consommation; mais en consommant il se reproduit. Un capital, une masse de richesses destinée à la production industrielle, c'est-à-dire à la reproduction; un fonds de consommation, une masse de richesses destinée à la consommation stérile, à celle qui ne le reproduit pas. A la rigueur, la consommation industrielle n'est point une consommation: tous les individus consomment les richesses, mais le travailleur industriel ne fait que changer celles que lui et son travail produisent, contre d'autres richesses produites par son travail produit (1).

Il n'y a presque aucune industrie qui suppose un capital quelconque pour être exercée. Quelqu'habile que soit le travailleur, quelque envie qu'il ait de travailler, s'il manque de subsistances, de machines, d'outils, il ne peut rien produire. C

---

(1) Les fonds étant une troisième source de richesses, tout ce qui a été dit dans le chap. I du Livre I, relatif à la nature et au travail, est encore applicable à eux. Ceux-ci, lorsqu'ils sont employés à la production industrielle, peuvent aussi devenir *indirectement* producteurs de richesses; mais c'est leur effet *direct* que nous devons décrire dans la théorie de la richesse nationale.

vérité, la matière est donnée gratuite par la nature, et le travail n'exige point d'outils que les mains du travailleur : dans une nation prospérante, les richesses qui s'obtiennent à si peu de frais, sont que la plus petite partie du produit de l'industrie. Il n'est point de travail pour tout le monde, et les femmes et à ces enfans qui recueillent les petits fruits sauvages dans les forêts de leurs mains et tout au plus un peu de miel, les fruits sont donnés par la nature : le produit de l'entretien de ces travailleurs supporte le poids des vêtemens, de la nourriture, et d'autres choses dont ils sont obligés de faire l'avance jusqu'à ce que le produit de leur travail soit vendu et que l'acheteur en ait remboursé les frais.

L'industrie est perfectionnée et plus elle avance demande de tems pour s'achever, et aussi le capital qu'elles exigent en avances, en matières et en outils, de considérable. La culture des terres demande plus d'instrumens et des instrumens plus compliqués que la chasse ou la pêche ; le cultivateur a besoin de semences, dont le chasseur et le pêcheur n'ont aucun besoin ; la chasse et la pêche donnent un produit en peu de tems et de quelques heures de travail,

tandis que le cultivateur doit se pourvoir de subsistances pour une année entière. Les peuples chasseurs ne peuvent donc se livrer à l'agriculture, à moins d'avoir précédemment amassé une provision suffisante de ces objets.

Vous voyez, Messieurs, que le capital se compose de toutes sortes de richesses, et que son idée ne doit point être confondue au numéraire qui représente ces richesses. car si le travailleur possède toutes les choses nécessaires à sa production et qu'il n'a point d'argent, il travaillera fort bien ; mais s'il a de l'argent et qu'il ne puisse l'échanger contre toutes ces choses, il lui sera impossible de travailler.

Ainsi ce seroit une grande erreur de croire que les capitaux ne consistent que dans le numéraire que les particuliers accumulent. Quand l'usage du numéraire est introduit dans une nation, une partie des fonds est toujours accumulée sous cette forme. Mais le numéraire n'est pas le capital, c'est les denrées qu'il représente. D'ailleurs une partie du fonds national est toujours dans une petite. Un commerçant, un manufacturier, un cultivateur, ne possèdent ordinairement sous la forme de numéraire que la p

e de leurs capitaux : si c'est un com-  
ses capitaux consistent dans les  
lises qu'il a sur les routes, sur mer,  
ses magasins ; si c'est un fabricant,  
principalement sous la forme de ma-  
nières, d'instrumens, de machines  
provisions pour ses ouvriers ; si c'est  
rateur, ils sont sous la forme de  
de bestiaux, de clôtures. Tous  
e garder de l'argent au-delà de ce  
en faut pour les besoins journa-

---

## C H A P I T R E II.

*Comment se joignent les fonds de  
l'industrie et les capitaux pour  
produire.*

Vous venez de voir que le capital court à la production des richesses, tement avec la nature et l'industrie quoiqu'il ne soit pas une source de production, comme ces dernières moins le faut-il considérer comme un secondaire; car s'il est possible de des richesses sans son secours, du est impossible de donner une grand sion à cette production. Les peup seurs, par exemple, produisent à sans l'aide des capitaux: mais aussi qu duction que celle d'une tribu de cha

Chez les nations prospérantes qui toutes les différentes branches d'in les trois sources indiquées sont ég indispensables dans la plupart des tions; mais il y en a aussi dans le l'une ou l'autre n'est pas requise.

Les productions spontanées de l

ni travail ni capitaux ; elles ne de-  
qu'un fonds de terre.

e le fonds de terre n'est la pro-  
personne ; comme certaines car-  
l'on puise des pierres, comme les  
les mers, où l'industrie va chercher  
n, des perles, du corail etc. : alors  
ire qu'on obtient des produits avec  
trie et des capitaux seulement.

trie et le capital suffisent également,  
a première travaille sur des produits  
ls de terre étranger ; comme lors-  
brique chez nous des étoffes de co-  
orsqu'elle fait le commerce avec des  
lises étrangères. Ainsi, à considér-  
ue nation en particulier, on peut  
les manufactures et le commerce  
des produits, pourvu qu'il s'y trouve  
et capital ; le fonds de terre n'est  
ument nécessaire, à moins qu'on  
ce nom au local où sont placés les  
les comptoirs, les magasins, ce qui  
te à la rigueur. Mais si l'on appelle  
local où s'exercent ces industries,  
iendra du moins que sur un bien  
ls de terre on peut exercer une bien  
industrie manufacturière et commer-  
pourvu qu'on ait un gros capital.

Vous pouvez tirer de là cette conséquence que l'industrie d'une nation n'est point bornée par l'étendue de son territoire, mais bien par la grandeur de ses capitaux. On le voit par exemple chez les Hollandais, les Vénitiens, les Génois, dont le territoire ne produisoit pas la vingtième partie de ce qui étoit nécessaire à leur subsistance, néanmoins dans l'abondance.

Toutefois l'industrie agricole est naturellement bornée par l'étendue du territoire. Une nation qui habite un petit territoire, peut devenir riche par les manufactures et le commerce, mais elle est toujours dépendante des autres nations pour les denrées nourrissantes et les matières premières. Or, quand la nécessité l'empêche de se passer de la plupart des manufactures de l'étranger, comme les produits de l'autre hémisphère; mais quand elle manque de matières premières et de subsistances, doit infailliblement tomber dans la misère.

Qu'une production exige le concours de trois sources, il n'est pas indispensable que cela qu'elles se trouvent réunies dans les mêmes mains, qu'elles appartiennent à la même personne. Le propriétaire d'un

peut le prêter à la personne qui ne  
que de l'industrie et un capital; —  
ne qui possède les facultés natu-  
t acquises nécessaires au travail,  
ter, son industrie à celle qui n'a  
nds de terre et un capital; — enfin  
seur d'un capital peut le prêter à  
onne qui n'a qu'un fonds de terre  
industrie.

Qu'on prête un fonds de terre, de  
e ou un capital, ces choses, con-  
à créer une valeur, leur usage a  
r aussi, et se paye pour l'ordinaire.  
Un fonds de terre prêté se nomme  
ge; — le prix d'une industrie prêtée  
e un *salaire*; — le prix d'un ca-  
té se nomme tantôt un *intérêt* et  
loyer.

Ainsi que les causes de la produc-  
rielle sont en même tems les sources  
aus primitifs qui existent. Tout re-  
nitif provient, ou d'un fonds de  
u d'un travail industriel, ou bien  
tal. Mais le revenu provenant de  
e, diffère essentiellement des autres  
e revenus. Un homme qui possède  
ustrie, n'en peut jamais retirer un  
il ne l'emploie pas lui-même; en

d'autres termes, celui qui veut gagner un salaire est obligé de travailler. Au contraire, l'homme qui possède un fonds de terre ou un capital, en peut retirer un revenu sans les employer lui-même; il peut gagner par le fermage, un intérêt ou loyer, sans travailler.

Un revenu qui est indépendant du travail se nomme une *rente*: ainsi, au lieu de dire *fermage*, on dit souvent *rente foncière*, au lieu de dire *intérêt* ou *loyer*, on dit *rente de capital*. Les propriétaires fonciers et les capitalistes qui n'emploient pas eux-mêmes leurs fonds de terre et leurs capitaux, mais qui en retirent une rente en les prêtant, sont appelés *rentiers*.

Les fonds de terre et les capitaux ne rapportent pas seulement une rente au propriétaire quand il les prête; ils lui en rapportent encore quand il les emploie lui-même. L'homme qui cultive à ses propres frais un fonds de terre, qui réunit dans ce fonds de terre, l'industrie et le capital, retire du premier une rente foncière; de la seconde sa subsistance, qui équivaut à un salaire; et du troisième une rente de capital. La vente du produit de son travail doit lui rapporter un

trois valeurs suivantes : 1°. au  
 s'il auroit dû payer à un autre ou-  
 il n'avoit pas travaillé lui-même ;  
 fermage qu'il auroit dû payer à un  
 propriétaire, s'il n'avoit pas possédé  
 un fonds de terre ; et 3°. à l'in-  
 au loyer qu'il auroit dû payer à  
 capitaliste, s'il n'avoit pas possédé  
 le capital. Supposons qu'il ne pût  
 er cette triple valeur de son pro-  
 feroit-il ? Il cesseroit de cultiver  
 in ; car en prêtant son fonds de  
 n industrie et son capital à d'autres  
 , il est sûr de gagner un fermage,  
 e et une rente de capital.

venez de voir que les capitaux  
 une rente, c'est-à-dire un revenu  
 ant du travail : cette circonstance  
 gue encore des fonds de consom-  
 car ceux-ci ne donnent jamais de  
 profitez de cette nouvelle lumière  
 ciser l'idée que vous vous êtes faite  
 et des autres.

*Capital* est un fonds de richesses  
 a la *production* (c'est-à-dire à la  
 on industrielle) ; c'est un fonds qui  
 duit en donnant une *rente*.

*Fonds de consommation* est un fonds

de richesses destiné à la *consommation*  
(c'est-à-dire destiné, soit à la consommation  
immatérielle, soit à la consommation  
matérielle); c'est un fonds qui ne se  
perd point, et qui ne donne point de

---

## C H A P I T R E III.

*des fonds improductifs. Ce que c'est que le capital national.*

ici nous n'avons envisagé que les *ca-*  
*privés*: mais qu'est-ce que le *ca-*  
*national*? Au premier coup-d'œil on  
qu'il se constitue de la totalité des  
privés; mais ces deux notions ne  
out-à-fait identiques. Il y a des ca-  
i sont improductifs pour la société,  
pendant rapportent une rente à leurs  
rs. Ces capitaux naturellement ne  
t partie du capital national.

un fonds est employé par son pro-  
il n'y a aucune difficulté à dis-  
e quelle nature il est. S'il est em-  
a consommation, il est clair qu'il  
t au grand fonds national de con-  
n; s'il est employé à la production,  
dent qu'il fait partie du capital na-

orsqu'un fonds est prêté à d'autres  
s, et qu'il rapporte une rente au  
alors sa nature devient équivoque.  
é il peut être regardé comme ca-

pital, puisqu'il donne une rente; et si l'emprunteur ne le destine pas à la production, mais qu'il l'emploie à la consommation, il ne se reproduit point, et ne peut être regardé comme fonds de production. Sous laquelle de ces deux catégories le rangerons-nous?

Cette question ne peut guère vous échapper, Messieurs, si vous avez remarqué les caractères distinctifs de ces deux espèces de fonds. Ce n'est nullement la destination du prêt, qui détermine la nature des fonds; c'est uniquement l'emploi qui en est fait. Un fonds employé à la production est toujours un capital, soit qu'il appartienne en propre à celui qui l'emploie, soit qu'il ait été emprunté; celui-ci l'ait emprunté: un fonds employé à la consommation, est toujours un fonds de consommation, soit que le possesseur soit celui qui l'emploie, soit que quelqu'autre personne l'emploie. Un fonds emprunté, s'il est employé à la production, est toujours un capital, soit qu'il rapporte une rente, ou non; s'il est employé à la consommation, est toujours un fonds de consommation, même s'il rapporte une rente à son propriétaire.

Les possesseurs regardent leur

capitaux, aussi-tôt qu'en les prêtant ils leur rapportent une rente ; mais eux, s'ils ne donnent point un redevable primitif aux emprunteurs, ne font point de capital national. Le propriétaire d'une maison d'habitation, d'une maison de commerce, regarde ces biens-fonds comme des capitaux, puisqu'en les louant il en retire un revenu ; mais ils ne forment une portion du capital national, que lorsqu'ils donnent un revenu primitif à ceux qui les louent, ou, ce qui est au même, lorsqu'ils sont employés à la production. Un atelier, au contraire, une boutique, un bâtiment de ferme, s'ils sont employés suivant leur destination, sont des capitaux productifs, des capitaux qui rapportent un revenu primitif, non pas à leurs propriétaires, mais aux travailleurs qui les occupent et les consomment, ce qui veut dire à la société. Une maison d'habitation peut bien aussi former un capital productif ; mais alors il faut qu'elle soit occupée par des travailleurs industriels, qui produisent par leur travail la valeur du capital qu'ils consomment.

Les machines, les outils et les meubles meublans, les chevaux, les navires, rapportent de la même manière un

loyer à leurs propriétaires, auxquels, à ce moyen, lieu de capital, tous les objets qui se prêtent ou peuvent rapporter un revenu à leurs propriétaires, mais pour cela ils n'empruntent pas toujours à la nation. L'argent, quand il est prêté, rapporte ordinairement un intérêt à son propriétaire : mais s'il est emprunté par des individus qui l'emploient à la consommation, les choses que ces individus achètent avec cet argent, ne rapportent plus partie du capital national.

Les richesses ne forment des capitaux que tant qu'ils servent à la production. Tant qu'ils passent dans les mains des consommateurs, ils vont augmenter la consommation. Ainsi la laine est un capital entre les mains du berger, du fabricant de la fileuse, du teinturier, du fabricant du drap que celui-ci en fait, est un capital entre les mains du marchand en gros et du détailler. Jusqu'ici il est facile de reconnoître dans ces produits une nature de capital : ils ont servi à la production. En quittant la boutique du marchand, le drap devient un objet de consommation, mais pour cela il n'est pas encore un capital, s'il perdra la nature d'un capital.

des travailleurs industriels, il con-  
 e nature, quoique sous une autre  
 a lieu de servir d'objet au travail  
 ctueur, il sert à ce dernier comme  
 e subsistance, comme vêtement.  
 nsommé par un ferblantier, la va-  
 drap se trouve reproduite sous la  
 stensiles de fer-blanc; s'il habille  
 e, la valeur de ses tableaux con-  
 essageirement la valeur de ce drap.  
 passe dans les mains d'individus  
 ifs, il va grossir le fonds de con-  
 a, car alors il n'est plus employé  
 ction matérielle, il ne donne plus  
 primitif.

Le *capital privé* se compose d'un  
 richesses qui donne un revenu à  
 riétaire; le *capital national* se  
 du fonds entier de richesses qui  
 revenu à la société; et ces deux  
 comme vous l'avez vu, ne revien-  
 u même. Les capitaux privés com-  
 des capitaux productifs et des ca-  
 n-productifs; le capital national  
 upose que des capitaux productifs  
 on. (1).

---

distinction, qui est d'une grande importance dans  
 n'a pas été maintenue dans toute sa rigueur,

## CHAPITRE IV.

*Fonds inutiles.*

Nous venons de voir qu'il y a des fonds qui ne contribuent point à la production : il existe encore des fonds qui ne servent pas non plus à la consommation. On ne tient pas enfermés dans des caves, ou qu'on cache sous terre, les produits qui sont amassés au-delà des besoins, les produits que qu'on n'habite pas, en un mot les richesses dont on ne fait aucun usage. Ce sont des fonds absolument stériles. Si on les employoit à satisfaire des besoins réels et utiles, ils seroient utiles ; ils le seroient d'autant plus à l'avantage si on les consacroit à la production.

C'est la *crainte* ou l'*avarice* qui rendent les fonds oisifs. Quand les hommes ont peur de redouter la violence de leurs chefs

---

même par les auteurs qui l'ont établie. *Smith*, reconnoît une différence entre les fonds prêtés qui produisent un revenu à leurs propriétaires, et ceux qui ne produisent rien même tems à la société (Vol. I, p. 415) : cependant dans tous les endroits de son ouvrage où il s'agit du produit national, il le définit constamment par la totalité des produits privés.

qu'ils enfouissent des fonds pour les  
à leur cupidité, ou afin de les  
tout tems sous la main pour les  
dans quelqu'asile. Cette pratique  
est en vogue dans toute l'Europe,  
les désordres du gouvernement féo-  
toit alors une branche assez impor-  
revenu des Souverains, que les *tré-  
vés*. On appeloit ainsi les trésors  
en terre; ils étoient toujours censés  
ir au Souverain, et non à celui qui  
trouvés, ni au propriétaire de la  
moins que celui-ci, par une clause  
de sa chartre, n'eût obtenu la con-  
de ce droit régalien.

pratique est encore aujourd'hui très-  
dans tous les pays où les proprié-  
ont pas à l'abri de la violence. En  
sous l'ancien gouvernement, des  
oppressifs avoient inspiré la crainte  
tre riche, et tout l'argent que pou-  
accumuler les fermiers et les petits  
aires, étoit enfoui. L'habitude de  
er a été en augmentant pendant l'a-  
révolutionnaire. Les longues et fré-  
guerres de l'Allemagne y ont fait  
de tout tems le même esprit; il est  
en Italie, comme on peut en ju-

ger d'après l'extrême crédulité avec le public adopte tous les récits de découvertes. D'ailleurs, dans ce pays, dans plusieurs autres Etats catholiques, un grand nombre de gens riches se font pule de prêter à intérêt; ainsi ils ont moins de désavantage que d'autres de leurs trésors. Mais c'est surtout dans les Etats despotiques de l'Asie, en Turquie, en Perse, au Mogol, dans l'Inde et à la Chine, comme aussi chez les peuples païens de la Tartarie et de l'Arabie, que chaque riche fait consister sa principale richesse dans un trésor enlevé à la circulation, que chaque pauvre confie à la terre, et que ceux des fruits de ses sueurs qu'il peut se procurer traire à la vigilance de ses maîtres.

Pour ce qui est de notre patrie, les propriétaires, tous les personnes qui habitent l'intérieur, prétendent que la coutume d'enfouir de l'argent est encore très commune parmi nos paysans, et l'insécurité de leur situation rend ces récits très-credibles. D'ailleurs, tant que les gens de campagne restent dans leurs villages, n'ont presque aucun moyen de faire valoir leur argent; la ressource de le prêter à intérêt, leur est presque inconnue et

sectes religieuses l'ont en horreur. Ces raisons, jointes aux découvertes fait de tems en tems de ces trésors ne laissent plus de doute que chez une masse très-considérable de fonds annuellement enfouie dans la terre. et à l'*avarice* qui est encore une des principales qui condamnent les fonds enterrés, elle ne donne lieu à aucune opération que vous ne puissiez faire vous-même. C'est une maladie de l'âme, dont seulement peu de personnes sont atteintes, qui peut-être est plus rare chez nous qu'ailleurs.

---

## C H A P I T R E V.

*Fonds durables. Distinction entre  
richesse absolue et relative.*

Après tout ce que je viens de dire sur les capitaux et les fonds de consommation, il me semble, Messieurs, qu'il est désormais impossible de les confondre. La seule observation me reste encore à faire concernant les fonds, sur laquelle votre raisonnement m'a déjà prévenu.

Le mot de *consommation* étant un terme général qui exprime tous les emplois des choses (1), vous sentez bien que le mot appelé *de consommation* ne se rapporte pas seulement de richesses qui se consomment à l'instant même où on les emploie. Ce mot comprend encore un grand nombre de richesses qui peuvent durer très longtems, même des siècles, comme les constructions, les diamans, les tableaux, les statues, les livres, la vaisselle d'or et les monnaies etc. Cette observation fournit plusieurs conséquences inté-

---

(1) Voyez l'Introduction générale, p. 59.

fonds de consommation, en tant qu'il consiste en choses durables, peut augmenter d'année en année, de génération en génération, et accroître par là les jouissances d'une nation ainsi que la richesse

car si la consommation s'étend sur des choses durables, et moins elle comprend de choses transitoires ou de peu de durée; plus le fonds de consommation a besoin d'être renouvelé.

Les richesses durables qui composent le capital, peuvent être converties en capital; par conséquent elles ne sont pas entièrement perdues pour la production. Une habitation par des travailleurs improprement occupés ou par des fainéants, peut être transformée en un atelier; un jardin d'agrément en un jardin productif; un collier de diamans peut acheter des outils.

Parmi les richesses durables il y en a une faculté de servir à la fois à l'usage individuel et à la production, comme les maisons d'habitation, les livres, les ouvrages d'art etc. Ces sortes de richesses appartiennent également au capital national et au fonds de consommation.

5°. Enfin il résulte de tout cela, que les richesses comprises dans le fonds de consommation d'une nation forment une partie intégrante de sa *richesse nationale*. Celle-ci se compose de la masse des capitaux et de fonds que la nation possède. Quelle que soit la différence entre la somme des capitaux et celle des fonds, ce n'est point une raison pour exclure l'une ou l'autre de l'évaluation de la richesse, soit individuelle, soit nationale. Le fonds de consommation de tout particulier riche et la nation opulente comprend une infinité de richesses susceptibles, non-seulement d'une fort longue durée, mais encore d'un emploi productif: celles mêmes qui ne sont point de ces avantages, existent néanmoins au moment de l'évaluation. En faisant le relevé de la fortune d'un particulier, on ne s'oublie guère de tenir compte de la somme de son fonds de consommation: quel parti y auroit-il d'en agir autrement lorsqu'on veut calculer la richesse d'une nation?

Les capitaux et les fonds d'un particulier ou d'une nation, considérés isolément, ne constituent leur *richesse absolue*. Sous ce point de vue, le plus mince excédent qui reste au pauvre, au-delà de sa consommation

le moment sa richesse. Dans ce sens parler de la richesse individuelle diant, comme de la richesse nationale de chasseurs dans les déserts rique. Cette manière de considérer e, est sans utilité et sans fruit.

une autre manière de l'envisager, par laquelle on parvient à s'en for- lées justes et susceptibles d'une ap- raisonnée: elle consiste à com- une des individus comme celle des ec les besoins que le mode de leur sociale leur rend nécessaires. Sous de vue, qui est celui de la *richesse* un individu ne peut être appelé e lorsque sa fortune est la source nu permanent qui excède sa dé- cessaire, c'est-à-dire la dépense que rts dans la société lui rendent in- le. Or un particulier peut retirer une un revenu indépendant du tra- eut exister comme rentier; la for- e nation, au contraire, ne fournit ans le secours du travail industriel, a suffisant pour entretenir toute la ainsi chaque nation, sous ce rap- t être considérée comme un entre- l'industrie, lequel, s'il est pauvre,

emprunte les fonds pour faire aller l'industrie, et qui les avance lui-même. Les nations riches. En conséquence toutes les nations, en ce qui est relatif à leur richesse, peuvent se ranger en trois classes, celles qui sont riches, celles qui sont pauvres, et celles qui se trouvent sur les confins entre la richesse et la pauvreté. Chez les nations *pauvres*, les capitaux domestiques ne suffisent pas pour développer et nourrir toutes les branches d'industrie qu'elles peuvent exercer; elles ont donc besoin d'en attirer de l'étranger et deviennent *emprunteuses*. Chez les nations *riches*, les branches d'industrie sont saturées de capitaux, et elles ne peuvent plus en employer profitablement dans l'intérieur; ainsi elles envoient au dehors et deviennent, par rapport aux autres nations, des nations riches. Entre ces deux classes, la ligne de séparation est tracée par les nations *indépendantes* qui empruntent pour accroître leur industrie et qui voient en état de rembourser leurs créanciers et de rendre leur industrie indépendante du secours des étrangers.

Je vous prie de bien saisir ces distinctions, car dans la suite de ce Cours il s'agit de nations riches et de nations pauvres, et toutes les fois que j'emploierai ce

Je n'attribuerai jamais d'autre signification que celle-là. Au reste je ne crois pas besoin de vous observer que chacune de ces conditions que je viens d'indiquer, a plusieurs gradations. Telle nation pauvre infiniment plus éloignée du période d'abondance que telle autre ; il en est de même des nations riches ; enfin les nations les plus abondantes le sont aussi plus ou moins.

---

## CHAPITRE VI

*Des élémens qui constituent le national.*

Jusqu'ici nous avons considéré seulement comme un fonds de richesse nécessaire à la production : il est temps de voir de quelles espèces de richesses ce fonds se compose.

Toutes les richesses nécessaires à la production peuvent se comprendre sous trois classes suivantes : les améliorations du sol, les constructions, les outils, les subsistances du travailleur industriel, les matériaux de l'ouvrage fait. Le chapitre présent est destiné à vous faire connoître ces différens élémens du capital national.

1. *Améliorations du sol.* Le sol même ne fait point partie du capital national, parce que la rente de l'un diffère de la rente de l'autre ; mais les dépenses qu'on fait pour mettre la terre en état d'être cultivée, et les mines exploitées, se comprennent sous le nom d'améliorations, et sont un capital fixé.

les se font par le propriétaire ou  
 n compte, et leur valeur entière est  
 à celle du fonds de terre. Si le  
 aire vient à le céder, c'est à un plus

x.  
*Constructions.* Elles se divisent en  
 pièces, suivant leur destination. La  
 e comprend les *maisons d'habita-*  
 Ces constructions, comme vous le  
 ont souvent comprises dans le fonds  
 omption; mais quand elles servent  
 les travailleurs industriels, elles font  
 u capital, parce qu'alors la valeur du  
 t de ces travailleurs s'ajoute à la va-  
 produit de leur industrie. La seconde  
 e compose de toutes les autres cons-  
 s servant *immédiatement* l'industrie,  
 les étables, les granges, les mou-  
 s ateliers, les usines, les magasins,  
 iques, les routes, les canaux, les  
 archands etc.

*Outils ou instrumens de métier.* Ja-  
 ot n'a reçu une acception plus éten-  
 e celle que je voudrois donner ici  
 e d'outils, car je désirerois y com-  
 depuis la fronde dont se sert le  
 sauvage jusqu'à la machine la plus  
 usqu'au mécanisme le plus compli-

qué, jusqu'aux êtres animés même, facilitent le travail de l'homme. L'encouragement du forgeron et le métier pour faire des aiguilles de la lingère et les pompes des navires et les bêtes de somme et en un mot, tout produit matériel de la culture et du travail, tout objet vivant et animé que l'homme emploie pour s'aider dans son travail industriel, voilà ce que nous entendons par les outils, instrumens de métier. Ce mot, dans son sens le plus étendu, n'exclut pas les constructions.

Voulez-vous y attacher une idée précise? Parcourez le tableau des travaux industriels que je vous ai présenté (1) : le métier particulier vous rappellera des outils et des machines qui lui sont propres ; le travail du chasseur vous fera ressouvenir des instrumens de chasse, tels que les fusils, les arcs, les flèches, les attrapes, les chiens de chasse, les faucons ; le pêcheur présentera à votre imagination des instrumens de pêche, comme les filets, les parcs de rivière, les barques, les navires etc. Aucun genre d'industrie n'est plus riche en instrumens de métier

---

(1) Liv. I, chap. X. p. 229.

manufacturière; aucun n'en a moins d'industrie commerçante : ses outils se réduisent à-peu-près aux balances et aux poids. Ceux de l'armateur consistent dans les mâts et agrès; enfin ceux du roulier dans les chariots et dans ses attelages.

Il est à remarquer qu'il y a bien peu de travaux que l'homme puisse exécuter sans l'aide de quelque instrument, sans l'usage de ses doigts, qui sont des outils naturels, d'autres outils produits par une industrie antérieure. Les travaux mêmes les plus simples des peuples sauvages ne peuvent se faire sans ce secours : ainsi l'invention des outils commence avec les premiers industriels.

Quand on n'en invente, on n'en fabrique point pour exécuter des travaux qu'on ne peut point exécuter sans cela. Tels sont, par exemple, la bêche et les aiguilles à tricoter, et l'autre de ces outils sont indispensables pour labourer la terre ou faire des ouvrages de bois. Partout où l'on veut exécuter ces travaux, il n'existe pas d'autre moyen plus simple que celui qui présente ces instrumens.

À la suite des tems on parvient à inventer de nouveaux outils, qui font ce que l'homme ne peut plus faire sans eux, mais qui rendent le

travail plus facile et qui l'abrègent  
rablement (1). Tels sont la charrue  
métier pour faire des bas. On peut  
la rigueur, se passer de la charrue  
brouer la terre : mais combien ne  
pas facile et expéditif cet indispens  
vail ! De même aussi on peut faire  
sans l'entremise du métier : mais  
moyen on y parvient plus aisément.  
Enfin l'homme ne se borne pas à  
des moyens pour faire plus vite l'o  
il veut encore qu'il soit mieux fa  
invente des outils et des machines  
à donner au produit une perfectio  
n'auroit point sans eux. Tel est le  
pour filer le coton. En effet le coto  
avec les doigts et avec des machin  
les doigts ne peuvent jamais donn  
un degré de finesse et d'égalité suffi  
faire de belles mousselines de b  
sins. Des peintres pourroient exé  
pinceau les dessins qui ornent nos in  
nos papiers pour tentures : mais les  
d'impression qu'on emploie pour c

---

(1) C'est cette espèce d'outils et celle qui suit  
vention doit être attribuée principalement à la  
travail. Voyez Liv. I. Chap. VI. p. 200.

au dessin une régularité, aux couleurs une uniformité qui ne s'obtiendroient sans cela.

Les avantages que l'industrie retire des instrumens de métier, se réduisent à trois constances : 1°. Ils servent à faire des ouvrages que l'homme ne pourroit jamais exécuter sans eux ; par là ils sont indispensables ; supposé qu'on veuille avoir le produit qu'ils fournissent. 2°. Ils facilitent le travail ; par là ils épargnent à l'ouvrier le temps et de la peine, et rendent par conséquent le produit moins cher. 3°. Ils donnent au produit une perfection qu'il n'auroit pas sans leur secours ; par là ils le rendent plus agréable et plus recherché. Il y a plusieurs instrumens qui ne remplissent que l'un ou l'autre de ces destinations ; il y en a d'autres qui réunissent tous les avantages : ce sont les plus utiles.

Voilà, Messieurs, combien les instrumens contribuent à rendre le travail plus productif. Une nation qui multiplie les instrumens et les machines, peut entreprendre des travaux que d'autres peuples ne seroient point exécuter ; chez elle, une plus grande quantité de travail fournira un plus grand produit, et ce produit sera bien plus

parfait. C'est surtout à la multiplication des instrumens qu'il faut attribuer la baisse des produits manufacturés d'Angleterre au bas prix auquel ils se vendent dans les pays étrangers.

Quand on s'est convaincu, par une saine analyse, des avantages immédiats qui résultent de l'emploi des instrumens perfectionnés, non seulement on applaudit, comme on le doit, à tous les progrès de l'esprit humain qui peuvent conduire à l'invention de nouveaux outils et de nouvelles machines, mais encore, comme patriote, on veut qu'ils soient introduits dans le pays auquel on appartient.

La découverte de nouveaux instrumens dans les arts mécaniques, comme nous l'avons vu, tient en partie à la division du travail, et en partie aux progrès des sciences (1), c'est-à-dire à des circonstances qu'il ne dépend pas d'un peuple d'éviter ou de favoriser à son gré : ainsi toutes les nations ne sont pas également en état d'inventer de nouveaux instrumens ou de perfectionner ceux qui existent. Mais ce qui est au pouvoir de tout peuple ; comme de tout individu

---

(1) Liv. I. Chap. VI. p. 202.

pas s'opposer par habitude ou par préjugé à ce que l'usage d'instrumens plus parfaits ne se répande.

Prenez nos ouvriers russés : la plupart de leurs outils sont du genre de ceux qu'il faut absolument pour exécuter leurs travaux ; encore, dans ce genre, sont-ils souvent d'une très-mauvaise qualité. Ces ouvriers voient les étrangers se servir d'instrumens plus parfaits ; mais l'habitude, fortifiée par les préjugés nationaux, les empêche de suivre cet exemple. Faites-leur un cadeau de pareils outils, ils ne s'en serviront pas. A la vérité, leur adresse à exécuter leurs travaux mécaniques à l'aide de leurs instrumens imparfaits, est étonnante : mais j'aime mieux que nos ouvriers fussent admirés pour la perfection et le bon marché de leurs produits, que pour leur dextérité qui ne balance pas les avantages résultant de l'usage de instrumens plus parfaits. Quand on voit les ornemens et les ustensiles des peuples sauvages, ces produits, comparés aux moyens qui ont servi à les créer, causent un mouvement de surprise et d'admiration : mais, dans le fond, ce n'est pas le produit qu'on admire ; c'est la patience et l'adresse de l'ouvrier. Tel artisan

européen, muni de ses instrumens, en produiroit de bien plus par beaucoup moins de tems et avec beaucoup moins de peine.

4. *Subsistances.* Ce terme comprend toutes les richesses nécessaires à l'existence du travailleur industriel, au logement par exemple se trouve déjà rangé sous l'article constructions ; ainsi il faut y comprendre le pain, le vêtement, le mobilier, le combustible, etc. Quand la valeur des subsistances est fournie au travailleur par son employeur, elle se nomme son *salaires* ; alors elle comprend aussi le logement.

La quantité et la qualité des subsistances nécessaires varient beaucoup, non-seulement dans les différens métiers, mais encore dans le même métier, suivant les lieux où il est exercé.

Tel genre de travail use beaucoup plus les facultés physiques et morales de l'ouvrier que tel autre : ainsi, pour réparer les machines, pour ranimer ses esprits, il a besoin d'une nourriture plus abondante ou plus variée que dans tel métier que dans tel autre. Le forgeron a besoin de plus de nourriture que le tailleur ; les alimens qui conviennent à un crocheteur ou à un roulier, ruiner

un peintre ou d'un banquier, occupé  
 en travail de tête et forcés de mener  
 une vie sédentaire.

Indépendamment de cette nécessité,  
 le genre habituel des travailleurs diffère  
 beaucoup, dans les différents métiers. Le  
 cultivateur mène une vie plus simple que l'ar-  
 tisan le plus dernier, vivant dans la ville, où  
 il est plus facile de se procurer des super-  
 fluités. L'ouvrier s'accoutume aisément à un genre de  
 vie plus raffiné; le commerçant, élevé pour  
 la plupart dans l'aisance, a plus de besoins  
 que l'artisan.

Les besoins du travailleur sont encore dé-  
 terminés par le climat et par les habitudes  
 nationales : ainsi le même genre de travail  
 exige quelquefois des capitaux très-inégaux  
 pour l'achat de subsistances, dans deux  
 climats différens. En Angleterre, le simple  
 cultivateur ne sauroit vivre sans *roast-beef* et  
 du vin fort; en Russie, le repas du mar-  
 chand le plus riche est à-peu-près aussi frugal que  
 celui du laboureur. Les climats très-chauds  
 et très-froids font naître des besoins qu'on  
 n'a point dans les climats tempérés :  
 les doubles fenêtres, les four-  
 naises, que notre climat exige, sont inutiles  
 dans ces climats, et la consommation de com-

bustible et de chandelles y est in  
moindre.

5. *Matériaux*. Nous comprenons  
ce nom toutes les autres richesses (et  
les subsistances du travailleur) dont  
la consommation immédiate est nécessaire  
pour fournir un nouveau produit. Ils se  
divisent en deux espèces: les uns sont complètement  
détruits du moment où on les emploie  
dans la production; les autres ne subissent que  
de légères préparations ou des transformations  
qui ne les empêchent pas d'être employés  
dans l'industrie subséquente à celle qui les a  
produits. La première espèce conserve le  
nom de *matériaux*, dans une acception plus  
étendue; la seconde est distinguée par un nom  
particulier, celui de *matières premières*.

L'industrie agricole et commerciale  
emploie que des matériaux de la première  
espèce: tels sont la poudre à tirer, le  
plomb du chasseur, le charbon, la poudre  
à tirer et le mercure du mineur, les  
instruments du laboureur, ainsi que la  
nourriture de son bétail, les emballages et  
les matériaux pour écrire qu'emploie le  
commerçant, etc.; car toutes ces choses sont  
complètement détruites pour fournir le produit  
de la chasse, des mines, de l'agriculture  
et du commerce. L'industrie manufacturière

, emploie des matériaux des deux  
le charbon, par exemple que le  
consomme, est un matériel pro-  
duit; le fer qu'il travaille, est une  
première.

L'industrie agricole, bien qu'elle  
des matériaux, ne travaille cepen-  
ant sur des matières premières, non  
le commerce: la première ne fait  
cueillir ces matières et les livrer à  
le manufacturière; le commerce ne  
les échanger. Les produits de la  
de la pêche, des mines et de l'agri-  
deviennent des matières premières  
mains des premiers artisans qui leur  
une préparation quelconque; et  
ces matières préparées, même lors-  
sont des produits entièrement ache-  
elles ont servi à la consommation;  
ment de nouveau des matières pre-  
en passant chez d'autres artisans qui  
font des préparations ultérieures,  
s transforment d'une autre manière:  
par exemple, fournir par le cultiva-  
la matière première des ouvriers  
réparent à la filature, et de là  
qui en fait du fil. Le fil est la ma-  
nière du tisserand qui en fait de la

toile; la toile est la matière première couturière qui en fait du linge; passe au consommateur. Le linge consommé c'est-à-dire celui qui n'a plus de valeur comme linge, sert de nouveau de matière première aux papetiers; le papier devient l'objet de consommation, et redonne ensuite la matière première des fabricants de carton.

6. Le terme d'*ouvrage fait* comprend tous les produits bruts et manufacturés des industries agricole et manufacturière, quoiqu'achevés et destinés à la vente, se trouvent encore dans les mains de leurs producteurs; et 2<sup>o</sup>, toutes les marchandises qui sont encore entre les mains des commerçants. En un mot, l'ouvrage fait c'est le produit total de l'industrie qui n'est pas en circulation ou distribué à ceux qui doivent en acheter ou le consommer. Ce produit, en entrant ensuite dans les mains des consommateurs, reçoit deux destinations très-différentes: une partie va renouveler et augmenter le fonds de consommation; une autre est employée à renouveler ou à augmenter le fonds de capital c'est-à-dire ce fonds d'améliorations, de constructions, d'outils, de subsistance.

ix qui est destiné à la production  
le.

ont les élémens du capital national.  
rez peut-être surpris, Messieurs,  
que j'ai passé sous silence le *numé-*  
ette partie du fonds national dont  
nd parler le plus souvent, et à la-  
on attribue presque exclusivement le  
capital. C'est qu'en effet le numé-  
d'une nature si équivoque qu'on ne  
où le ranger. D'une part il concourt  
duction, et par là il participe à la  
es capitaux; de l'autre il ne donne  
e revenu, ni à la société, ni aux in-  
qui le possèdent, et par là il diffère  
al et s'assimile aux fonds. Je réserve  
cinquième Livre ce que j'ai à vous  
la nature et les effets de cet agent  
rculation: pour le présent je me  
ex observations suivantes, sans les-  
il vous seroit difficile de bien saisir  
ère du capital.

méraire aide la production en multi-  
s échanges, sans lesquelles la pro-  
ne sauroit aller. Il rend à la circu-  
peu-près les mêmes services que les  
les fleuves et les mers. De même  
seroit pas impossible d'envoyer par

terre les marchandises à de grandes  
ces, il ne le seroit pas non plus  
troquer contre d'autres marchandises  
comme la navigation rend les échanges  
finiment plus fréquens par la facilité  
donne aux transports, le numéraire  
multiplie de même à l'infini par la facilité  
apporte aux trocs. On peut encore  
parer à ces instrumens de métier  
ce que l'homme pourroit exécuter sans  
secours, mais qui rendent le travail  
facile et qui l'abrègent considérablement  
même qu'on peut faire des bas sans  
mise du métier, on pourroit aussi échanger  
les marchandises sans l'entremise du numé-  
raire: mais comme on parvient à faire des  
bas bien plus aisément en employant un tiers,  
les échanges se font aussi bien et plus  
facilement par le moyen du numéraire.

Voilà en quoi consiste l'utilité du numé-  
raire. Sous ce rapport il s'assimile à l'argent  
tal; mais il en diffère sous un autre  
rapport: donne un revenu, le numéraire  
donne jamais. Enfermé dans un coffre  
il ne s'accroît ni ne se multiplie point  
en circulation, il ne peut être employé à  
acheter du travail ou des marchandises  
choses que l'argent vient d'acheter.

rées à la production, elles rapportent un intérêt un revenu; mais alors ce sont les choses qui donnent le revenu, ce n'est pas le numéraire qui a servi à les acheter. Le prêteur du numéraire ne pourroit jamais percevoir un intérêt, si l'emprunteur le gar-  
 dait sous cette forme: celui-ci, pour lui produire un revenu qui puisse le mettre en état de payer l'intérêt, est toujours obligé de l'échanger contre du travail et des marchandises; et quand ce travail et ces marchandises lui ont procuré un revenu, c'est seulement qu'il se voit en état de payer l'intérêt au prêteur dont il tient le numé-

raire. Voyez que le numéraire, si tant est qu'il fait partie du capital, en est une portion qui est stérile, ou plutôt que ce n'est qu'un fonds, c'est-à-dire une masse accumulée de valeurs qui attendent leur destination. Le numéraire peut être employé tour-à-tour à la consommation stérile et à la production; mais quand il est appliqué à l'un ou à l'autre de ces emplois, il n'existe déjà plus sous la forme de numéraire. Ainsi les capitaux que la nation possède, ne se composent pas de numéraire, mais d'améliorations, de constructions, d'outils, de

subsistances, de matériaux et d'ouvriers, quoique les propriétaires de ces choses soient habitués à les évaluer en argent. Un fabricant dira, par exemple, qu'il a employé un capital de 50,000 roubles dans sa manufacture; mais vous comprenez bien qu'en parlant ainsi, il ne fait qu'exprimer la valeur convenue la valeur des machines, des subsistances, des matières premières et des outils qu'il a employés pour l'établir et pour la mettre en train.

---

## CHAPITRE VII.

*capitaux fixes et circulans.*

Continuant l'analyse des objets dont le produit se compose, nous nous apercevons que la partie de ces objets reste toujours la même, à la main du travailleur industriel, et ne change point de forme, tandis qu'une autre partie se transforme le plus souvent en d'autres produits, et ne donne point de produit si le travailleur ne s'en désaisit. La première portion est appelée son *capital fixe*, la seconde son *capital circulant*. L'un comprend les dépenses des améliorations du sol, des constructions et des outils; l'autre comprend les dépenses du travailleur, les matériaux et le salaire fait.

La proportion du capital fixe au capital circulant diffère beaucoup dans les différentes branches de l'industrie, comme les exemples que nous vous le prouveront. Pour les besoins de l'agriculture, je n'y ferai point mention des *habitations* et des *subsistances* des travailleurs, mais plus que du produit de leur industrie, ou de l'*ouvrage fait*, puisque ces

éléments du capital sont communs à métiers.

Le capital du *chasseur* est le moins qui puisse exiger une industrie. Son *fixe* ne comprend ni améliorations ni constructions: il se réduit presque entièrement aux *outils* de chasse, tels que les chiens, les arcs, les flèches, les attrapés, les fusils, les chiens et les oiseaux de proie, etc. Son *capital circulant* consiste également dans les *matériaux* qu'il emploie, comme la poudre à tirer, le plomb, la nourriture de ses chiens, etc.

Le *capital fixe* du *pêcheur* ne comprend point d'améliorations foncières, mais quelques *constructions*, comme les séchoirs, les magasins et les caves pour saler, fumer et conserver le produit de la pêche; il se compose en outre d'un capital considérable d'*outils*, tels que les filets, parcs de rivière, canots, navires, etc. Son *capital circulant*, au contraire, est absolument rien, à moins qu'on ne compte pour quelque chose l'appât, les amorces que le pêcheur emploie, etc. *matériel*.

L'industrie des *mines* suppose un *fixe* plus ou moins considérable en

de *sol*, puisqu'il faut ouvrir la mine, les eaux et la rendre accessible; elle exige des *constructions* pour brocarder le minerai, pour le laver, pour extraire les métaux; enfin ses *outils* et ses machines sont plus nombreux et plus compliqués que ceux des industries précédentes. Son *capital circulant* du mineur consistant en *matériaux*, comprend du charbon, de la poudre à tirer, du mercure pour l'amalgame, etc.

L'industrie *agricole*, exige de même un *capital fixe* en *améliorations du sol*, car pour fricher une terre inculte, la dessécher, l'ensemencer, la marnier ou fumer, etc. elle exige des *constructions*, telles que les étables, les granges et autres bâtimens de ferme. Ses *outils* comprennent non-seulement des instrumens aratoires de toute espèce, mais encore les bestiaux de labour et de trait, ceux destinés à fournir des produits pour la vente, tels que les troupeaux de moutons et de gros bétail que le cultivateur entretient constamment pour en tirer de la laine, du lait ou le croît du troupeau qu'il vend. Son *capital circulant* embrasse les *matériaux* se compose non-seulement de semences et de la nourriture de

ses bestiaux, mais encore du bétail qu'il élève pour le vendre (1).

Dans l'industrie *manufacturière* la portion qui subsiste entre les deux capitaux, est encore bien plus différenciée par les différens métiers. Le *capital fixe* du tailleur ne consiste que dans quelques outils de peu de valeur, comme des ciseaux, des aiguilles, tandis qu'un forgeron a besoin d'une *construction*, savoir de sa forge et d'un grand nombre d'outils. Le *capital circulant* des travailleurs manufacturiers comprend, comme vous le savez, outre les *matériaux*, encore des *matières premières*. Le fil et le charbon qu'emploient le tisserand et le forgeron, sont leurs matières premières ; les étoffes et le fer sont leurs matières premières.

Le capital d'un *marchand* est tout entier un *capital circulant* : il consiste

(1) Vous voyez qu'une partie des bestiaux constitue un capital fixe, et qu'une autre partie est un capital circulant. La première se compose des bestiaux que le cultivateur garde, et qui tire un revenu en les gardant, tels que le cheval de labour et de charroi, et ceux qui lui fournissent du lait ; la seconde comprend les bestiaux que le cultivateur élève pour la vente ; il tire un revenu en les mettant hors de sa ferme, et non en les gardant. Le bétail qu'il élève, non pour le garder, mais pour le vendre.

lises dont il faut qu'il se défasse  
tirer un revenu. Son *capital fixe* est  
chose comparativement. Celui d'un  
ne consiste que dans sa boutique,  
balances et mesures; celui d'un mar-  
gros se réduit au local où se trou-  
comptoir et ses magasins. Mais sou-  
travailleurs ne possèdent en propre  
ne ni magasin: ils se contentent de  
. Ces constructions, ainsi que la  
es ateliers des artisans, sont le ca-  
des propriétaires de maisons, les-  
rvent n'exercent aucune industrie.  
d'un armateur est de même un ca-  
et consiste dans ses vaisseaux; ce-  
roulier comprend les deux genres:  
es et ses attelages forment un capi-  
la nourriture de ses chevaux forme  
l circulant.

ital national n'étant autre chose que  
des capitaux productifs des indivi-  
orment la nation, il s'ensuit qu'il se  
même en ces deux branches, dont  
compose principalement d'immeu-  
l'autre de richesses mobilières. Si  
inction n'avait d'autre but que de  
une nouvelle classification des élé-  
capital national, je n'en aurois pas

fatigué votre attention: mais elle l'observateur des résultats très-importans, c'est pourquoi je vous invite à la bien lire. Voici pour le moment quelques observations qui vous prouveront qu'elle n'est ni inutile.

1°. Tout capital fixe provient originellement d'un capital circulant, et doit d'être continuellement entretenu au moyen de ce dernier. Les améliorations de la terre ne peuvent se faire, les constructions ne peuvent s'élever, les outils ne peuvent être fabriqués, sans qu'on ait d'avance un capital circulant en subsistances pour nourrir les travailleurs qui dirigent et exécuter ces travaux. Pour maintenir un capital fixe constamment en bon état, il faut encore recourir au capital circulant.

2°. Aucun capital fixe ne peut donner de revenu que par le moyen d'un capital circulant. Quelqu'améliorée que soit une terre, elle ne rendra pas de revenu sans un capital circulant en subsistances qui fasse vivre les ouvriers qui la cultivent comme ceux qui cueillent son produit spontané, et qui fournissent d'autres en matériaux pour ensemencer et nourrir les bestiaux. De même pour les constructions, les machines et les instrumens.

ne produiront rien sans un capital qui leur fournisse les matériaux qui sont nécessaires pour agir, les matières premières qu'ils sont propres à mettre en œuvre, et les subsistances des travailleurs qui doivent les employer.

Supposons une nation qui ait été extrêmement pauvre, qui ait en conséquence fixé un prix immense pour améliorer la terre, pour construire des habitations, bâtir des usines, des ateliers, et fabriquer des instrumens. Ensuite qu'une irruption de barbares vienne saisir, immédiatement après la réquisition de son capital circulant, toutes ses richesses, ses matériaux et son ouvrage, et que ces barbares, en emportant tout leur butin, ne détruisent point les usines, ni les ateliers: tout travail industriel sera aussitôt détruit. Car pour rendre à son activité, il faut des chevaux pour labourer, du grain pour semer, et surtout du pain pour nourrir les ouvriers jusqu'à la récolte. Il faut pour que les usines travaillent, du grain au moulin, du métal et du fer bon à la forge; il faut des matières premières aux métiers, et partout de la subsistance au travailleur. On ne travail-

lera donc point en raison de l'étendue des champs, du nombre des usines et de celui des travailleurs, mais en raison du peu de capital circulant qui s'est échappé aux barbares.

Heureux le peuple qui, après une telle catastrophe, peut retirer de la terre les trésors que la crainte enfouis! Les métaux précieux et les fines ne peuvent, non plus que les taux fixes, remplacer la vraie richesse circulante: mais l'usage qu'on en fera sera de les exporter en entier pour transporter au-dehors le capital circulant dont on a besoin. Vouloir empêcher cette exportation, ce seroit condamner les habitants à l'inaction, et à la famine qui en sera la suite.

---

## C H A P I T R E V I I I.

*Comment la division du travail est limitée par l'étendue des capitaux.*

En venant, Messieurs, que vous con- plus en détail les différens élémens al, vous sentirez mieux la vérité de l'observation annoncée au chapitre précédent de ce Livre, que toute production nécessite nécessairement un capital. Or s'il en est ainsi, il s'ensuit que la division du travail ne peut point faire des progrès sans l'augmentation de capital. Avant cette époque où le travail d'une nation commence à se diviser, chacun ne travaille que pour ses propres besoins, à mesure qu'ils se font sentir: mais du moment que la division du travail s'introduit, l'homme qui se livre à une occupation exclusive, travaille non plus pour les besoins des autres que pour les siens; il ne peut donc pourvoir à la plupart de ses besoins qu'en échangeant son produit contre celui de beaucoup d'autres personnes. Or cet échange ne peut avoir lieu à moins qu'il n'ait eu le tems, non seulement d'achever son produit, mais en-

core de le vendre. Il faut donc qu'au  
jusqu'à ce qu'il ait pu venir à bout  
deux choses, il ait eu en son pou  
capital pour le faire subsister et l  
nir en outre les matériaux et les ins  
nécessaires à son ouvrage. Mettons  
que dans un village de Russie, où  
sion du travail n'ait point existé jus  
un paysan ait l'idée de borner son  
à forger des ustensiles de fer et de  
tituer le forgeron du village. Il ne  
pas se vouer à cette occupation  
lière, s'il ne possède pas, ou s'il  
pas emprunter quelque part, une p  
faite par avance, de fer, de charbon  
tils et surtout de subsistances, jus  
que les ustensiles qu'il veut fabrique  
sent être, non-seulement achevés, m  
core vendus.

De même que l'accumulation d'u  
tal est un préalable nécessaire à la  
du travail industriel, ce travail ne p  
cevoir de subdivisions ultérieures q  
portion que les capitaux se sont pr  
ment accumulés de plus en plus. A  
que le travail vient à se subdiviser, l  
tité de matériaux qu'un même nor  
personnes peut mettre en œuvre, a

proportion très-forte. Si dix-huit travaillant séparément, ne faisoient que 20 épingles chacun, c'est-à-dire 180 épingles, pesant à peine 6 zolot-zolotniks de cuivre suffiroient pour travailler journallement. Mais si, au moyen de la division du travail, les dix-huit ouvriers font par jour 86,400 épingles, c'est-à-dire 480 fois 360 épingles, il leur faut seulement 15 livres de cuivre, qui sont 6 zolotniks.

Un exemple qui montre comment la division d'un métier exige un plus grand capital sous la forme de matériaux. On voit que ce qui est des autres élémens du capital paroîtroit d'abord que la subdivision du travail n'en exige pas plus qu'au contraire. A la vérité, dix-huit ouvriers réunis dans un même atelier, ne consomment pas de subsistances que dix-huit ouvriers travaillant chacun séparément; ils n'ont pas un plus grand local, ils n'emploient pas plus d'outils: au contraire, leur division diminue la dépense à l'égard de ces choses. Cela est vrai, jusqu'à un certain point. Mais si l'un de ces artisans veut établir une fabrique et réunir ses dix-sept cadavres dans son atelier, il lui faut un ca-

pital dix-sept fois plus considérable en instrumens, en outils et en subsistances que celui dont il avoit besoin lorsqu'il étoit seul. Ainsi il ne suffit pas que le capital nécessaire à la subdivision de la tâche se trouve exister dans la société, il faut encore qu'il soit accumulé dans le sein de quelques-uns des entrepreneurs, en portions assez considérables pour les mettre en état de faire de grandes entreprises. D'ailleurs, comme la subdivision des métiers la tâche de l'ouvrier se trouve successivement simplifiée, on a vu un plus grand degré de simplicité dans les machines qu'on invente une foule de nouvelles machines pour faciliter et abrégér le travail. On mesure donc que la division des métiers en s'étendant, il faut, pour qu'un nombre d'ouvriers soit constamment occupé, que le capital toujours plus considérable se trouve accumulé. Enfin le nombre des ouvriers augmente en général dans chaque métier, en même temps qu'y augmente la division du travail. C'est tôt c'est l'augmentation de leur nombre qui les met à portée de se classer et de se subdiviser de cette manière. Ainsi, que la division fait des progrès, il faut que le capital plus considérable en soit accumulé et en subsistances.

us parlant des bornes que la nature  
met à la division du travail, je  
vous citer que celles qui résultent de  
des travaux et de l'étendue du mar-  
outez-y maintenant les limites que  
des capitaux lui prescrit, et péné-  
s fortement de cette maxime impor-  
mais souvent oubliée, *qu'il est inutile  
rager l'industrie, si le capital ne  
s pour l'avancer.*

---

## C H A P I T R E I X.

*De quelle manière se forment les ca*

Quand le fonds qu'un homme a suffit tout au plus pour le faire subsister pendant quelques jours ou quelques semaines, il est rare qu'il songe à en tirer un revenu. Il le consomme, en le ménageant, qu'il peut.

Mais quand un homme a par lui-même un fonds suffisant pour le faire vivre pendant des mois et des années, il cherche naturellement à tirer un revenu de la majeure partie de ce fonds. Il n'en destine à sa consommation que ce qu'il lui en faut pour vivre; il va même jusqu'à ce que son revenu couvre ses dépenses; tout le reste est employé de manière à lui rapporter un revenu : c'est-à-dire il le retranche sur son fonds, et le somme pour en former un capital.

Ainsi la cause immédiate de la formation et de l'augmentation des capitaux, c'est l'économie, et non l'industrie. L'industrie, en vérité, fournit les richesses qui sont le point de départ de l'économie; mais c'est la sagesse et la patience des épargnes que fait l'économie. C'est par quelque effort qu'elle fasse pour pro-

peut avoir lieu qu'autant que la consommation détruit moins que l'industrie produit. Supposons deux individus qui exercent la même industrie, ou des industries différentes, mais qui donnent un égal produit; l'un est intelligent et laborieux; il gagne double de ce que l'autre gagne, mais il dépense tout son revenu. L'autre, paresseux et moins habile, ne gagne que la moitié, mais il en économise une moitié. Au bout d'un certain tems, l'homme intelligent mais économe aura un capital, l'homme laborieux mais dépensier n'en aura point. Appliquez cet exemple à des nations entières, il vous montrera les mêmes résultats. Toutefois il n'en est pas moins vrai, que plus l'industrie progresse, plus l'économie peut faire des épargnes. La loi sous laquelle les capitaux s'accroissent, est absolument indifférente, pourvu qu'ils s'accablent. Qu'un cultivateur réserve sur sa consommation une portion de ce qu'il a récolté, elle formera également un capital, soit qu'il l'emploie à enrichir un champ qui jusque-là restait inculte, soit qu'il la vende pour prêter à d'autres, ailleurs l'argent qu'elle lui aura valu.

Dans le premier cas ce sera un cas de semences; dans le second, ce sera un cas en argent.

Quand le numéraire est introduit dans une nation, la plupart des revenus étendus sont reçus en numéraire, la plupart des richesses s'amassent aussi sous cette forme. Le numéraire, comme chaque pièce de monnaie, représente la valeur d'une portion de richesses actuellement existante dans la société. Il s'ensuit qu'en accumulant du numéraire, on accumule les richesses qu'on peut acquies par son moyen. En épargnant mille roubles sur mon revenu, je m'abstiens de dépenser une quantité de richesses quelconques de la même valeur, qui se trouvent actuellement dans la société ou qui se trouvent alors, si j'emploie moi-même mon capital; je destine à la production une quantité de richesses valant mille roubles; et si je prête mon capital à quelqu'autre personne, je délègue le droit de disposer d'une quantité de richesses de pareille valeur. Du moment que cette valeur est réalisée, que le possesseur de l'argent l'échange contre les richesses auxquelles cet argent lui donnoit la valeur, il cesse de représenter ces richesses et ne représente d'autres qui sont encore

tion, c'est-à-dire qui peuvent encore  
er et se vendre.

individus qu'un capital productif fait  
er, sont toujours des travailleurs in-  
ls qui reproduisent ce capital avec  
t). Ainsi toute épargne, tout accrois-  
t de capital, prépare un revenu an-  
non-seulement au propriétaire qui  
oie ou qui le prête à intérêt, mais à  
es travailleurs dont l'industrie est mise  
uvement par cette portion de capital.  
s voyez qu'un homme qui augmente  
pital par son économie, peut être re-  
comme le fondateur d'une maison d'in-  
, où une société d'hommes laborieux  
nourrie à perpétuité des fruits de son  
. Je dis, à perpétuité, car un principe  
issant garantit pour toujours la desti-  
d'un capital productif: c'est l'intérêt  
et évident de chaque individu auquel  
ital pourroit jamais appartenir dans la  
Aucune portion n'en peut être dé-  
e sans qu'il en résulte une perte évi-  
pour le propriétaire. Celui qui cesse

---

n'en est pas de même des capitaux improductifs,  
ceux-ci donnent également une rente au proprié-  
i les prête. Voyez le chap. III, de ce Livre, p. 263.

d'employer un capital à la production change la nature et le transforme en objet de consommation: or dès-lors, nécessairement il ne donne plus de revenu, et se s'anéantit tôt ou tard.

Ce sont sans doute ces considérations qui ont dicté l'utile testament de Franklin. Tout laborieux qu'il étoit, Franklin dans sa jeunesse avoit senti le besoin: il a laissé à sa mort une somme de 8000 roubles (1), pour être prêtée à intérêt à des artisans d'une capacité et d'une expérience éprouvée, mais sans fortune. Au bout de quelques années, le même capital, accru des intérêts, est prêté à d'autres artisans; de manière qu'à près avoir successivement accoutumé un grand nombre de personnes, ce legs doit au bout de quelques années s'élever à une somme de plus d'un million de roubles. Il est impossible de concevoir une disposition testamentaire capable de produire une plus grande utilité et un plus grand bonheur.

---

(1) Je crois n'avoir plus besoin de vous dire que toutes les fois que j'évalue des sommes en monnaie, c'est toujours la monnaie actuelle d'argent qu'il faut entendre, à moins que le contraire ne soit expressément dit. Cet avis se trouve déjà dans l'Introduction générale,

prenez de voir que les capitaux se forment et s'accroissent par l'économie : ainsi il est évident que s'ils diminuent et se dissipent, cet effet ne peut être attribué qu'à l'impéritie ainsi qu'à l'impéritie ou à la prodigalité des personnes qui en font l'emploi.

Celui qui place une partie de son revenu en fonds, augmente, pour sa part, le capital national. Celui qui place son revenu en consommations, empêche, pour sa part, l'augmentation du capital national, et le diminue pas. C'est ce que fait le prodigateur, qui, en dépassant les bornes du revenu, entame son capital. Semblable à un homme qui détourne à quelque usage profane les revenus d'une fondation pour payer des salaires à la fainéantise, il dissipe les fonds que la frugalité de ses pères a accumulés pour ainsi dire, consacrés à l'entretien de l'industrie. De même que l'homme rangé est un bienfaiteur de la société, le prodigateur est un fléau public.

Enfin, l'abaissement la profusion des individus ne peut jamais beaucoup influer sur la fortune d'une grande nation, la prodigalité des uns étant toujours plus que compensée par la frugalité des autres. Le principe qui

nous porte à dépenser, c'est la passion des jouissances actuelles ; passion de la vérité, mais qui est en général passion accidentelle. Mais le principe qui nous porte à épargner, c'est le désir d'améliorer son sort ; désir calme, à la vérité, mais qui nous accompagne et ne nous quitte qu'au moment de la mort. Or une augmentation de fortune est le moyen par lequel la majeure partie des hommes propose d'améliorer son sort ; et le moyen le plus simple et la plus sûre d'augmenter sa fortune, c'est d'épargner et d'accroître la partie de ce qu'on gagne. Ainsi, le principe qui porte à dépenser, qui prévaut presque dans tous les hommes en toutes occasions, cependant, en prenant le parti de tout le cours de leur vie, il semble que le principe qui porte à l'économie, qui prévaut le plus généralement, l'emporte finalement et prévaut à la longue, mais d'une manière même extrêmement.

Les effets de l'*impéritie* dans la conduite des affaires sont souvent les mêmes que ceux de la profusion. Toute entreprise, soit prospère ou malheureuse en agriculture, en mines, en pêcheries, en manufactures, en commerce, tend de même à diminuer les fonds destinés à l'entretien de l'entreprise. Dans une entreprise de cette nature

la vérité n'est consommé que par des  
ours industriels ; cependant , comme  
re imprudente dont on les emploie  
s ne reproduisent point la valeur en-  
leur consommation , il en résulte  
quelque diminution dans la masse  
taux de la société.

de même que la profusion de cer-  
ticuliers est plus que compensée par  
ité des autres , de même aussi les  
es heureuses et bien combinées l'em-  
le beaucoup sur les entreprises im-  
s ou malheureuses. Malgré toutes  
tes sur la fréquence des banque-  
les gens qui tombent dans ce genre  
ne , ne font qu'une bien petite par-  
le nombre total des personnes en-  
ans les entreprises industrielles ; ils  
peut-être pas plus d'un sur mille,  
ueroute est une des plus grandes ca-  
et des plus fortes humiliations à la-  
uisse être exposé un innocent. Aussi  
rt des entrepreneurs prennent-ils  
tes leurs précautions pour l'éviter.  
ations ne s'appauvrissent jamais par  
sion et l'impéritie des particuliers ,  
quelquefois bien par celles de leurs  
emens. Quand les dépenses du gou-

vernement consomment une si grande portion de la totalité des revenus, que les particuliers sont forcés d'entamer les impôts, toute la frugalité et la sagesse des individus ne suffiront jamais à combler les vides qu'une pareille dissipation occasionne dans le produit annuel.

Si les gouvernemens de l'Europe ont tous porté leurs profusions jusqu'à ce point, la plupart d'entr'eux doivent cependant excuser d'avoir retardé les progrès de l'opulence nationale par une foule de dépenses aussi excessives qu'inutiles. L'expérience nous fait pourtant voir que l'économique et sage conduite privées ont suffi pour résister à toutes ces profusions; car, dans les plus anciens pays de l'Europe, la richesse nationale s'est évidemment accrue depuis plusieurs siècles. Ainsi cet effort constant, et jamais interrompu de tout individu à améliorer son sort, ce principe qui est la source primitive de l'opulence publique, a souvent assez de puissance pour maintenir, en dépit des folies du gouvernement et des erreurs de l'administration, le progrès naturel des choses vers une meilleure condition. Semblable à ce que nous voyons d'inconnu de la vie que portent en

animales, il rend souvent la santé  
 vigueur au corps social, non-seulement  
 la maladie, mais même en dépit des  
 ances d'un médecin ignorant.

endant cet effort des particuliers a be-  
 tre protégé par la loi. Ce n'est que là  
 propriétés sont assurées, où l'emploi  
 bitaux est abandonné aux choix de  
 si les possèdent; ce n'est que là, dis-  
 les particuliers seront encouragés à  
 mettre aux privations les plus dures  
 mpenser par leurs épargnes les retards  
 profusion du gouvernement peut avoir  
 s aux progrès de la richesse nationale.  
 leterre, malgré ses guerres ruineuses,  
 venue à un haut degré d'opulence;  
 gré les contributions énormes dont le  
 y est chargé; son capital s'est pour-  
 cru dans le silence par l'économie des  
 iers, il ne faut attribuer ces effets qu'à  
 é des personnes et à la sûreté des pro-  
 qui y règnent, plus que dans aucun  
 ays de l'Europe, la Suisse exceptée.  
 roissement du capital national de la  
 pendant le cours du siècle dernier, et  
 omène d'autant plus remarquable, que  
 ses n'y exercent leur bénigne influence  
 ns un cercle fort étroit. Cependant,

combien de villes bâties , combien améliorées , combien d'usines et de manufactures établies , combien de ports , de canaux construits , combien de commerce exploitées depuis le commencement de ce siècle ! Et tous ces capitaux créés et accumulés au milieu de ces prospérités presque continuelles que la Russie a eues contre la Suède , la Pologne , la Perse , la Turquie , la France ; non seulement la peste de Moscou et les ravages exercés par la horde de Pougatchef (1) ; en dépit de ces pertes toujours croissant d'une cour somptueuse , d'une noblesse inclinée à la dissipation , le revenu national a suffi , non-seulement à couvrir toutes ces dépenses , mais encore à entretenir cette foule d'établissimens d'éducation , d'instruction et de bienfaisance qui honorent l'Empire ; il a suffi pour doubler ou tripler le commerce , pour créer et entretenir une ma-

---

(1) L'invasion de Buonaparte et ses suites sont trop récentes pour entrer dans ce tableau ; elle a sans doute causé un mal infini à notre industrie , mais ce mal est-il compensé par l'énergie que ces désastres ont développée dans la nation. En évaluant les sources de la prospérité nationale , on se tromperoit grandement si l'on cherchoit à calculer par des chiffres : telle force morale qu'on ne peut quantifier , vaut bien quelques millions de roubles qu'on peut compter.

sur deux mers : et toutes ces dépenses , il a pu fournir encore des épargnes pour accroître le capital national :

Malgré ces progrès rapides , le capital existant en Russie est loin d'être proportionné à l'étendue de l'industrie nationale. En conséquence , cette industrie s'aide du crédit étranger qui sont plus riches que nous. Les marchandises qui s'importent en Russie , sont livrées à crédit à nos marchands ; celles qu'on exporte , se payent au moins en partie d'avance , partie à la livraison. C'est un désavantage pour la Russie , car les intérêts respectifs sont en raison de la nature des avances : nous achetons plus cher les marchandises étrangères qu'on nous cède à crédit , et nous vendons meilleur marché les produits nationaux qu'on nous paye d'avance. Mais ce désavantage est plus que compensé par la circonstance de pouvoir garder plus longtemps nos marchandises à l'étranger , et de pouvoir employer ceux que l'étranger nous avance. Dans ce moment , la Russie se range encore parmi les nations faibles ou pauvres , parce que son capital ne suffit pas pour faire aller toutes ses entreprises industrielles ; mais elle n'est pas fort éloignée de l'époque où elle pourra se passer de l'étranger et où elle deviendra

indépendante (1). Sous ce rapport sous plusieurs autres, la situation de est semblable à celle des États-Unis riques : l'état de développement et sance dans lequel ces deux pays se les porte à aspirer le plus qu'ils peuvent aux étrangers, et ces capitaux se se réalisent chez eux en améliorations constructions, en machines et en industrie de toute espèce qui servent à créer un produit ou à enrichir la nation.

Quoiqu'il soit incontestable que le bien-être de la Russie s'est augmenté prodigieusement depuis un siècle, il n'en est pas moins vrai qu'il se seroit encore bien autrement accru si toutes les classes des habitans de l'Empire avoient joui de la sûreté des propriétés et de la liberté d'employer à leur profit leurs facultés personnelles et leurs capitaux. Les esclaves accumulent rarement : d'une part, la crainte de se voir enlever leurs épargnes ; de l'autre, la perspective d'être relâchés par leurs maîtres, quand l'âge ne leur permet plus de travailler, étouffe en eux toute inquiétude salutaire sur l'avenir, qui ne laisse pas aux hommes libres à retrancher sur leurs

---

(1) Comparez le Chap. V. de ce Liv. p. 276.

les, afin de se ménager des ressources  
vieillesse et contre l'infortune. Lorsque  
nécessité les surprend quelquefois, au  
lieu de productifs les fonds qu'ils ont  
à leur disposition, ils les convertissent en or et  
en argent, et les retirent de la circulation. Je  
n'ai pas besoin d'ajouter, Messieurs,  
qu'en parlant ainsi de la situation de  
nos paysans, je n'ai en vue que la majorité  
d'entre eux. Toute règle a ses exceptions,  
et je ne serois pas embarrassé à vous citer un  
grand nombre de paysans russes qui ont accumulé  
des fonds considérables et qui les font  
valoir avec beaucoup d'intelligence. Mais ces  
cas ne sont pas fréquens, tandis qu'une  
opposée est presque générale.  
Les classes qui contribuent le plus chez  
nous à l'accroissement de la richesse nationale  
et au développement de l'économie, ce sont celles  
des entrepreneurs d'industrie, surtout dans le  
Nord. C'est principalement chez eux que  
les richesses s'accroissent, et avec une rapi-  
dité tant plus grande qu'ils joignent pour  
cela à l'industrie la plus active, une fru-  
gale économie en d'autres pays. Les fortunes  
nouvelles qu'on voit naître en peu d'années  
à leur disposition, expliquent suffisamment le  
secret de l'accroissement rapide du ca-

pital national. Toutes les mesures d'encouragement qui contribuent à rendre plus utiles de citoyens plus nombreuses, à délivrer de toute gêne dans l'emploi des capitaux, sont autant de moyens pour avancer l'accroissement du capital national.

---

---



---

 LIVRE TROISIÈME.

 DISTRIBUTION PRIMITIVE  
 PRODUIT ANNUEL, OU DES  
 REVENUS.
 

---

## CHAPITRE PREMIER.

*de la distribution primitive, et comment elle diffère de la distribution secondaire.*

ici, Messieurs, nous avons tâché d'exposer les lois qui régissent la production et la répartition des richesses : maintenant nous allons examiner de quelle manière le produit annuel se distribue parmi les membres de la société. Vous savez ce que c'est que le produit annuel (1) ; vous connoissez les lois de la production ; vous avez vu comment elle se fait, chacune en ce qui les concerne ; comment elles se partagent la production ; comment elles se répartissent pour produire ; enfin vous avez vu que rien n'est nullement nécessaire qu'elles

se trouvent réunies dans les mêmes r  
 Je vous dirai maintenant que , dans  
 avancé en richesse et en civilisation ,  
 plus fréquemment de les voir séparées  
 unies, et qu'ainsi les *travailleurs ind*  
 les *capitalistes* et les *propriétaires*  
 forment trois classes distinctes de la s

Cependant il n'en a pas toujours  
 Dans l'enfance des sociétés , ou  
 peuples chasseurs , la terre n'est la  
 de personne , et on n'y distingue ni  
 pauvres , chacun ne gagnant par se  
 que sa propre subsistance , et une su  
 très-chétive. Ainsi chez ces peuple  
 qu'une seule source de production en  
 savoir le travail ; tout le produit ann  
 dû , et la nation entière se compos  
*vailleurs.*

C'est chez les peuples pasteurs qu  
 lité des fortunes s'introduit. Lorsqu'  
 mence , celui-là est riche , qui ap  
 pourvu à sa consommation , possèd  
 du superflu ; et celui-là est pauvre , q  
 par devers lui de quoi subsister pen  
 travaillera , et jusqu'à ce que son pr  
 achevé et susceptible d'être cons  
 échangé.

omme tout homme est forcé de con-  
avant de pouvoir fournir un produit,  
se trouve dans la dépendance du  
t ne peut ni vivre ni travailler s'il n'ob-  
lui des denrées déjà existantes, qu'il  
de lui restituer quand son produit sera

Ces prêts ne peuvent être gratuits,  
antage en seroit tout du côté du pauvre,  
ue le riche ne seroit point intéressé à  
dure. Pour l'y faire consentir, il a fallu  
r que le propriétaire du superflu accu-  
du fonds, retireroit une rente ou un  
proportionné à ses avances. Dès que les  
stes ont pu accroître leurs fonds de  
anière sans travailler eux-mêmes, ils  
multiplié autant qu'ils ont pu de pareils  
t ils se sont bien gardés de suspendre  
té productive de leurs capitaux en les  
chômer, ou de la détruire en les con-  
nt.

ge a réservé le nom de *capitalistes*  
uls propriétaires du numéraire accu-  
mais dans sa véritable signification ce  
omprend les possesseurs de toute masse  
lée de richesses destinée à la produc-  
es peuples pasteurs souvent ne con-  
t pas l'usage du numéraire, et cepen-  
y a des capitalistes parmi eux, et de

gros capitalistes ; car des troupeaux nombreux , quand ils sont employés à multiplier les richesses du pâtre , composent un capital plus réel que le numéraire , et peuvent d'abord échanger contre d'autres richesses le pouvoir l'employer à la production. Chez les peuples pasteurs , deux sources courent à la production : le produit appartient dû au travail et aux capitaux , et la population se compose de *travailleurs* et de *capitalistes*.

Si la classe des capitalistes s'établit chez les peuples pasteurs , celle des *propriétaires fonciers* ne peut se former que chez les peuples agricoles , car c'est alors seulement que chacun sent le besoin de diviser le territoire de la société et de s'en approprier la portion qui peut mettre en culture. Les capitalistes sont en état de faire les avances nécessaires pour cette nouvelle industrie : ainsi le sol qui habite la nation , leur tombe exclusivement en partage.

Dès l'instant que le sol d'un pays est divisé en propriétés privées , les capitalistes et les travailleurs qui n'en ont point obtenus ne peuvent entreprendre de travaux agricoles , moins que quelque propriétaire ne leur en donne l'usage de son terrain ; or les propriétaires n'auroient aucun intérêt à le faire , s'ils

nt aucun profit. Ils demandent donc une même pour le produit spontané de la et se constituent de cette manière un indépendant de leur propre travail.

nt les habitans du pays qui ne sont illeurs industriels, ni capitalistes, ni aires. Comme cette classe de la so- e participe point aux sources de pro- , elle ne peut exister que par l'é- de ses *services* contre les richesses qui propriété des trois autres classes : elle nd celle des *salariés*.

ainsi que toute nation agricole, rela- t à la distribution du produit annuel, e divisée en quatre classes, dont trois nt les sources de production, tandis quatrième n'y a point de part. Cette on des membres de la société en *leurs industriels, capitalistes, pro- ces et salariés*, non-seulement se nt dans toutes les périodes suivantes de érité, mais elle devient plus forte et nchante à mesure que la richesse et la on font des progrès. Plus il est facile italistes et aux propriétaires de retirer nu de leurs capitaux et de leurs terres ailler eux-mêmes, plus ils se reposent asse des travailleurs du soin de les faire

valoir. Cependant il ne s'ensuit pas que les sources de production se trouvent nécessairement et constamment séparées : le cultivateur est souvent propriétaire ; l'un et l'autre emploient souvent eux-mêmes leurs capitaux sur leurs terres ; enfin tous peuvent être quelquefois salariés.

Tout produit est d'abord la propriété du producteur et de celui qui lui a fourni les moyens de produire. Or comme le produit annuel d'une nation prospérante est le résultat du concours des trois sources de production, il s'ensuit que ce produit appartient également aux trois premières classes qui produisent ces sources. Chacune, en raison de sa part qu'elle aura prise à la production, peut prétendre à une part du produit, qui sera ainsi partagé entre les travailleurs indépendants, les propriétaires fonciers et les capitalistes.

C'est ce partage, Messieurs, que j'appelle la *distribution primitive* du produit annuel. Pour vous en former une idée, supposez pour un moment celle de l'argent, et imaginez-vous un pays où les salaires du travail, les rentes des capitaux et des terres fussent distribuées dans les richesses mêmes qui seroient le produit de la coopération des trois sources de production. Dans un tel pays, un fermier

posons avoir emprunté le capital circulant employé dans son entreprise, payeroit les frais de sa culture, et le salaire à ses ouvriers, la rente au propriétaire, et les intérêts au capitaliste. Ainsi la quantité de blé produite, se trouveroit partagée en quatre portions; et il en seroit de même des produits de toute autre entreprise industrielle. Le fabricant partageroit de la même manière les denrées qu'il auroit fabriquées, et ainsi de suite, celles qui seroient l'objet de son commerce.

Dans cette distribution primitive, la totalité du produit seroit partagée entre les propriétaires, des capitalistes et des travailleurs; mais chacun ne trouveroit avoir perçu chacun sa part du produit total; mais chacun aussi ne seroit parvenu que d'une seule espèce de produit, et non de celle à la confection de laquelle il auroit concouru. Cependant leurs besoins ne se bornent pas à une seule denrée: chacun d'eux, en mettant peut-être de sa part une portion qu'il croiroit pouvoir consommer, changeroit le reste contre d'autres denrées, ou contre des services. Cet échange constitue la *distribution secondaire* ou la *circulation*.

Dans la distribution primitive le produit est réparti seulement parmi les travail-

leurs industriels , les capitalistes et propriétaires fonciers ; les salariés n'y ont part. Vous voyez donc que cette classe ne peut se procurer les produits ou les richesses dont elle a besoin par la circulation , c'est-à-dire en les payant par ses services des individus des premières classes. Du moment que le numéraire est introduit chez une nation , ces trois classes elles-mêmes ne reçoivent leur part du produit annuel que par la circulation ; car le propriétaire foncier , par exemple , n'acquiesce plus de salaires et les rentes qu'il doit ; il ne reçoit pas même son revenu à lui en blé : il vend cette portion qu'il lui faut pour sa subsistance ; il vend le tout , paye les salaires et les rentes en argent , et achète avec de l'argent les objets de sa consommation. Cette circonstance est cause sans doute qu'il nous est un peu plus difficile de nous faire une idée de la distribution primitive ; mais pour nous en faire une n'en existe pas moins réellement. Les opérations près lesquelles elle s'opère , nous occurreront dans ce troisième Livre ; celles qui ont lieu par la circulation , seront l'objet du Livre suivant.

---

## CHAPITRE II.

*revenu — primitif et secondaire.*

part que chacune des trois classes procède des sources de production, ou de tout individu de ces classes, obtient du travail annuel, s'appelle son *revenu*.

Le tout revenu provient en dernière analyse d'un travail industriel, ou d'un capital, ou d'un fonds de terre. Ce sont ces trois sources de production qui fournissent le *revenu primitif* de la société, celui qui résulte de la production matérielle. Le revenu de la troisième classe, des salariés, est toujours dérivé de l'une ou de l'autre de ces espèces de *revenu primitif*, ou de toutes les trois ensemble. C'est pour cela qu'on l'appelle le *revenu secondaire*. Tous les impôts, et tous les revenus fondés sur les impôts, tels que les rentes, les pensions et les pensions que paye l'État, sont dérivés du *revenu primitif*.

Le *revenu* prend différens noms. Or comme c'est une chose extrêmement importante dans les sciences que d'attacher des idées précises aux termes qui désignent les notions fondamentales, quoique je vous aie déjà fait connaître les différentes espèces de *revenu* pri-

mitif (1), j'en ferai encore une fois l'application, et je tâcherai de les définir avec précision et aussi complètement qu'il me sera possible.

La première source de production est le *travail industriel* ; les propriétaires de cette source sont les *travailleurs industriels* ; leur revenu se nomme  *salaire de l'industrie*  ; on le nomme simplement  *salaire* , quand il n'y a rien à craindre qu'on le confonde avec le revenu du travail immatériel qui est le revenu des *propriétaires*. Le salaire de l'industrie est un revenu primitif ; celui du travail immatériel est un revenu secondaire.

La seconde source de production est le *capital*. Les propriétaires de ce capital sont appelés  *capitalistes*  ; leur revenu se nomme  *rente de capital* . Cette rente se divise en deux espèces, selon la nature des capitaux auxquels elle doit son origine : celle du  *capital fixe*  s'appelle un  *loyer*  ; celle du  *capital circulant* , un  *intérêt* . La rente du  *capital*  est un revenu primitif, toutes les fois qu'elle est payée d'un capital employé à la production ; elle est un revenu secondaire qu

---

(1) Voyez p. 259.

ée pour l'usage d'un fonds destiné à la  
 mation (1).

isième source de production , ce sont  
*de terre* ; ils appartiennent aux  
*fonciers*. Leur revenu s'appelle  
*foncière* ou le *fermage*. Cette rente  
 revenu primitif , toutes les fois qu'elle  
 ée d'un terrain employé à la produc-  
 elle est un revenu secondaire lorsqu'elle  
 ée pour l'usage d'un terrain qu'on des-  
 n usage improductif , comme de servir  
 , de jardin d'agrément , etc.

ces trois espèces de revenus simples ,  
 e encore un revenu mixte , qui tient à  
 du salaire et de la rente du capital.  
 avez , Messieurs , que les travail-  
 industriels se divisent en deux classes ,  
 les *entrepreneurs* qui travaillent pour  
 propre compte , et celle des ouvriers qui  
 leur travail aux entrepreneurs. Le tra-  
 l'entrepreneur consiste à diriger l'em-  
 capital ; ainsi son revenu se règle sur

---

th range la rente du capital parmi les revenus se-  
 (Vol. I. p. 79.) S'il en étoit ainsi , la rente fon-  
 it aussi un revenu secondaire , toutes les fois que le  
 re foncier ne la gagneroit pas par son propre travail ,  
 celui d'un fermier ; chose dont Smith lui-même sou-  
 ontraire.

d'autres principes que celui de l'ouvrier : le salaire de ce dernier est simplement un produit de l'industrie ; en conséquence il se propose sur la nature et la quantité du travail de l'ouvrier : le revenu de l'entrepreneur, au contraire, se mesure sur la valeur du produit qu'il emploie. Le défaut d'un terme propre pour désigner ce revenu, a été la cause de bien des méprises : les uns l'ont regardé simplement comme un salaire ; les autres l'ont pris en entier pour une rente ; cependant il se compose de l'un et de l'autre : nous l'appellerons le *profit de l'entrepreneur* (1). Ce profit est toujours un revenu primitif.

(1) C'est à regret que je me sers d'un terme qui n'est pas généralement reçu, mais il est généralement reçu, et je n'en ai pu trouver d'autre qui fût plus analogue. Le mot *profit*, dans sa véritable acception, désigne le *gain* que fait le marchand ou l'excédent qu'il obtient dans la vente de ses marchandises au-delà de leur prix nécessaire ; dans ce sens il est opposé à celui de *perte*. (Voyez l'Introduction générale.) Pour éviter la confusion des mots, j'ai eu soin de distinguer le *gain* de l'entrepreneur de son *profit*, et de l'appeler *profit net*.

Smith n'admet que trois espèces de revenus : le profit de l'entrepreneur et la rente du capital. Le seul revenu qu'il appelle *profits des fonds* (*profits des fonds*). Si c'est pour la raison que la plupart des capitalistes sont en même tems capitalistes, la même raison

voyez que les trois sources de production ont lieu à quatre espèces de revenus : l'industrie de l'ouvrier fait naître le *salaires de l'ouvrier* ;

les capitaux sont la source de la *rente du capital* ;

les fonds de terre produisent la *rente foncière* ;

l'industrie de l'entrepreneur produit le *profit de l'entrepreneur*.

Chacun de ces revenus peut exister séparément ; ainsi il se peut que l'ouvrier ne gagne que son salaire , que le capitaliste et le propriétaire ne gagnent que leurs rentes , et que l'entrepreneur ne gagne que son profit.

Ces revenus peuvent encore se trouver réunis dans les mêmes mains. L'entrepreneur est à la fois capitaliste , et quelquefois proprié-

à comprendre sous une seule dénomination le profit de l'entrepreneur et la rente foncière ; car très-souvent les entrepreneurs en chef sont en même tems propriétaires. L'embarras dans lequel Smith s'est jeté, faute d'avoir distingué deux revenus absolument différens , n'a pas échappé à tous ses commentateurs ; Say notamment l'a remarqué ; mais comme cet écrivain ne sépare pas entièrement le profit de l'entrepreneur , et qu'il le regarde comme *profit net* de l'entrepreneur qui n'est que son profit courant, l'obscurité qui règne sur la théorie de ce profit n'en a été que moindre.

taire ; alors il retire, outre son profit  
preneur, la rente d'un capital ou de  
fonds de terre. Quelquefois même l'en-  
neur est encore ouvrier par dessus tout ;  
dans ce cas il réunit toutes les sources de  
production, et il en retire toutes les diffé-  
espèces de revenus. Les capitalistes et les  
propriétaires qui n'emploient pas eux-mêmes  
capitaux et leurs terres, n'en retirent que  
rentes ; c'est pourquoi on les distingue  
nom de *rentiers*.

Quelques exemples vous feront mieux  
prendre comment les différens revenus se  
nissent dans les mêmes mains.

Il est rare de voir des commerçans  
manufacturiers s'établir comme chefs d'ou-  
prises sans qu'ils aient un capital quel-  
eux. Ils sont à la fois entrepreneurs et  
listes.

Dans tout pays, un grand nombre de  
propriétaires exploitent leurs terres au moyen  
leurs propres capitaux : ils sont à la fois  
preneurs, capitalistes et propriétaires.

Souvent un ouvrier possède un capital  
suffisant pour acheter des outils et de  
res, et pour subsister jusqu'à ce qu'il  
porter son ouvrage au marché. Quand  
reil ouvrier travaille pour son propre

à la fois entrepreneur, capitaliste et cultivateurs libres qui existent en Russie en conséquence de l'édit bienfaisant du 1803, cultivent de leurs mains et de leurs capitaux, les terres qu'ils ont achetées de leurs maîtres : ils réunissent à la fois les différens caractères d'entrepreneur, de propriétaire et de capitaliste. Leur produit doit leur rapporter le profit du premier, le salaire du second, la rente du troisième et celle du capitaliste.

## CHAPITRE III.

*De quelle manière et suivant que les portions se fait la distribution primitive.*

Examinons maintenant le mécanisme par lequel le produit annuel se distribue entre les trois classes propriétaires des sources de production. Notre première question sera de savoir laquelle d'entr'elles se charge de la distribution ? Ce ne peut être que l'entrepreneur qui fait valoir les sources de production parce que c'est elle qui en recueille le produit. Or comme ce sont les entrepreneurs qui louent les fonds de terre, les capitaux et les ouvriers ; comme ce sont eux qui les emploient , et entre les mains desquels le produit se trouve au moment de sa production ce sont eux aussi qui le distribuent. L'entrepreneur est l'intermédiaire entre les trois classes propriétaires des sources de production , et entre celles-ci et les consommateurs ; il est le centre de tous leurs rapports. Le revenu primitif est payé par un entrepreneur excepté le profit de celui-ci , qu'il ne partage avec les consommateurs de ses produits.

ne ce ne sont pas les produits mêmes que les entrepreneurs distribuent, mais leur valeur qui est représentée par le numéraire, et dont on ne s'aperçoit bien qu'il n'est pas nécessaire que la production soit entièrement achevée pour que les ouvriers et les rentiers dont les capitaux ont concouru à la créer, en obtiennent chacun leur part. Il y a telle marchandise qui demande plusieurs années pour être produite et susceptible d'être échangée : ce n'est pas le salaire des ouvriers est ordinairement payé à la fin de la semaine, la rente du capital et la rente foncière le sont au bout de quelques années et quelquefois à des époques plus rapprochées. Le chef d'industrie fait l'avance de la production, peut-être au moyen des capitaux que lui-même a obtenus du capitaliste ; il en est remboursé, plus son profit, par le marchand qui achète le produit. Si le produit n'est pas un consommateur qui l'achète ; s'il faut encore d'autres préparations, c'est un autre entrepreneur qui l'acquiert. Celui-ci, à son tour, est peut-être remboursé par un autre marchand de ce qu'il a payé au premier, plus son profit, que le produit a reçu en passant par ses mains ; jusqu'à ce qu'enfin le dernier entrepreneur dans l'échelle de la production,

qui est pour l'ordinaire un marchand tailleur, soit remboursé par le consommateur la totalité de ses avances, plus la valeur que lui-même a ajoutée à la marchandise.

Dans le cas où vous auriez besoin d'un exemple ; suivez la production d'une marchandise quelconque ; d'une pièce de drap si vous voulez ; vous verrez que l'avant de passer dans les mains des consommateurs, les différentes portions de la valeur sont allées former le revenu d'une multitude de gens propriétaires des sources de production.

Vous trouverez d'abord que le lin n'est que la matière première de la toile, et que même un produit achevé ou une marchandise lorsqu'il a été vendu par le producteur n'est que le produit d'un fermier qui n'a fait que louer sa ferme avec un capital et n'a pas fait de terre : du moment où ses ouvriers ont commencé à labourer la terre pour la rendre productive, à recevoir la semence du lin, il a dû leur payer leurs salaires ; au moment de la récolte, le fermier a déjà avancé les salaires d'une nouvelle année, il a payé l'intérêt annuel au capitaliste et l'impôt annuel au propriétaire dont il a employé les fonds et loué le terrain ; enfin il a fait de sa propre subsistance, ainsi que de ses outils qu'il a employés à la production.

es ces avances lui sont remboursées par le marchand qui lui achète le lin. Celui-ci, je suppose encore avoir emprunté les fonds pour son commerce, en remplaçant le capital par le profit du fermier, ne fait qu'avancer le marchand qui doit lui être restituée de même. Ses avances s'accroissent sous ses mains par les dépenses des commis, des voituriers ou des navires qu'il emploie, par le loyer que lui coûtent les magasins, par l'intérêt des fonds empruntés pour faire ce commerce, et par les frais de sa propre subsistance. Ainsi, sans même d'avoir acheté le lin, et jusqu'au moment où il peut le vendre, ce marchand fait la distribution de différens salaires et d'un certain pourcentage de capital.

Enfin cette valeur lui est restituée par le fabricant. Celui-ci avance de même le capital à ses ouvriers, et, s'il n'est pas lui-même capitaliste, l'intérêt à celui dont il a emprunté les fonds. Il en est remboursé par le marchand, qui encore fait les avances d'indemnité de salaires, de loyer de boutique, etc., et ainsi de suite, ce qu'enfin le consommateur qui lui achète la toile, lui remplace toutes ces

s.

vous voyez, Messieurs, que la valeur de la toile, avant même que sa matière pre-

mière fût achevée , s'est disséminée par celles dans la société , où elle a contribué à former le revenu d'un grand nombre de personnes , parmi lesquelles peut se trouver celle qu'elle s'en doute , celle même qui a apporté la toile et qui la porte sur son corps. Est-ce un particulier ne peut-il pas être le propriétaire , soit de ce fonds de terre qui a produit le lin , soit de quelque bâtiment qui sert d'atelier ou de logement aux manufacturiers ou aux commerçans ? Ne peut-il pas avoir placé ses capitaux entre les mains d'un premier marchand , d'un fabricant de toile ou d'un marchand ; ou enfin d'une personne qui n'a rien de tout cela , mais qui a sous-prêté son argent à ces entrepreneurs , une portion de son revenu qu'elle avoit prise à intérêt du consommateur de la toile ?

.. Nous venons de voir de quelle manière la distribution primitive s'opère ; il nous reste à examiner suivant quelles proportions elle se fait. Cette tâche , qui est un peu délicate , nous occupera dans les chapitres suivans. Le chapitre qui lui-ci n'est destiné qu'à indiquer la loi générale par laquelle se déterminent ces proportions.

Le revenu annuel d'une nation est toujours égal à sa production annuelle ; ainsi l'

Le produit annuel détermine la grandeur de toutes les sortes de revenus prises ensemble. La somme entière de tous les salaires, de toutes les rentes, et de tous les profits d'entrepreneurs qui se perçoivent annuellement dans une nation, ne peut jamais surpasser la valeur du produit annuel; elle ne peut pas le dépasser. Il s'ensuit que plus ce produit est considérable, plus il y aura de revenus à partager.

La part que chacune des sources de production obtient du produit annuel, se règle; le prix de toute marchandise à vendre se détermine, sur le rapport de l'offre à la demande (1). La raison en est simple: c'est que le prix du produit est effectivement le prix payé par les entrepreneurs pour l'usage des terres, des capitaux et du travail, que les possesseurs de ces trois sources de production leur louent. La rente des terres est le prix qu'on paye pour l'usage des terres; la rente du capital est le prix payé pour l'usage des capitaux, et le salaire est celui des facultés industrielles de l'ouvrier. Ainsi, sous ce point de vue, la totalité des propriétaires de ces trois sources de production peut être considérée comme for-

mant deux partis , dont les intérêts sont lument opposés : d'un côté se trouvent les propriétaires fonciers , les capitalistes et les ouvriers qui font l'offre des terres , des capitaux et des facultés industrielles qu'ils veulent louer ou prêter ; de l'autre sont les entrepreneurs qui en font la demande. Le prix qui tient les premiers , se règle sur la demande qui se trouve entre cette offre et la demande ; il est plus ou moins élevé , selon que la demande des terres , des capitaux et du travail à louer surpasse l'offre , ou qu'elle est surpassée.

L'entrepreneur retire son profit de la vente des produits créés par l'emploi des moyens de production qu'il avoit empruntés. Le profit que ce profit se détermine de la même manière que celui des salaires et des rentes , c'est-à-dire par la proportion entre l'offre et la demande ; mais il y a cette différence que l'entrepreneur ne fait pas l'offre d'un travail ou d'un capital à louer , mais d'une marchandise à vendre , marchandise dans laquelle il a placé son travail et le capital dont il a dirigé la production. L'offre et la demande des marchandises déterminent leur prix courant , et dans ce prix que l'entrepreneur doit recevoir , il doit non-seulement le capital qu'il a sacrifié

de la marchandise , plus la rente de ce  
 , mais encore son profit. Ce profit lui  
 é par ceux qui achètent ses produits.

pourriez me demander, Messeigneurs,  
 nt se détermine le taux des revenus  
 cas où celui qui les reçoit et celui qui  
 e se trouvent être la même personne ?  
 nt se règle par exemple le taux des sa-  
 e l'ouvrier , quand l'entrepreneur est  
 propre ouvrier ; le taux de la rente du  
 , quand l'entrepreneur emploie son  
 capital ; celui de la rente foncière ,  
 l'entrepreneur cultive sa propre terre ;  
 e taux du profit de l'entrepreneur ,  
 l'entrepreneur est lui-même le consom-  
 de ses produits ?

ce cas , le taux des revenus se pro-  
 ne sur celui qui est déterminé par  
 et la demande , lorsque ces revenus  
 çus et payés par différentes personnes.  
 emple , un entrepreneur de culture qui  
 e sa propre terre avec ses propres ca-  
 , ne vendra pas son blé pour le prix  
 laires seulement qu'il a payés à ses  
 s , plus son profit d'entrepreneur : il  
 a la rente foncière et la rente du capi-  
 taux auquel il auroit dû les payer s'il  
 oué le terrain et emprunté le capital.

De même, un fabricant de drap achète sur sa propre terre la laine qu'il met en œuvre dans sa manufacture, calculera la valeur de la laine comme s'il l'avoit achetée ; il prendra le profit usité d'un entrepreneur de bergerie ; et en vendant le drap, il ajoutera dans le prix de ce drap le profit du fabricant ou preneur de manufacture. Le principe qui détermine à en agir ainsi, se trouve exposé dans le Livre précédent ; je renvoie à vous y renvoyer (1).

Résumons, Les revenus primitifs sont déterminés par l'étendue combinée de la demande et de l'offre des moyens de production qui sont les sources de ces revenus.

Le taux du salaire de l'ouvrier est déterminé par la proportion entre la quantité de travail offerte par les ouvriers, et la quantité de ce travail demandée par les entrepreneurs.

Le taux de la rente du capital est déterminé par la proportion entre la quantité de capital prêtée offerte par les capitalistes - et la quantité de ces fonds que les entrepreneurs demandent à emprunter ;

Le taux de la rente foncière est déterminé par la quantité des terres que les entrepreneurs demandent à cultiver.

---

(1) Comparez p. 260.

offrent à louer, comparée à la quantité de terres que les entrepreneurs demandent (1);

le taux du profit de l'entrepreneur est déterminé par la proportion entre la quantité de marchandises offerte par les entrepreneurs et la quantité de marchandises de la même espèce demandée par les acheteurs ou consommateurs.

Les revenus sont payés par ceux qui en font la demande de leurs sources. Ainsi, le salaire de l'ouvrier, les rentes des capitaux et la rente foncière sont payés par les entrepreneurs. Le profit des entrepreneurs est payé par les consommateurs, c'est-à-dire par la nation.

Le propriétaire d'une source de re-

Les sources de production ne sont pas louées par les entrepreneurs d'industrie, mais encore par les personnes qui les destinent à un usage impropre. La demande que celles-ci en font, se combine avec la demande des entrepreneurs, et concourt à déterminer le taux des salaires, des fonds de terre et des rentes. Les salaires des ouvriers haussent, quand la guerre augmente la demande d'hommes; l'intérêt s'élève quand le gouvernement fait des emprunts; la rente foncière hausse quand on consacre plus de terrain aux parcs, aux jardins, etc. Cette circonstance n'a besoin d'aucun développement, mais il ne faut jamais la perdre de vue.

venu en est lui-même le demandeur ,  
du revenu se règle sur le taux de ce m  
venu lorsqu'il est reçu et payé par di  
personnes.

Telles sont les lois générales d'ap  
quelles se fait la distribution des reve  
mitifs. Appliquons maintenant ces p  
à chaque espèce de revenu en particul  
minons les diverses circonstances qui  
en modifier le taux , et tâchons de c  
l'influence que la proportion des di  
espèces de revenus entr'elles exerce  
chesse de la nation et sur son revenu  
général.

---

## C H A P I T R E IV.

*Salaires nécessaires de l'industrie.*

avons reconnu que le  *salaire*  n'est autre chose que le  *prix du travail* . Or ce prix, comme tous les autres, peut être considéré de deux manières, comme le prix du vendeur et comme celui de l'acheteur, comme le  *salaire nécessaire*  et comme  *salaire courant* . Commençons par l'analyse du  *salaire nécessaire* .

Pour s'entreprendre cette tâche, il importe de vous rappeler que le  *salaire* , sous la forme qu'il soit reçu et payé, ne circule que dans la nourriture, le vêtement, le logement, en un mot dans les subsistances nécessaires au travailleur en échange de son travail. L'argent n'entre dans ce marché que

---

voyez les Notions sur la valeur, chap. VII, p. 87. J'ai réservé aux deux espèces de salaires les mêmes termes et servi à distinguer les deux espèces de prix; j'en ai même à l'égard de la rente des capitaux et du salaire de l'entrepreneur. Au reste, les termes de  *salaire nécessaire*  et de  *salaire courant*  ont déjà été employés par Say, Simonde et d'autres bons écrivains. Quand je parle de  *salaire* , sans le désigner plus particulièrement, j'entends toujours le  *salaire courant* .

comme signe : il représente toujours la monnaie chesse circulante applicable à la consommation de l'homme , et c'est cette dernière qui est le vrai salaire. Le numéraire est donc une assignation que l'acheteur du produit donne au travailleur sur le boucher , le boulanger , le tailleur , pour qu'ils lui fournissent les denrées qui appartenoient déjà en quelque sorte à cet acheteur , puisqu'il en possède le signe : le travailleur porte cette assignation dans une boutique où il l'échange contre les produits dont il a besoin pour vivre. L'entrepreneur qui paye à l'ouvrier son salaire , se débarrasse tout simplement , en lui donnant de l'assignation , du soin de faire lui-même les provisions nécessaires à l'ouvrier ; mais l'effet est toujours le même : c'est toujours l'entrepreneur qui fournit à l'ouvrier sa nourriture et tout ce dont il a besoin , en échange d'un travail que l'autre lui vend.

Le salaire nécessaire n'est pas le même dans tous les emplois du travail ; au contraire , il varie suivant les métiers. Pour découvrir la base ou le *taux normal* du salaire nécessaire dans tous les métiers , il faut chercher quel seroit le prix nécessaire d'un travail simple qui ne demanderoit que les facultés naturelles les plus ordinaires ; d'un travail qui ne coûteroit que des efforts médiocres , qui ne seroit

gné d'aucun désagrément particulier, n danger palpable pour la vie du travail- d'un travail enfin qui pourroit se conti- tous les jours de l'année sans interrup- Tel est, par exemple, le travail d'un- tier de ferme. Un pareil travail étant le- mmun et le moins pénible sous tous les- ts, il seroit aussi le moins coûteux :- aire nécessaire se réduiroit à *l'entretien indispensable*.

endant, quelque chétif que nous ad- ns cet entretien, il faut qu'il suffise- ire subsister les travailleurs. Or dans ce- il ne s'agit pas seulement des *individus* e travail est actuellement en demande :- que la *classe* des travailleurs soit con- ; autrement elle finiroit par décroître, r une suite inmanquable, le prix du- monteroit bien au-delà du taux nor- insi ce taux comprend non - seulement- est requis pour la subsistance du travail- i-même, mais encore la nourriture de- ans, jusqu'à ce qu'ils puissent travailler- e lui.

cette base on suppose que le taux nor- it rapporter au travailleur au moins *le- de sa subsistance personnelle*, en- tant que le travail de la femme suffise

seulement pour sa propre dépense, des soins qu'elle est obligée de donner au ménage et à ses enfans. A la vérité, la dépense nécessaire de deux enfans n'auroit pas du double celle de leur père ; on calcule qu'une moitié des enfans meurt, meurt avant l'âge viril. Ainsi si on compte, que les travailleurs tâchent dans l'autre, d'élever au moins quatre enfans pour que deux aient égalité de chances de venir à cet âge. Or on suppose que la dépense nécessaire de quatre enfans est presque égale à celle d'un homme fait.

Cette considération n'est pas la seule qui entre dans l'évaluation du taux normal du travailleur qui ne gagne que le strict nécessaire et ne peut pas perdre un seul jour de travail sans manquer de subsistance pour ce jour. Les maladies, les accidens inévitables enlèvent bien des journées, et cette perte peut être compensée par un surplus sur les jours qu'il gagne les jours où il peut travailler. Mais leurs sa consommation n'est point la même dans un jour d'été que dans un jour d'hiver, car il faut au travailleur pour ce dernier plus de combustible et plus de vêtemens. On ne peut donc pas sa consommation d'un jour

*ation d'une année* qu'on doit con-  
 pour établir le taux normal.  
 dant, quelque soin qu'on mette à dé-  
 rigoureusement ce taux, il est tou-  
 e mesure variable. Nous avons déjà  
 ailleurs combien la nature du pays in-  
 étendue des besoins du travailleur (1);  
 taux normal varie d'un pays à l'autre,  
 uefois même d'un canton à l'autre.  
 t froid fait naître plus de besoins in-  
 bles qu'un climat chaud, et celui-ci  
 sionne plus qu'un climat tempéré.  
 us, par exemple, les fourrures, le  
 ble, l'huile et la chandelle que les  
 nuits d'hiver font consommer, aug-  
 le taux normal des salaires, compa-  
 nt à la France et à l'Italie, où ces be-  
 beaucoup moins d'étendue. Dans la  
 chaude du Mexique, un journalier a  
 annuellement, pour subsister avec  
 le, de 72 piastres; cette dépense est  
 de près de 20 piastres dans la région  
 e de ce pays (2). Quelquefois l'air vif  
 euple respire, semble aiguïser son ap-

---

 p. 286.

 boldt, *Essai polit. sur la Nouv. Espagne, Vol. I.*

pétit, tandis qu'ailleurs une température paroit le rendre sobre et frugal. Les habitans du nord de l'Europe consomment en général une plus grande quantité de nourriture plus d'alimens que ceux du midi.

Telle est la base qui sert à évaluer le salaire nécessaire dans tous les différens métiers. En partant du salaire qui est le prix du travail le plus commun et le moins élevé, qu'on peut remonter graduellement à ceux des métiers plus relevés, les plus difficiles ou les plus agréables. Comme il n'y a que très-peu de métiers absolument exempts de difficultés, et de métiers très-convéniens, il n'y en a aussi que très-peu dans lesquels le salaire nécessaire est exactement au même niveau avec son taux normal : dans la plupart des métiers, les difficultés et les inconvéniens élèvent ce salaire plus ou moins au-dessus du taux normal.

Vous voyez que ce qu'il nous importe de rechercher dans cette recherche, c'est de découvrir les *causes* *convéniens et difficultés* qui peuvent accompagner les divers métiers. Or il y en a beaucoup qui décèdent de la nature même des métiers, et il y a d'autres qui sont causés par la position géographique et oppressive de l'Europe. Les premiers décèdent nécessairement, et ils exercent à-peu-près la même influence ; les

ires et locaux. L'économie politique  
pe que des premiers; c'est à la légis-  
onomique à montrer l'effet pernicious  
es.

es inconvéniens et toutes les difficul-  
sultent de la nature des métiers, peu-  
porter aux cinq chefs suivans:

peiné, le désagrément ou la malpro-  
té qui accompagnent un métier, ou la  
aveur que l'opinion y attache;

danger auquel il expose la vie ou la  
té du travailleur;

nterruption de travail auquel il est sujet;  
dépenses et les peines qu'il exige pour  
ormer;

risque qu'on court de ne pas y réussir.

le salaire nécessaire est d'autant plus  
le métier est plus *pénible*, plus *désa-*

plus *mal-propre*, ou plus *avilis-*  
e travail fatigant et pénible exige une

e plus abondante ou des alimens plus  
ns; un travail mal-propre occasionne

dépenses en vêtemens; et le travail-  
exerce un métier avilissant, cherche

salaire plus fort une compensation du  
des dégoûts qu'il essuye. Dans la plu-

endroits, à prendre l'année en somme;

un tisserand gagne plus qu'un garçon-son ouvrage est moins aisé. Un forgeron gagne plus qu'un tisserand : l'ouvrage du premier est plus pénible et moins propre. Le tisserand ne boucher a quelque chose de cruel et de fatigant ; mais dans la plupart des professions le plus lucratif de tous les métiers ordinaires.

2°. Le salaire nécessaire est plus élevé dans les métiers qui *exposent la vie et la santé* du travailleur. Ce qu'il gagne les jours où il est bien-portant, doit suffire pour le nombre de jours où il sera malade ; d'ailleurs il veut être dédommagé des inquiétudes et des peines de sa situation. Les ouvriers qui travaillent sous l'eau ou sous terre, les doreurs, les graveurs d'eau-forte, ne peuvent pas se contenter du même salaire nécessaire qui suffit à ceux des ouvriers dont les travaux ne sont pas si pénibles. Nous venons de voir que le salaire du forgeron est ordinairement plus fort que celui du tisserand et du tailleur ; mais le forgeron travaille ordinairement autant en douze heures de travail que qu'un charbonnier travaillant aux mines en huit : l'ouvrage de ce dernier est plus propre ; il est plus dangereux ; il se fait sous terre et loin de la clarté du jour.

3°. Il y a des métiers qui *ne fournissent constamment de l'occupation* à ceux

t : cette circonstance en élève tout-à-fait le salaire nécessaire , quoiqu'à des degrés différens , selon que la perte qui en résulte pour le travailleur est plus ou moins susceptible d'être réparée par un travail subsidiaire. Les intervalles de désœuvrement que le métier laisse au travailleur , sont plus longs pour lui permettre de les employer à un travail subsidiaire , s'il est sûr d'en trouver un pareil , et si ce dernier travail lui procure le salaire nécessaire , alors celui du métier principal n'en est point augmenté. Ces suppositions se trouvent rarement réalisées , or dès que l'une ou l'autre n'existe , la perte que cette circonstance occasionne élève naturellement le salaire nécessaire du métier principal.

Les travaux des maçons , des paveurs , des charpentiers , des gondoliers , ne peuvent pas se faire pendant toute l'année ; pendant les hivers ou par un très-mauvais tems , tous ces ouvriers sont condamnés au désœuvrement. Dans les climats tempérés , les interruptions de leur travail arrivent si irrégulièrement , et sont de si longue durée , que l'ouvrier ne peut guère employer à un travail subsidiaire les intervalles de désœuvrement qu'elles lui occasionnent ; dans ces pays , son salaire nécessaire

s'élève de toute la perte que font naître les intervalles. Dans nos contrées septentrionales, au contraire, où il n'y a pour ces métiers qu'un seul intervalle, qui se prolonge pendant six mois de l'année, ces travailleurs peuvent chercher d'autres occupations subsidiaires, et sont sûrs d'en trouver : ainsi le salaire nécessaire de leurs principaux métiers n'est pas doublé par cette circonstance. Cependant le désœuvrement momentané auquel ils sont exposés en passant de leur métier au travail subsidiaire ; fait que le salaire nécessaire est un peu plus élevé dans ces métiers que dans ceux qui donnent une occupation constante pendant toute l'année.

Enfin quand les interruptions que souffre le travail, sont de nature à ne pouvoir être évitées, et qu'il est impossible à l'ouvrier d'employer les intervalles de loisir à quelque autre travail, alors le salaire nécessaire doit être augmenté de la perte entière qui en résulte pour l'ouvrier. Il faut ranger sous cette catégorie le tiers de tous les ouvriers qui attendent qu'on ait besoin d'eux, par exemple celui des fiacres, des crocheteurs, des simples journaliers, des domestiques de louage. Souvent ces gens ne sont désœuvrés une bonne partie de la journée, mais quel que soit leur travail de la journée,

qu'un jour dans l'autre il suffise pour  
ir.

souvrement occasionné par les jours  
est encore de nature à ne pouvoir être  
à aucun autre travail: ainsi, plus ces  
t nombreux, plus ils élèvent le salaire  
e dans tous les métiers à la fois. Il y  
ys où les jours de fête, y compris les  
es, font la moitié de l'année: dans  
le salaire nécessaire est à-peu-près le  
plus cher qu'il ne devoit l'être naturel-  
Notez bien qu'avec cela ce renchéris-  
du travail ne procure pas le moindre  
au travailleur; car celui-ci ne reçoit  
salaire nécessaire, c'est-à-dire le sa-  
plus indispensable qu'il puisse recevoir.  
salaire nécessaire est d'autant plus fort  
tier exige plus de *dépenses et de pei-*  
*s'y former*. Quand l'habileté requise  
rcer une industrie, soit en chef, soit  
rdre, ne peut être que le fruit d'une  
on longue et coûteuse, cette instruc-  
pu avoir lieu qu'autant qu'on y a cou-  
aque année quelques avances, et le  
ces avances est un capital accumulé.  
salaire nécessaire n'est plus un salaire  
t: c'est un salaire plus l'intérêt des  
que cette instruction a exigées; cet

intérêt est même supérieur à l'intérêt ordinaire, puisque le capital dont il est investion est placé à fonds perdu et ne subsiste au-delà de la vie de l'homme. C'est un viager.

Si l'industrie étoit en pleine liberté nous en Europe, les fraix d'instruction dans la plupart des métiers, se réduiroient à peu de chose. Dans l'industrie agricole, par exemple, la seule qui s'exerce encore librement en Europe, l'apprentissage ne coûte rien à l'ouvrier. C'est tout en s'occupant des choses les plus faciles de sa besogne, qu'il se fait des moins aisées, et dès le premier jour qu'il commence à travailler, il subsiste de son travail. Dans la plupart des manufactures, au contraire, les lois et coutumes d'Europe imposent à l'ouvrier la nécessité d'un apprentissage coûteux de plusieurs années avant que l'ouvrier qui sort de l'apprentissage puisse avoir le droit de travailler pour son propre compte, ou de s'établir comme entrepreneur ou comme maître, il faut qu'il tienne encore quelques années comme compagnon, ou comme ouvrier de journée.

Tous ces réglemens ne servent qu'à empêcher le salaire nécessaire de l'industrie, et par conséquent à faire renchériser ses produits.

e métiers , l'apprentissage est absolu-  
 tile, et dans d'autres sa durée peut  
 ée à un tems bien court. Il est vrai  
 extérité de la main, même dans les  
 es plus simples, ne peut s'acquérir  
 e de beaucoup de pratique et d'expé-  
 Mais un jeune homme pratiqueroit  
 de zèle et d'attention, si dès les com-  
 ens il travailloit comme ouvrier de  
 en étant payé à proportion du peu  
 e qu'il exécuteroit, et en payant à son  
 matières qu'il pourroit gâter par mal-  
 ou défaut d'habitude. A ce moyen,  
 ation seroit en général plus efficace,  
 rs moins longue et moins coûteuse.  
 es, à la vérité, pourroient perdre à  
 gement; mais le public y gagneroit,  
 produits de la main-d'œuvre arrivant  
 marché à beaucoup meilleur compte.  
 le instruction dont les fraix ne peu-  
 is être diminués par le travail de l'ap-  
 est celle qu'il ne reçoit pas chez son  
 r les fraix de cette instruction varient  
 ent suivant l'étendue et la variété des  
 nces que demandent les différentes  
 . Dans la plupart des arts mécani-  
 e, écrire, calculer et les élémens du  
 ffisent pour préparer l'ouvrier à tout

ce qu'il doit entreprendre ; mais l'artisan, le commerçant, le chef d'une manufacture, l'exploitant de mine ou d'une vaste exploitation agricole, a besoin d'une instruction plus complète, et par conséquent bien plus précieuse. Comme ces considérations ne peuvent entrer que dans la seconde partie de ce livre, je me borne à vous y renvoyer.

5°. Enfin le salaire nécessaire est plus élevé dans un métier qu'il y a plus de difficulté *que de ne pas y réussir*. Dans les métiers d'industrie, il y a des degrés très élevés de probabilité qu'une personne acquerra la capacité nécessaire pour exercer avec succès le métier auquel on prétend la former, et elle en retirera toutes les avances faites pour sa formation et son instruction. Dans la plupart des arts libéraux, le succès est à-peu-près sûr, et il est plus incertain dans le commerce, et il est très incertain dans les arts libéraux. Mettez un homme en apprentissage chez un cordonnier, il n'est presque pas douteux qu'il apprendra à faire des souliers, et qu'il regagnera à son maître ce qu'il a dépensé comme apprenti ; mais placez-le dans un comptoir, il y a moins de probabilité qu'il deviendra un habile négociant et qu'il regagnera les frais de son éducation ; enfin, destinez-le à devenir

moins vingt contre un qu'il ne fera pas de progrès pour gagner sa vie à cette profession, et même lorsqu'il devient habile, c'est à savoir si son talent lui rapportera ce qu'il a coûté. De grands peintres sont morts de misère. Or dans une loterie équitable, si on tire les bons billets, doivent gagner ceux qui est perdu par ceux qui tirent les mauvais blancs. Dans une profession où vingt personnes échouent contre une qui réussit, cette dernière réussit devrait gagner seule ce que les vingt autres ; cependant, dans bien des professions on est loin d'être payé à ce taux. Voyez que l'intérêt des avances consacrées à l'instruction des travailleurs industriels, l'intérêt qui forme une partie de leur salaire, n'est pas seulement l'intérêt viager des sommes dépensées pour l'éducation de la personne qui reçoit le salaire, comme je l'ai dit ; mais que c'est, à la rigueur, l'intérêt de toutes les sommes consacrées au genre d'éducation, que les talens soient ou non, à maturité. Ainsi le total des dépenses des peintres doit payer outre l'intérêt des sommes consacrées à leurs études, celui des sommes consacrées à l'instruction des peintres morts pendant leur éducation, ou qui n'ont pas répondu aux soins qu'on a pris

d'eux ; car la masse actuellement d'industrie de ce genre n'a pu exister sans qu'il y ait eu perte d'une partie des avances créées à la formation de peintres. Au reste, cette trop minutieuse exactitude dans les applications de l'économie politique est sans cesse se trouve fréquemment démentie par les faits, cause de l'influence des considérations dans les faits, considérations qui n'ont pas une précision mathématique.

Nous avons examiné les inconvénients et les difficultés qui élèvent le salaire nécessaire au-dessus de son taux normal : il nous reste à considérer les *avantages* et les *facilités* qui le contrebalancent. Ces derniers peuvent se réduire aux trois circonstances suivantes :

1°. *L'agrément qui accompagne ces occupations.* Par exemple, la chasse et la pêche, les occupations les plus importantes de l'enfance de la société, deviennent, avec les progrès de l'opulence ses amusements ; on se livre alors par plaisir à ce qu'il faut faire par nécessité. Ainsi, dans une société avancée, les salaires dans ces deux métiers sont très-bas ; le goût des hommes pour ces occupations y porte beaucoup plus qu'il ne peut en faire vivre d'une manière

*faveur que l'opinion attache à un*

La considération entre pour beaucoup le salaire des professions honorables pourquoi, sous le rapport de la récompense pécuniaire, elles sont en général trop élevées. Si le salaire des artistes est souvent au-dessous du salaire nécessaire de leur état c'est que leurs métiers sont accompagnés non-seulement de beaucoup d'agrément mais encore d'une grande considération. Un ouvrier mécanique peut aimer son métier si il n'y a que l'artiste qui puisse être satisfait de sien. D'ailleurs, un artiste excite l'admiration publique, et les artistes qu'il recueille des amateurs de son art ont souvent une partie considérable de sa récompense.

*facilité qu'a le travailleur de subvenir indépendamment de son métier.* A Paris on a des bas tricotés à l'aiguille à meilleur marché qu'on ne pourroit en faire au métier partout ailleurs: c'est l'ouvrage des laquais. Dans les grandes maisons, les antichambres remplies de domestiques tricotent pour chasser l'ennui. Chacun même compte quelques artisans dans les soldats; quand les chefs leur permettent de travailler pour le public, leur ou-

vrage est ordinairement meilleur que celui des travailleurs en titre dans les métiers. Ces gens sont nourris ; le prix du travail n'est donc point , pour eux , la nécessité de vivre.

Ceci peut s'appliquer à tous les ouvriers et femmes dont les maris ou parens font l'entretien. Il y a telle fileuse ou couturière qui ne gagne pas la moitié de son salaire nécessaire : elle est mère ou fille , tante ou mère d'un ouvrier qui la nourriroit qu'elle même elle ne gagneroit absolument rien. On ne peut en dire autant du travail des moins heureuses. Dans les pays où il y en a , c'est un bonheur pour les travailleurs en titre de fabriquer que des futilités ; car s'ils étoient employés à des ouvrages d'une industrie courante , ils seroient travailleurs dans le même genre qui n'ont d'autres ressources que leur métier , ne pourroient donc pas vivre de ce métier.

Vous connoissez maintenant les causes principales qui apportent de la différence de salaire nécessaire du travail. Ai-je besoin de vous faire remarquer que ces diverses causes peuvent agir dans un même sens ou dans un sens opposé ? Que , dans le même sens , l'effet en est rendu plus sensible ; et que ,

posé, l'action de l'une combat celle de

Il est suffisamment clair, par exemple l'agrément d'un métier peut balancer l'étude d'y réussir; et que, dans ceux qui ont une occupation vile, si cette occupation est par-dessus cela dangereuse, il y a une cause d'augmentation de salaire.

Ensuite, à quelque point que ces circonstances élèvent le salaire nécessaire au-dessus du taux normal, c'est toujours le salaire nécessaire, c'est-à-dire celui qui est indispensable pour faire exister un genre particulier d'industrie. Si, dans un métier quelconque, le salaire venoit à tomber au-dessous du taux nécessaire, ce métier seroit bientôt abandonné; et s'il venoit à tomber au-dessus du taux normal, la mortalité parmi les ouvriers en diminueroit rapidement le nombre jusqu'au point où l'équilibre entre les salaires et les besoins indispensables de l'homme seroit nouveau rétabli.

---

## CHAPITRE V.

*De la rente des talens et des qualités morales.*

Souvent les dispositions naturelles du travailleur, quand elles se trouvent dans un degré éminent, lui procurent un revenu au-delà du salaire nécessaire. Ce revenu est à être considéré séparément.

Chaque métier suppose dans celui qui l'exerce certaines facultés techniques, intellectuelles ou morales, sans lesquelles il ne peut être exercé : ainsi, de même que le salaire nécessaire pour l'usage de ces facultés, pour la plupart compris dans le salaire nécessaire, à tous les hommes, est compris dans le salaire nécessaire, le paiement de cet emploi doit être compris dans le salaire nécessaire. Mais si-tôt que ces facultés excèdent la mesure ordinaire, le travail en reçoit un degré de perfection qu'il n'a pas communément, cette circonstance ajoute au salaire nécessaire un revenu qui ne peut pas être compris dans le salaire, parce qu'il en diffère essentiellement. Celui qui le reçoit n'a pas fait plus de dépenses pour se former à son métier, que les autres travailleurs dans le même métier.

nt que le salaire nécessaire ; son travail coûte pas plus de peines et de sacrifices x. Si pourtant ce travail a plus de va- est l'effet des facultés éminentes du tra- , prérogative qu'il doit uniquement à lité de la nature.

cette analogie avec la rente foncière détermine à qualifier ce revenu du nom e, c'est-à-dire du nom d'un revenu qui ède point du travail, et qui se tire d'une dont on a la propriété exclusive. Il y a ant une grande différence entre cette celles de la terre et des capitaux. Ces s peuvent être gagnées par le travail tre que le propriétaire, tandis que la s talens est nécessairement gagnée par i en possède les sources. Ainsi, quoi- e rente ne procède point du travail, forme cependant pas un revenu indé- ; elle est inséparable du travail de ce- en jouit, et conséquemment elle doit nprise dans son salaire. Le nom de lui convient que sous un seul rapport: 'avec le même travail et les mêmes sa- celui qui en possède les sources gagne celui qui ne les possède pas.

nte des talens peut être gagnée dans métiers. Même le simple manouvrier,

s'il a plus de forces physiques, plus d'adresse, plus d'adresse naturelle qu'on trouve communément chez les ouvriers de cette espèce, sera mieux payé que les autres pendant, plus les métiers sont difficiles, plus le besoin de dispositions éminentes s'y fait sentir; il y a même certaines professions qui exigent des talens particuliers, et comme ceux-ci les talens éminens sont encore plus rares, leur rente en est naturellement plus forte. On ne peut guère réussir en peinture ou dans la sculpture, sans avoir un talent particulier pour ces arts, tandis qu'on peut devenir un très-habile teinturier ou un tailleur de pierres avec les dispositions communes à tous les hommes. Or si un degré supérieur d'adresse et d'intelligence peut faire une rente à un tailleur de pierres, qu'elle sera pas celle qu'un talent supérieur fera au sculpteur?

Plus les talens sont rares, relativement à la demande qui en est faite, plus les rentes qu'ils donnent deviennent considérables; or, plus les talens sont d'autant plus rares qu'ils sont plus utiles. Dans une grande nation à peine y a-t-il un ou deux ou trois personnes capables de faire un grand beau tableau ou une très-belle statue; mais un peintre ou un statuaire éminent se fait

payer une rente immense. Tel artiste  
genre qui gagne par année 10,000 rou-  
bles n'a peut-être pas dépensé 3,000 pour  
ses études et pour développer son talent.  
En faisant l'intérêt viager de ces avances,  
de 100 roubles, il resteroit annuellement 9,700  
roubles pour représenter les autres articles du  
budget nécessaire et la rente. Si nous évaluons  
les dépenses à 1,700 roubles, somme probable-  
ment exagérée, la rente rapporteroit à l'ar-  
tiste environ 8,000 roubles par an, et son ta-  
lent vaudroit pas moins qu'un capital de  
100,000 roubles placé à fonds perdu ou à dix  
pour cent.

Le talent que j'ai dit des talens, est aussi ap-  
puyé sur les qualités morales du travailleur. Le  
travail des orfèvres, des joailliers, des cais-  
siers, des porteurs d'argent, et en général de  
tous les métiers qui exigent de la confiance,  
est payé plus chèrement que le travail de ceux  
qui ne sont assujettis à une moindre responsabi-  
lité. C'est que la probité, l'exactitude, la so-  
licité requises pour de telles professions dans  
un homme d'un mérite éminent, produisent une rente.

Plusieurs fois un métier exige la réunion de  
plusieurs talens et de certaines qualités morales:  
la rente en est d'autant plus élevée. Le  
succès d'une entreprise industrielle a besoin d'un

grand crédit, même lorsqu'il possède le capital qu'il veut y employer: or il n'a que le crédit qu'autant qu'il est connu pour être prudent, rempli d'ordre et de probité. Ces qualités morales, une pareille demande encore beaucoup de jugement, surtout lorsqu'il a besoin d'apprécier le bien et de comparer des convenances et des inconvénients. C'est un don assez rare de la nature, et il est encore plus rare de le trouver réuni aux autres qualités morales dont il a été question. C'est dans la classe des entrepreneurs que ce jugement est surtout requise, c'est aussi celle de travailleurs qui gagnent les rentes les plus considérables, et dans laquelle, quand les hommes secondent leur habileté, s'accroissent presque toutes les grandes fortunes.

J'ai dit que la rente des talens est payée au-delà du salaire nécessaire; ceci ne signifie pas tendre que sous le rapport de l'origine de la rente; car du moment qu'elle se paye au-delà du salaire nécessaire, elle est comprise dans le salaire nécessaire, et lors il est impossible de se procurer le service de celui qui possède les sources de la rente sans lui payer cette dernière en même